MAI / JUIN 2026 - Nº 66

M&B

SPÉCIAL RDC 2026

L'ÉTAT DES LIEUX

KBM DRC Mining Week

DEUX GRANDS ÉVÈNEMENTS NATIONAUX DANS LE GRAND KATANGA



EQUITYBCDC

ENTRETIEN AVEC LE DG WILLY MULAMBA

ISSN 2312-1254

10 U$D

MAYFAIR
INSURANCE

We have the right solution
for every risk.

OUR MINING
INSURANCE SOLUTIONS

Property All Risk and Business interruption
Goods in Transit (Import/Export)
Workmen Compensation
Motor
Machinery and Equipment Breakdown
Medical and Travel

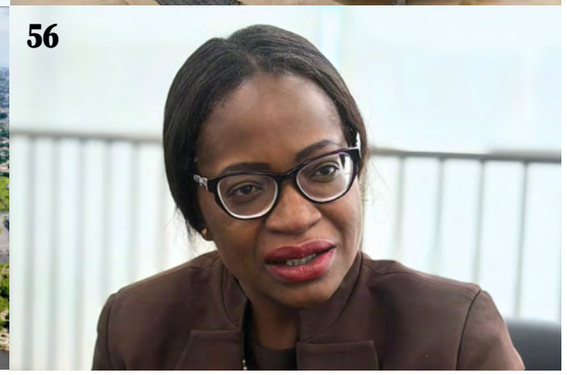
RD Congo · Kenya · Zambie · Tanzanie · Rwanda · Ouganda · Botswana

Office: +243 820 142 209
info@mayfair.cd


10


112


90


56

5 EDITORIAL
8 WHO'S WHO
10 COVER STORY EQUITYBCDC
56 JESSICA NYACHIRO
90 ÉNERGIE
112 LIFESTYLE
126 INDEX / OURS

SPÉCIAL RDC

29 ÉTAT DES LIEUX
35 MINES ET INDUSTRIE
51 BANQUE ET FINANCE
69 ASSURANCE
73 ECONOMIE
81 BUSINESS ET ENTREPRENARIAT
85 ENERGIE
93 INFRASTRUCTURE, TRANSPORTS ET LOGISTIQUE
103 AGRICULTURE ET ÉLEVAGE
109 TECH & COM



L'arbre qui cache la forêt

Selon les projections du FMI, le PIB global de la RDC pourrait bientôt dépasser celui de l'Éthiopie. À première vue, la nouvelle est flatteuse. Mais derrière cette performance se cache une réalité bien moins reluisante.

En effet, un autre indicateur raconte une tout autre histoire : le PIB par habitant. Là où l'Éthiopie atteint environ 1 100 USD, la RDC plafonne encore à 700 USD. Ce décalage n'est pas anodin. Il révèle une vérité structurelle : la richesse produite en RDC ne se diffuse pas suffisamment dans l'économie réelle.

La différence est presque brutale : l'Éthiopie produit, la RDC extrait.

D'un côté, une économie progressivement diversifiée, tournée vers la transformation et la création de valeur. De l'autre, une croissance largement dépendante des matières premières, donc exposée à leur volatilité. Une croissance extractive, par nature fragile, qui peine à devenir inclusive et durable.

Ce qui fait défaut aujourd'hui, ce n'est ni la richesse du sous-sol ni l'énergie des entrepreneurs. C'est la volonté des réformes. L'État n'avance pas, ou souvent, de manière incohérente. Un exemple ? Dans certaines entreprises publiques, la masse salariale dépasse 85% du chiffre d'affaires, symptôme d'une gestion, d'un système à bout de souffle. Les routes, les infrastructures sont dans un état lamentable, et les dysfonctionnements persistants, la corruption dans les régies financières continuent de peser lourdement sur la compétitivité. L'entretien en pleine franchise que nous a accordé le directeur de l'ENA, le confirme.

Cependant, la RDC n'est pas condamnée à un modèle moyennageux. C'est précisément pour cela que nous continuons d'y croire.

À travers notre engagement aux côtés d'événements majeurs comme le KBM et la DRC Mining Week, nous souhaitons mettre en lumière celles et ceux qui incarnent déjà le changement. Car la transformation du Congo viendra surtout de son secteur privé.

Ce numéro 66 est dédié à ces entrepreneurs qui prennent des risques, innovent, investissent et construisent. À ces acteurs qui, chaque jour, participent à structurer une économie plus résiliente et plus créatrice de valeur.

C'est dans cet esprit que nous avons choisi de mettre une nouvelle fois à l'honneur EquityBCDC en couverture, symbole d'un secteur financier en pleine mutation et désormais incontournable dans le paysage économique congolais.

Olivier Delafoy

LISEZ LA VERSION FRANÇAISE
DE CE NUMÉRO SUR NOTRE SITE
READ THE FRENCH VERSION ON OUR WEBSITE
www.miningandbusiness.com

PLAIDOYER POUR UN « CHOC DE SIMPLIFICATION ET DE SPÉCIALISATION » DES STRUCTURES COMPÉTENTES DANS LE SECTEUR MINIER CONGOLAIS

***Par* ROMAIN BATTAJON**
AVOCAT AU BARREAU DE KINSHASA/MATETE

Parmi les maux touchant le secteur minier, la Chambre des Mines de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) a cité à plusieurs reprises celui du chevauchement des services administratifs compétents (ou même parfois incompétents) pour contrôler le secteur minier.

L'article 16 du Code Minier cite pourtant expressément les services habilités légalement à « faire appliquer les dispositions du présent Code et agir directement dans le secteur minier » : ministère des Mines, ministère de l'Environnement, ministère des Finances, gouvernements provinciaux et les services qui en dépendent ou qui sont sous leur tutelle, ainsi que les organes de l'État expressément visés dans le Code ou le Règlement Minier. En soi, déjà, cette disposition attribue une compétence à un nombre significatif de services de l'État. Mais elle permet déjà d'écarter les services ou organes qui ne figurent pas dans cette liste s'ils entendent contrôler l'application des dispositions du Code et du Règlement minier. Exit, donc, les contrôles parlementaires (nationaux ou provinciaux). Exit également les entités dépendant des autres ministères nationaux que les trois cités ci-dessus.

Exit encore la Cour des Comptes ou encore l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption, pour ne mentionner que quelques-uns parmi les services qui tapent le plus régulièrement à la porte des sociétés minières en brandissant des ordres de mission.

Cependant, puisque l'article 16 ne restreint que les administrations compétentes pour « faire appliquer les dispositions du présent Code et agir directement dans le secteur minier », certaines administrations viennent aussi contrôler l'application d'autres dispositions légales ou réglementaires que celles du Code minier, et qui sont également applicables au secteur minier.

Même en restant dans le cadre légal strict que nous avons rappelé, nous sommes d'avis que le nombre des services actifs dans le secteur minier reste excessif, ce qui cause notamment un manque de clarté pour les opérateurs, un ralentissement des procédures administratives, des coûts budgétaires trop élevés, etc.

Pourquoi, par exemple, adjoindre la compétence de l'Agence Congolaise de l'Environnement (organe généraliste dépendant du ministère de l'Environnement) à celle de la Direction de la Protection de l'Environnement Minier (service spécialisé du ministère des Mines) pour l'analyse des études d'impact environnemental et social lors de l'examen des dossiers d'octroi ou de renouvellement des titres miniers, ou en cas de contrôle du respect des obligations environnementales ?

Pourquoi cumuler une Direction de l'Inspection Minière, une Inspection Générale des Mines, une Police des Mines mais aussi une Commission Nationale de Lutte contre la Fraude et la Contrebande Minières, avec, évidemment, des compétences partiellement concurrentes ?

CAMI, CTCPM, FOMIN, SGNC, CRGM, CEEC, FNPSS, FSRDC, ARECOMS, OCC, … Autant d'acronymes, et j'en oublie, de structures qui ont des missions diverses dans le secteur minier. Ces services ont des objectifs certes louables, mais pourquoi ne pas simplifier ce système afin d'éviter de disperser les compétences, les agents et les budgets, et de clarifier l'organisation administrative, tant pour les opérateurs que pour les agents publics eux-mêmes ?

En dehors des quatre principaux services d'appui au Ministre des Mines que sont le Secrétariat Général, la Direction des Mines, la Direction de Protection de l'Environnement Minier et le Cadastre Minier, nous suggérons, par exemple, de réunir autour de trois ou quatre grands services centraux les missions et compétences actuellement (mal) réparties entre ces trop nombreux services, cellules, autorités, fonds, etc.

> LE NOMBRE DES SERVICES ACTIFS DANS LE SECTEUR MINIER RESTE EXCESSIF

Il pourrait ainsi être créé un service central chargé de la planification, des études, des statistiques et de la recherche géologique. Un autre serait chargé de l'inspection et du contrôle (une brigade nationale des mines et carrières, sur le modèle nigérian, comme déjà suggéré dans une précédente tribune). Un troisième serait chargé de la normalisation, de la traçabilité et de la certification des produits miniers marchands. Et un quatrième serait compétent, soit par délégation spéciale, soit en coordination avec les régies financières, pour la collecte et/ou le contrôle des droits, taxes et redevances du secteur minier (quitte à laisser à la DGI la collecte et le contrôle des impôts stricto sensu, s'il le faut).

Nous plaidons aussi pour la centralisation du portefeuille minier de l'État dans une Agence des Participations de l'État, sur le modèle de ce que font d'autres pays, sous la tutelle de la Présidence ou de la Primature, sauf à vouloir absolument maintenir le ministère du Portefeuille tel quel. Ce serait préférable au système actuel d'entreprises publiques minières dont, pour la plupart, de nombreux rapports pointent depuis 25 ans les failles de gestion et de performances au détriment de l'État congolais (encore que certaines, comme la Gécamines, s'étaient dotées de top managers de haute valeur, mais de telles entreprises ne fonctionnent pas qu'avec quelques top managers).

Enfin, j'appelle de mes vœux la création, déjà maintes fois évoquée, d'une Haute École des Mines, distincte des filières de telle ou telle université, pour former les futurs professionnels congolais du secteur minier (du technicien spécialisé à l'ingénieur, du géologue au spécialiste de l'environnement minier, du juriste au directeur d'exploitation…).

À l'heure où s'annonce une nouvelle vague de grands investissements miniers, une telle restructuration pourrait, selon nous, permettre d'optimiser la gestion publique du secteur minier de la République Démocratique du Congo.

BATTAJON AVOCATS

FRAÎCHEMENT NOMMÉS À LEUR POSTE, QUATRE LEADERS QUI ILLUSTRENT DES AMBITIONS FORTES POUR LA RDC



Baraka Kabemba
Directeur Général de Gécamines

Expert-comptable, Baraka Kabemba prend la tête de Gécamines à un moment crucial pour le partenariat RDC–États-Unis sur les minerais critiques. Membre de la cellule de coordination stratégique depuis mai 2025, il a joué un rôle clé dans l'accord stipulant que la Gécamines doit approvisionner le marché américain, offrant un « droit de première offre » aux acteurs américains.

Diplômé en ingénierie commerciale de l'ICHEC à Bruxelles, il débute sa carrière en 2001 chez PwC en Belgique, puis s'installe au Gabon en 2005. En 2012, il rejoint EY et devient associé responsable du conseil pour l'Afrique centrale. Son MBA de l'université d'Oxford en 2017 complète son parcours. Avec plus de 22 ans d'expérience, il est reconnu comme un atout pour rassurer les investisseurs et est motivé par la transformation des écosystèmes africains.



Soraya Aziz
Directrice de l'Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE)

Soraya Aziz a grandi dans l'est de la RDC et a étudié au Royaume-Uni et au Kenya. Titulaire d'une licence en droit public et d'une maîtrise en études du développement, elle a travaillé au Centre Carter sur la gouvernance minière avant de rejoindre Freeport-McMoRan et Banro Corporation pour des projets de développement durable.

À l'ANSER, elle a établi des partenariats stratégiques et a contribué à la communication institutionnelle. En tant que nouvelle dirigeante de l'ARE, elle fait face à un défi majeur : améliorer l'accès à l'électricité, qui est d'environ 20 % au niveau national. Elle se concentre sur la gouvernance, l'accès à l'électricité et la modernisation du cadre réglementaire. Lauréate de plusieurs prix, elle promeut l'égalité d'accès à l'électricité pour tous les Congolais.



Louis-Blaise Londolé
Directeur général Intérimaire de la Régie des voies Aériennes (RVA)

Louis-Blaise Londolé a été nommé directeur général intérimaire de la RVA après la suspension de son prédécesseur. Il a rapidement mis en place une feuille de route, luttant contre les occupations anarchiques autour de l'aéroport de N'Djili et signant un contrat de construction pour un nouveau siège social.
Son objectif est de faire de la RDC un hub aérien régional. En collaboration avec l'IATA, il a négocié des accords pour moderniser les infrastructures aéroportuaires. En février 2026, il a lancé des travaux de modernisation à l'aéroport de Lubumbashi, visant à améliorer la communication entre pilotes et contrôleurs aériens.



Yannick Mulundu Nzondé,
Directeur général de la société Minière de Kolo-Moto (SOKIMO)

Yannick Mulundu Nzondé, 38 ans, dirige SOKIMO, spécialisée dans l'or et les diamants. Son parcours atypique d'entrepreneur ne passe pas par les écoles de mines. Formé à l'université de Cape Town, il a d'abord envisagé une carrière de banquier d'affaires avant de se tourner vers l'entrepreneuriat.
Fondateur de Mulundu Investments, il a été reconnu par Forbes comme l'un des « 30 Under 30 » africains. À la tête de SOKIMO, il se concentre sur la gouvernance, le redressement économique et la valorisation du capital humain, prônant le respect des équipes et un leadership exemplaire.

■ M&B Magazine



WILLY MULAMBA
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EQUITYBCDC

LORSQUE J'AI PRIS MES FONCTIONS, LES RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS MONÉTAIRES ÉTAIENT ASSEZ COMPLEXES. NOUS AVONS TRAVAILLÉ ACTIVEMENT AVEC LES ÉQUIPES POUR AMÉLIORER CETTE SITUATION

Pouvez-vous nous parler de votre parcours personnel et professionnel ?
Bien sûr. Je m'appelle Willy Mulamba, de nationalité congolaise. Je suis né en République Démocratique du Congo, où j'ai effectué mes études primaires et secondaires. J'ai ensuite poursuivi mes études universitaires en Belgique, où j'ai obtenu une maîtrise en sciences économiques. Plus tard, je me suis rendu aux États-Unis pour compléter ma formation.
J'ai travaillé pendant une dizaine d'années dans le secteur financier avant de revenir en RDC, où j'ai rejoint Citibank Congo. Par la suite, j'ai poursuivi ma formation avec une maîtrise en banque, finance et droit à l'Université Paris-Saclay.
Au total, j'ai plus de 25 ans d'expérience dans la finance, dont 20 ans spécifiquement dans le secteur bancaire. J'ai commencé chez Citibank en tant que trésorier, puis, après environ dix ans, j'ai été nommé Directeur Général Adjoint. Trois à quatre ans plus tard, j'ai été promu Directeur Général de Citibank Congo.
Après plus de 17 ans au sein de cette institution, j'ai été approché par le groupe Equity. J'ai d'abord rejoint le groupe en février 2024 à Nairobi, en tant que consultant au bureau du CEO, le Dr James Mwangi. En novembre 2024, j'ai été nommé Directeur Général d'Equity BCDC, fonction que j'occupe depuis un peu plus d'un an.

Quel bilan faites-vous après un peu plus d'un an à la tête d'Equity BCDC ?
Après un peu plus d'un an, notre priorité a été de rétablir la confiance : avec nos clients, avec les autorités financières, et plus largement avec l'ensemble de l'écosystème. Cette confiance ne se décrète pas, elle se construit.
C'est pourquoi, au-delà des ajustements institutionnels, nous sommes allés sur le terrain à la rencontre de nos clients dans plusieurs villes et territoires du pays, notamment à Kananga, Mbujimayi, Durba, Beni, Lubumbashi, ainsi que dans d'autres localités, afin de mieux appréhender concrètement leurs réalités et d'ancrer notre transformation dans le vécu du pays.

Comment s'est passé la transition vers les standards du groupe ?
Il a fallu optimiser l'utilisation des outils technologiques déjà disponibles, en les alignant sur les standards du groupe.
Il y avait également un aspect humain important. Nous avons dû renforcer les compétences internes, recruter et structurer des équipes capables de gérer efficacement les outils. Enfin, il était essentiel de clarifier la répartition des responsabilités, tant au niveau local

MON MESSAGE EST SIMPLE : LA RDC EST DÉJÀ UN MAILLON STRATÉGIQUE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ; LA QUESTION EST D'Y INVESTIR AVEC MÉTHODE, TRANSPARENCE ET UNE AMBITION DE DURABILITÉ.



qu'au sein du groupe, tout en respectant les exigences de la Banque Centrale du Congo.

Comment expliquez-vous les difficultés à accélérer la digitalisation bancaire en RDC, malgré votre expertise, notamment kenyane ?

Il y a cette vision d'Equity pour être cette banque de masse qui amène des innovations pour pouvoir desservir toute la clientèle et surtout la clientèle de masse. Nous avons bien réussi, comme vous l'avez bien dit, dans d'autres filiales, notamment au Kenya. Mais en RDC, ce n'est pas encore le cas.
Ce qui est sûr, la vision est là, la stratégie est là, mais il y a toute une stratégie qui tarde à être exécutée ou à être matérialisée en RDC. Les défis ne sont pas seulement internes à Equity BCDC. Les défis sont aussi externes.
D'abord, la culture bancaire, ou je dirais la culture des banques, a battu de l'aile depuis deux ou trois décennies. La grande masse, depuis l'indépendance, n'a jamais eu accès aux services bancaires. Cela est dû à l'éducation …
Il y aussi le manque criant d'infrastructures. À travers toutes les provinces, il y a des Congolais qui ont besoin d'être bancarisés. Et c'est d'ailleurs nous qui disons qu'à l'horizon 2030, nous devons arriver à 30 millions de citoyens qui ont accès aux services financiers de base. La digitalisation en RDC se heurte à des contraintes structurelles. Toutefois, notre responsabilité n'est pas de les subir, mais de nous y adapter.
C'est dans cette optique que nous concevons des solutions ancrées dans les usages réels, tels qu'observés lors de missions de terrain menées dans plusieurs régions et provinces que nous avons personnellement visitées, notamment le Kasaï, le Haut-Uélé, le Nord-Kivu, le Haut-Lomami et la Tshopo.

Comment faire ?

Il y a des défis organisationnels en interne, des défis de ressources technologiques, humaines, même en termes de procédures et autres. Mais c'est plutôt l'environnement dans lequel la banque opère, ou je dirais que tous les secteurs privés opèrent. Aujourd'hui, si on se réfère aux textes réglementaires et légaux de la RDC, ce sont des textes qui ne permettent pas une pénétration rapide de tout ce qu'on a pu faire ailleurs. Voilà pourquoi moi, je continue à dire que le meilleur partenaire que je puisse rêver ici, c'est avec les autorités publiques, en commençant par la Banque centrale du Congo, pour mettre en place un cadre réglementaire qui puisse vraiment aider les institutions financières telles que la nôtre à se déployer auprès de la grande masse. Au-delà, on parle aussi des textes légaux, notamment la loi bancaire, qui doit être adaptée aux réalités du terrain.
On parle aussi de la loi sur le digital, ainsi de suite.
Donc voilà, cela ne dépend pas que de nous. Pour ce que nous pouvons gérer, nous faisons le maximum. Pour ce que nous ne pouvons pas gérer, malheureusement, les attentes sont tellement grandes. Et quand on doit pointer quelqu'un du doigt, on regarde d'abord l'opérateur qui est dans le secteur. Mais nous sommes au courant, nous sommes au fait de tous ces besoins-là. D'où je plaide auprès des autorités publiques, parce que les ressources sont les mêmes, nous les avons au Kenya. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas utiliser les mêmes ressources ici en RDC.

Vous êtes optimiste sur le changement ?

Je sillonne le monde avec les responsables du groupe au Kenya pour aller trouver de nouveaux partenaires. Et Dieu seul sait de quel rang sont ces partenaires. Nous sommes allés à Silicon Valley, en Chine à Shanghai, à Pékin. Aujourd'hui, je suis à Bruxelles, mon group CEO est en Italie. Nous sommes en train de parler à tout le monde, sur le plan multilatéral. Nous avons signé avec la Banque mondiale, avec l'AFC, avec d'autres institutions, même au niveau de l'Afrique.
L'objectif est de voir dans quelle mesure nous pouvons avoir une base solide en termes de ressources afin de répondre aux préoccupations dans la réalité des marchés dans lesquels nous opérons. Pourquoi on amène un Willy Mulamba dans toutes ces missions-là ? Parce que, très clairement, quand on regarde la position de la RDC aujourd'hui, c'est là où les changements devraient arriver pour bénéficier d'abord au pays, mais aussi à tout ce qui tourne autour des pays voisins, et pourquoi pas aller au-delà, vers l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est où nous sommes déjà bien établis et un peu plus vers l'Ouest, Bénin, Côte d'Ivoire, ainsi de suite. Mais pour y arriver, on doit mobiliser les ressources, les avoir à notre disposition et pouvoir mieux les gérer.

Défis du financement en RDC

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles au financement du secteur minier en RDC (risque pays, gouvernance, structuration des projets…), et comment votre institution contribue-t-elle à les surmonter ?
Les obstacles sont connus : risque pays, bancabilité des projets et exigences croissantes de conformité et de traçabilité. Equity BCDC agit comme un dé-risqueur : nous renforçons la qualité des dossiers, structurons des transactions avec contrôle des flux (traçabilité).
En élevant les standards de gouvernance et de transparence, nous créons des opérations répétables qui construisent la confiance et abaissent progressivement la prime de risque.

Alors, pour répondre à ma question, alors qu'on est officiellement dans la dédollarisation, pourquoi utilise-t-on encore autant de dollars ? Comment cela s'explique-t-il ?

Je voudrais qu'on puisse peut-être réfléchir ensemble, donner le contexte. J'ai été sollicité d'abord quand j'étais à la City, mais aussi quand j'étais président de l'Association congolaise des banques. J'ai participé à pas mal de séminaires et de réunions avec les institutions de la République, notamment la Banque centrale du Congo et le ministère des Finances. Mais je pense qu'aujourd'hui, personne ne maîtrise réellement ce sujet de la dédollarisation. C'est mon point de vue. Je ne me souviens pas avoir lu une analyse claire permettant de conclure que le pays est totalement dollarisé, au point de penser à une dédollarisation. Pourquoi je le dis ? Aujourd'hui, la RDC est un grand pays, un pays sous-continent, avec plusieurs réalités locales. Et de plus en plus, avec Equity, je circule à travers le pays. Et ce que je constate, même sans statistiques précises, c'est que dans les provinces, la monnaie utilisée est le franc congolais. Une bonne majorité des Congolais vit en franc congolais. Quand on parle de dédollarisation, de quelle



économie parle-t-on ?
Le PIB est estimé à plus de 100 milliards de dollars, mais l'utilisation du dollar est concentrée dans certains secteurs clés : le secteur minier, les télécommunications, les services ou le grand commerce. Ce sont ces secteurs qui utilisent majoritairement la devise américaine, notamment pour des transactions importantes. Donc, le pays n'est pas aussi dollarisé qu'on le pense. La Banque centrale a reconnu depuis longtemps la coexistence du dollar avec le franc congolais, notamment pour mieux encadrer le marché des changes. Aujourd'hui, l'État fonctionne principalement en monnaie locale. Donc, si on parle de dédollarisation, il faut cibler les secteurs concernés. Concernant l'utilisation du cash, c'est une réalité du marché. En tant que banque, nous sommes des intermédiaires financiers. Nous ne créons pas la monnaie, nous ne faisons que répondre à la demande du marché. Si un client demande des dollars, et

LE PIB EST ESTIMÉ À PLUS DE 100 MILLIARDS DE DOLLARS, MAIS L'UTILISATION DU DOLLAR EST CONCENTRÉE DANS CERTAINS SECTEURS CLÉS

que le dollar a cours légal en RDC, nous devons répondre à cette demande. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que nous devons être partenaires du gouvernement et de la Banque centrale, afin que les politiques soient définies en fonction des réalités du terrain. Car sinon, les décisions peuvent produire des effets contraires à ceux recherchés.

Si vous aviez un message direct à adresser aux grands investisseurs internationaux hésitant encore à s'engager en RDC, que leur diriez-vous — et pourquoi devraient-ils faire confiance aujourd'hui à des partenaires comme Equity BCDC plutôt qu'attendre encore ?"
Mon message est simple : la RDC est déjà un maillon stratégique des chaînes d'approvisionnement mondiales ; la question est d'y investir avec méthode, transparence et une ambition de durabilité. Equity BCDC offre un partenariat fondé sur l'exécution et l'expertise : connaissance du terrain, standards de conformité élevés, capacité de structuration et mécanismes de réduction de risques avec des institutions de référence. Il ne s'agit pas de promettre l'absence de risque, mais de démontrer la capacité à le gouverner ; pour générer des rendements ajustés du risque, compatibles avec les exigences d'investisseurs institutionnels

■ Propos recueillis par Olivier Delafoy





YVES BINZUNGA KUSSA
DGA D'EQUITYBCDC

DANS LE GRAND KATANGA, NOUS DISPOSONS D'ENVIRON 18 AGENCES, UNE DIZAINE DE GUICHETS AVANCÉS ET PLUS DE 2 000 AGENTS BANCAIRES.

Pourriez-vous présenter en quelques mots?

Je m'appelle Yves Binzunga et je suis Directeur Général Adjoint d'EquityBCDC. Je travaille dans le secteur bancaire depuis plus de 20 ans. J'ai rejoint EquityBCDC en avril 2022 en tant que Directeur de la région Ouest, basé à Kinshasa. Par la suite, j'ai été nommé Directeur de la région Sud à partir de janvier 2023, ce qui m'a conduit à m'installer au Katanga.

En novembre 2024, à la suite d'une réorganisation de la direction d'Equity BCDC, j'ai été promu Directeur Général Adjoint, tout en conservant la responsabilité du secteur minier et des industries extractives. Je suis basé à Lubumbashi.

Dans le Grand Katanga et au niveau national, comment voyez-vous l'avenir de la banque ?

L'avenir de la banque repose clairement sur la digitalisation avec l'intégration des systèmes Bank to Wallet et Wallet to Bank, qui permettent l'interconnexion entre les comptes bancaires et la monnaie électronique. Cela offre aux clients la possibilité d'accéder à leurs comptes et d'effectuer des transactions à distance. Nous sommes aujourd'hui la banque ayant le taux d'acquisition de clients le plus élevé dans les zones reculées, notamment grâce à une solution appelée Fonds Solutions. Celle-ci permet l'ouverture de comptes à distance, sans que les clients aient besoin de se rendre en agence. À travers nos ambassadeurs et agents bancaires, l'identification se fait sur place à l'aide des pièces d'identité, et les comptes sont ouverts immédiatement, donnant accès à un ensemble de services digitaux. Cela permet de desservir efficacement les populations vivant dans des zones difficiles d'accès.

Quelles sont les perspectives du leasing, avec un lancement prévu lors de la DRC Mining Week ?

Effectivement, un département dédié au leasing a été récemment mis en place, avec des équipes expérimentées issues à la fois du secteur bancaire et de l'industrie des équipements. Le produit est prêt. Le lancement officiel interviendra à l'occasion de la DRC Mining Week.

Quelle est la répartition de votre clientèle entre le retail, les PME et les grandes entreprises minières ?

Aujourd'hui, nous sommes la banque ayant le plus grand nombre de clients en RDC, avec plus de 2 millions de clients au total. Rien qu'au Katanga, nous comptons près de 400 000 clients.

Nous sommes une banque universelle, mais avant tout une banque de masse et une banque orientée vers les PME. Ainsi, la clientèle de masse et les PME représentent environ 80% de notre portefeuille. Cette orientation justifie également l'étendue de notre réseau. Dans le Grand Katanga, nous disposons d'environ 18 agences, une dizaine de guichets avancés et plus de 2 000 agents bancaires.

Nous poursuivons notre expansion avec l'ouverture prochaine d'une agence à Kalémie, dont les travaux sont en cours. Cette implantation vise à mieux servir la clientèle locale et à faciliter les échanges, notamment avec la ville de Kigoma en Tanzanie, ainsi qu'avec des zones comme le Maniema et Kindu.

Notre stratégie repose également sur le développement de plusieurs corridors économiques : Le corridor nord vers Manono, le corridor Sakania – Mwanda, en passant par Kamina, le développement autour de Kolwezi et Dilolo, le corridor de Kasenga.

À l'échelle nationale, nous comptons plus de 20 000 agents bancaires, dont plus de 3 000 dans le Grand Katanga. Notre objectif est d'atteindre 5 millions de clients dans un avenir proche.

■ Propos recueillis par Olivier Delafoy

CONGO RISING

UN AMÉRICAIN DANS LE PROCHAIN CHAPITRE DE LA COPPERBELT

Par **ELIZABETH MCMULLEN**

Entre les routes poussiéreuses de Kolwezi et les usines près de Lubumbashi, le récit sur la République Démocratique du Congo (RDC) commence à changer. Ce n'est pas un bouleversement dramatique, mais une évolution progressive, perceptible dans les conversations avec les opérateurs miniers et la confiance des responsables provinciaux.

Pour ceux qui arrivent en RDC pour la première fois—peut-être pour la DRC Mining Week en juin—ce changement est crucial. Le Congo que l'on pense connaître n'est pas le Congo que l'on rencontrera. Pour beaucoup d'Américains, la RDC est synonyme de conflits et de malentendus géographiques. En réalité, la RDC est deux tiers de la taille de l'Union Européenne, et les zones d'instabilité se situent à près de 700 miles de Lubumbashi.

Le nom lui-même prête à confusion. La RDC et la République du Congo sont des pays distincts aux réalités politiques et commerciales différentes. La RDC, rebaptisée en 1997, était autrefois connue sous le nom de Zaïre. Sa capitale, Kinshasa, a émergé dans la conscience mondiale lors du "Rumble in the Jungle" en 1974.
Malgré cette distance, le voyage entre les États-Unis et la RDC est devenu plus accessible. Les défis géographiques ne sont plus une barrière insurmontable. Ce qui reste à faire, c'est de recalibrer la compréhension d'un pays plus complexe que sa réputation.

Des titres à la réalité du terrain

Avant de visiter le Copperbelt, ma vision de la RDC était façonnée par des titres et des documents politiques. Puis est arrivé Kolwezi. En arrivant dans la province de Lualaba, le paysage se révèle en couches : d'immenses mines à ciel ouvert, des établissements informels, et un sentiment que quelque chose d'énorme est en cours.
La RDC n'est pas en train d'émerger ; elle est déjà centrale, produisant plus de 70 % du cobalt mondial et possédant des réserves de cuivre parmi les plus importantes. Son rôle dans la transition énergétique est de plus en plus significatif.
Je suis arrivée avec une image façonnée par des récits sur les mineurs artisanaux. Cependant, la réalité montre un écosystème complexe où des opérations hautement ingénierées coexistent avec des activités informelles. Ce que l'on voit sur le terrain est essentiel pour comprendre l'échelle et la conséquence de ce qui se passe ici.

Indaba et le nouveau cadre global de l'Afrique

Lors du Mining Indaba à Cape Town en février 2026, le langage autour de l'Afrique a changé. Moins axé sur l'aide, il est devenu plus transactionnel et stratégique. Les discussions tournent autour des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité énergétique.
Les États-Unis montrent un appétit renouvelé pour s'engager, signalant que l'avenir de l'engagement sera défini par le commerce, pas par l'aide. Ce changement a été réaffirmé lors du Forum Économique USA-RDC en octobre 2025, où un message clair a émergé : l'Afrique, en particulier la RDC, est fondamentale pour la stratégie mondiale.
Cependant, la RDC n'est pas une nouvelle frontière pour tout le monde. La Chine est profondément ancrée dans l'écosystème minier depuis des décennies, tandis que les États-Unis adoptent une posture plus urgente. Les efforts pour établir des participations américaines et négocier des accords sont en pleine expansion.

Le manque du milieu : exécution sur le terrain

La RDC n'est pas un marché traditionnel à "entrer", mais un système à intégrer. À Lubumbashi, il est clair que l'intégration est essentielle. Les entreprises internationales arrivent souvent sans l'infrastructure nécessaire pour opérer efficacement.
Ce n'est pas un échec d'intention, mais un manque d'alignement. Les réglementations et les relations gouvernementales ne sont pas des barrières, mais des réalités à naviguer. Des organisations comme Group TIA, basées à Lubumbashi, agissent comme un pont entre le capital mondial et l'exécution locale. Ce travail, bien que peu glamour, est crucial, car en RDC, la réussite n'est pas définie par l'entrée, mais par la continuité.

Commerce, pas aide

Une phrase a accompagné ce voyage : commerce, pas aide. La RDC ne doit pas être vue comme un récipiendaire d'aide, mais comme un acteur souverain sur le marché mondial. Ce dont elle a besoin, c'est de partenariats.
Un véritable partenariat implique d'aligner les incitations entre gouvernements, investisseurs et communautés locales. Il s'agit de construire des projets durables qui créent de la valeur à long terme.
Certaines conversations les plus instructives se déroulent sur le terrain, avec des professionnels congolais qui comprennent les défis et les opportunités. Leur message est clair : la porte est ouverte, mais elle doit être abordée correctement.

LA CONVERSATION SUR LA RDC EST EN TRAIN DE CHANGER. QUI SERA PARMI LES PREMIERS DES ÉTATS-UNIS À Y PARTICIPER ?

Ce qu'il faut attendre de la DRC Mining Week

Pour ceux qui assistent à la DRC Mining Week à Lubumbashi, cela ne doit pas être vu comme une simple conférence, mais comme un point d'entrée. Vous rencontrerez des fonctionnaires désireux de faciliter l'investissement et des opérateurs faisant preuve d'ingéniosité. Venez préparé, non seulement avec des cartes de visite, mais aussi avec des questions sur le cadre réglementaire, la stratégie de main-d'œuvre et les relations à long terme.

Une réflexion personnelle

En tant que femme d'affaires américaine, je n'attendais pas de clarté. Ce que j'ai trouvé, c'est la conviction que la RDC est centrale pour l'avenir de l'exploitation minière mondiale. Les entreprises qui réussiront seront celles qui s'engageront profondément.
Il y a des risques ici, mais il y a aussi du momentum. Alors que Lubumbashi se prépare à accueillir le monde, une chose est certaine : la conversation sur la RDC est en train de changer. Qui sera parmi les premiers des États-Unis à y participer ?

RDC : MINERAIS CRITIQUES ET RECOMPOSITION DU CONTRÔLE DE LA VALEUR

LES RÉFLEXIONS PROPOSÉES ICI S'APPUIENT SUR LES ÉCHANGES RÉCENTS DU THINK TANK MINING MORNING, QUI ONT PERMIS DE FAIRE ÉMERGER UNE LECTURE STRUCTURÉE DES TRANSFORMATIONS EN COURS.

Longtemps, la performance du secteur minier en République démocratique du Congo (RDC) s'est évaluée à l'aune de critères relativement classiques : qualité des gisements, attractivité fiscale, stabilité du cadre réglementaire. Si ces facteurs demeurent importants, ils sont désormais insuffisants pour comprendre les dynamiques actuelles. Le cobalt, le cuivre et plus largement les minerais critiques ne sont plus de simples commodités : ils sont devenus des actifs stratégiques, au cœur des politiques de transition énergétique et de souveraineté industrielle, et donc de fortes rivalités géopolitiques.

Dans ce contexte, la RDC occupe une position singulière. Premier producteur mondial de cobalt, acteur majeur du cuivre, le pays s'impose comme un maillon incontournable des chaînes de valeur globales. Cette centralité a profondément modifié la nature des interactions entre la RDC et ses partenaires. Comme cela a été souligné par les membres du Mining Morning, le pays n'est plus seulement un territoire d'investissement : il est devenu un espace stratégique disputé.

L'intérêt croissant des USA pour le secteur minier congolais illustre cette recomposition. Dans un contexte de rivalité avec la Chine, qui a consolidé une position dominante au cours des deux dernières décennies, Washington cherche à sécuriser ses approvisionnements en minerais critiques. Cette dynamique mobilise des acteurs financiers, industriels et institutionnels dans une logique de puissance.

Cette évolution soulève des questions structurantes. La première concerne les conditions d'accès aux ressources. L'émergence de mécanismes de priorité ou de "premier regard" pour certains investisseurs interroge le principe d'égalité entre partenaires. Au-delà de la question juridique, c'est la logique d'allocation des ressources qui évolue, avec une dimension géopolitique de plus en plus affirmée.

Dans ce contexte, une distinction clé a émergé des échanges du *Mining Morning* : celle entre la propriété des actifs et le contrôle des flux. Historiquement, la détention des gisements constituait le principal levier de création de valeur. Aujourd'hui, des mécanismes contractuels permettent de sécuriser l'accès aux ressources sans nécessairement en être propriétaire. Les stratégies d'offtake, les accords de financement ou les partenariats commerciaux redéfinissent les équilibres.

Cette évolution ouvre, en théorie, un espace stratégique pour les acteurs congolais. Elle suggère qu'il est possible de conserver la propriété des actifs tout en s'insérant dans des chaînes de valeur globales. Mais cette opportunité reste largement conditionnée à la capacité des acteurs locaux à se structurer, à mobiliser des financements et à négocier des partenariats équilibrés. À défaut, le risque est de voir se perpétuer une captation externe de la valeur, malgré une présence locale des ressources.

Par ailleurs, contrairement à certaines perceptions, le potentiel minier de la RDC est loin d'être épuisé puisque 70 à 80 % des ressources restent inexploitées. Cette réalité ouvre des perspectives considérables, notamment en matière d'exploration. Elle alimente également des stratégies d'anticipation, avec des acteurs qui se positionnent en amont, notamment à travers l'acquisition de permis dans des zones à fort potentiel.

Cependant, le principal défi n'est pas tant géologique qu'institutionnel. Les échanges ont mis en évidence une complexité réglementaire croissante, marquée par des chevauchements de compétences et des interventions de services non compétents. Cette situation crée une insécurité juridique qui fragilise la décision d'investissement.

LE COBALT, LE CUIVRE ET PLUS LARGEMENT LES MINERAIS CRITIQUES NE SONT PLUS DE SIMPLES COMMODITÉS : ILS SONT DEVENUS DES ACTIFS STRATÉGIQUES

Dans un secteur caractérisé par des horizons de long terme, la stabilité et la lisibilité du cadre sont essentielles.

Parallèlement, les exigences de conformité se renforcent. Les obligations liées à la responsabilité sociale, à la redistribution de la valeur ou à la participation des travailleurs traduisent une volonté légitime de mieux ancrer le secteur dans le développement national. Mais leur mise en œuvre reste complexe, en raison notamment d'incertitudes juridiques et opérationnelles.

Un autre enjeu majeur concerne la transformation locale. Malgré sa position dominante dans la production de cobalt, la RDC capte encore une part limitée de la valeur ajoutée. Les segments les plus rémunérateurs – raffinage, transformation, fabrication – restent majoritairement localisés à l'étranger.

Les échanges du Mining Morning ont mis en lumière le risque de déclassement relatif de la RDC, pendant que des pays comme l'Indonésie, grâce à des politiques industrielles volontaristes, parviennent à capter une part croissante de la valeur en développant des capacités de transformation.

Dans ce contexte, le rôle de l'État apparaît central. Il ne s'agit plus seulement de réguler, mais de structurer une vision stratégique du secteur. Cela implique de clarifier le cadre institutionnel, de renforcer la cohérence des politiques publiques et de favoriser l'émergence d'acteurs locaux capables de se positionner dans la chaîne de valeur.

Au fond, la question n'est plus simplement de savoir qui investit en RDC, mais qui contrôle la valeur générée par ses ressources.

Comme cela ressort des échanges du Mining Morning, la RDC se trouve aujourd'hui à un moment charnière. Elle peut choisir de subir les dynamiques en cours, ou de les structurer. La capacité à orienter les investissements, à sécuriser la captation de valeur et à renforcer son cadre institutionnel déterminera la trajectoire du pays dans cette nouvelle phase.

Plus que jamais, la question minière est devenue une question de souveraineté.

■ M&B Magazine

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET ARCHITECTURE JURIDIQUE DE LA **NOUVELLE POLITIQUE AURIFÈRE EN** RDC

***Par* PIERRE PROESMANS** / DALDEWOLF

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO EXPLORE UN MÉCANISME AMBITIEUX : CONVERTIR UNE PARTIE DE SA PRODUCTION AURIFÈRE ARTISANALE EN RÉSERVES MONÉTAIRES NATIONALES.

Derrière cette initiative se pose une question centrale : comment transformer une ressource minérale issue d'un secteur largement informel en actif de réserve monétaire ?
Selon le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, André Wameso, le mécanisme envisagé est le suivant : une entreprise publique achète l'or produit localement, le cède à la Banque centrale, qui l'intègre dans ses réserves internationales.
L'objectif est clair : transformer une ressource nationale en instrument de souveraineté monétaire.

Le raisonnement macroéconomique

Les banques centrales détiennent plusieurs types d'actifs de réserve : devises étrangères, obligations souveraines, droits de tirage spéciaux et or monétaire.
Ces réserves permettent notamment de stabiliser la monnaie, d'intervenir sur le marché des changes ou de faire face à des tensions économiques.
Dans ce cadre, l'or occupe une place particulière.
Le FMI définit l'or monétaire comme l'or détenu par les autorités monétaires en tant qu'actif de réserve.
Historiquement, l'or a longtemps constitué le fondement du système monétaire international, notamment dans le cadre de l'étalon-or puis du système de Bretton Woods. Même si les monnaies modernes ne sont plus convertibles en or, les banques centrales continuent d'en détenir comme instrument de diversification et de sécurité.
Dans ce contexte, la constitution de réserves d'or peut poursuivre plusieurs objectifs macroéconomiques : diversifier les réserves internationales, réduire la dépendance aux devises étrangères, renforcer la crédibilité de la politique monétaire et constituer un actif mobilisable en cas de crise financière ou de tensions sur la balance des paiements.
C'est dans cette logique que s'inscrit la réflexion congolaise.

L'enjeu de l'or artisanal

La spécificité congolaise tient à la structure de sa production aurifère, partagée entre exploitation industrielle et exploitation artisanale, dont une part importante échappe encore aux circuits officiels.
L'enjeu du dispositif n'est donc pas d'augmenter la production, mais de capter une production existante aujourd'hui largement invisible.
Sur le plan juridique, l'exploitation artisanale est encadrée par le Code minier : elle s'exerce dans des zones dédiées, par des exploitants titulaires d'une carte et généralement organisés en coopératives.
La commercialisation repose sur une chaîne structurée : exploitants → coopératives → négociants → comptoirs d'achat et d'exportation.

L'architecture du dispositif

Le dispositif repose sur une architecture institutionnelle centralisée.
Le décret n°22/48 du 30 décembre 2022 a institué le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'Or issu de l'exploitation artisanale, dont la gestion est confiée à la société du portefeuille de l'État DRC Gold Trading.
Dans ce schéma, la chaîne d'approvisionnement pourrait être la suivante : mineurs artisanaux → coopératives → négociants → CSACEO / DRC Gold Trading → Banque centrale.
La Banque centrale n'intervient donc pas directement auprès des producteurs, mais via un opérateur chargé d'agréger les flux.

De l'or artisanal à l'or monétaire

Le cœur du dispositif réside dans la transformation d'un produit minier en actif monétaire. L'or artisanal, initialement destiné à la commercialisation, devient un actif de réserve une fois acquis par la Banque centrale. Cette transformation suppose toutefois plusieurs conditions techniques et juridiques.
En pratique, l'or doit être raffiné, certifié et standardisé pour répondre aux standards internationaux. Les lingots doivent notamment atteindre un niveau de pureté élevé (environ 995 millièmes) et être conformes aux standards de la London Bullion Market Association.

Une question de politique publique

La constitution de réserves d'or soulève enfin une question essentielle : comment garantir l'accès de l'État à la production nationale ?
Dans certains pays producteurs (dont la Tanzanie), des mécanismes imposent aux opérateurs de vendre une partie de leur production sur le marché domestique, notamment à la banque centrale.
À ce stade, le modèle congolais semble privilégier une approche incitative, en s'appuyant sur des opérateurs agréés et un mécanisme de centralisation.
Le code minier prévoit toujours à ce jour que les exploitants artisanaux vendent leurs produits miniers aux négociants, aux marchés boursiers, aux comptoirs ou organismes agréés ou créés par l'Etat. Les négociants agréés vendent quant à eux les produits de l'exploitation artisanale aux comptoirs ou aux organismes agréés ou créés par l'Etat ainsi qu'aux marchés boursiers.
Toutefois, si l'objectif est de constituer des réserves significatives, la question d'une vente domestique obligatoire pourrait se poser à terme.
Une telle évolution soulèverait des enjeux juridiques importants, notamment au regard du cadre existant et de l'équilibre avec les opérateurs privés.

LA CONSTITUTION DE RÉSERVES D'OR SOULÈVE ENFIN UNE QUESTION ESSENTIELLE : COMMENT GARANTIR L'ACCÈS DE L'ÉTAT À LA PRODUCTION NATIONALE ?

Cette étape implique des capacités de raffinage adéquates, des mécanismes de certification, des dispositifs de traçabilité garantissant l'origine du métal, et son intégration dans des chaînes d'approvisionnement conformes aux standards internationaux.
Elle conditionne également la reconnaissance de cet or comme actif de réserve dans les statistiques financières internationales.

Conclusion

La stratégie congolaise repose sur une intuition forte : transformer une ressource minérale en actif de souveraineté monétaire.
Mais sa réussite dépendra moins de l'annonce politique que de la solidité de l'architecture juridique et institutionnelle qui l'accompagne.
Elle implique une articulation fine entre droit minier, politique monétaire et contraintes opérationnelles.
En pratique, ce projet pourrait conduire à une reconfiguration profonde du commerce de l'or artisanal en RDC.

■ PIERRE PROESMANS
+32 479/335.998
PPR@DALDEWOLF.COM

A LA DGI, LES GRANDES MANŒUVRES DE BARNABÉ MUAKADI

PLUS DE 3 058 MILLIARDS DE FRANCS CONGOLAIS MOBILISÉS PAR LA DGI, DÉPASSANT LES ASSIGNATIONS ARRÊTÉES.

Sous la direction de Barnabé Muakadi Muamba, l'administration fiscale congolaise a piloté deux réformes majeures : la facture normalisée et la réforme de la fiscalité directe IS-IRPP. Objectif : mobiliser les recettes.

Janvier-Mars : renforcement des capacités, appropriation des réformes

La DGI a lancé une phase de montée en compétences autour de la réforme de la facture normalisée, obligatoire depuis janvier 2025 pour tous les assujettis à la TVA. Du 23 janvier au 28 mars, des formations pour formateurs ont été organisées, visant à renforcer l'appropriation interne de cette réforme. Parallèlement, des séances d'échanges ont eu lieu avec des partenaires comme l'ONEC, la FEC, la DGDA et la DGRAD pour assurer une compréhension harmonisée du nouveau dispositif. Le 24 mars, des matinées de sensibilisation ont été tenues à l'hôtel Sultani pour les employés des secteurs public et privé, en lien avec la déclaration récapitulative de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR) à soumettre avant le 30 mars.

Avril-Juin : gouvernance et performances

Du 7 au 11 avril, la DGI a tenu son Séminaire annuel des Directeurs des Impôts à Kinshasa, axé sur le recouvrement des impôts comme levier de mobilisation des recettes. Des résolutions majeures ont été adoptées et des contrats de performance signés.
Le 30 avril, lors de la déclaration de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP), le Directeur Général a visité la nouvelle Direction des Grandes Entreprises (DGE), où plus de 3 058 milliards de francs congolais avaient déjà été mobilisés.
Du 13 au 15 mai, Kinshasa a accueilli la première Conférence régionale sur la fiscalité des pays francophones, alors que du 24 au 29 mai, le Directeur Général a participé au Forum Canada-Afrique, mettant en avant les avancées de la RDC en matière de digitalisation fiscale.
Du 17 au 20 juin, lors de la 38e Conférence annuelle du CREDAF, la DGI a pris la présidence, affirmant son rôle de leader dans la coopération fiscale en Afrique francophone.

Juillet-Août : modernisation et proximité

Du 7 au 11 juillet, une séance de travail de l'OCDE a renforcé la coopération sur la législation des prix de transfert. Le 15 août, un travail a été consacré à la généralisation de la facture normalisée, prévue pour entrer en vigueur le 1er août 2025.

Septembre-Octobre : grande campagne nationale

Le 10 septembre, la DGI a célébré la prestation de serment des receveurs des impôts, renforçant la gouvernance fiscale. Le 11 septembre a marqué le lancement de la campagne nationale sur la réforme de la fiscalité directe, adoptée par la loi n°25/035 du 30 novembre 2023, qui introduit l'Impôt sur les Sociétés (IS) et l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP).
En octobre, à Ottawa, le Directeur Général a reçu plusieurs distinctions internationales pour son engagement en faveur de la bonne gouvernance.

Novembre-Décembre : sensibilisation de masse et consécration

Au dernier trimestre, la DGI a intensifié ses actions de sensibilisation par des matinées fiscales et des formations populaires. Les 16 et 17 décembre, lors des Conférences du Service Public, la DGI a présenté ses innovations. La visite du Président Félix Tshisekedi a souligné la reconnaissance de l'État.

2026 : les objectifs de la mobilisation

La DGI a clôturé 2025 en dépassant ses assignations, une première. Cette performance a été célébrée lors d'une retraite stratégique en février 2026, où le Directeur Général a reçu le Prix de la satisfaction. Pour 2026, la DGI doit mobiliser 19 033 milliards de francs congolais, représentant 57,63 % des recettes des Régies financières de l'État.

CET ARTICLE EST BASÉ SUR LE RÉCAPITULATIF ANNUEL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IMPÔT PUBLIÉE SUR LE SITE DE L'INSTITUTION.

DON PABLO POUR M&B



CÉDRICK TOMBOLA
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION



CONFORMÉMENT AUX ORIENTATIONS DE L'AUTORITÉ DE TUTELLE, J'AI MIS EN PLACE UN PLAN STRATÉGIQUE QUI COUVRE LA PÉRIODE 2025-2027 AUTOUR DE L'AMBITION DE RÉFORMER L'ENA POUR RÉFORMER L'ÉTAT.

Pouvez-vous vous présenter ?
Je suis arrivé à l'ENA en décembre 2024 au terme d'un recrutement compétitif.
Le Président de la République nous a fait l'honneur de nous confirmer Directeur général de l'ENA. Très rapidement, conformément aux orientations de l'Autorité de tutelle, j'ai mis en place un plan stratégique qui couvre la période 2025-2027 autour de l'ambition de réformer l'ENA pour réformer l'État.

Qu'est-ce que l'ENA ?
L'ENA est en charge de la formation des hauts fonctionnaires. C'est sa mission la plus connue par le public.
Nous avons formé à ce jour 9 promotions pour un total de 842 Énarques et Administrateurs civils.
Ils sont déployés au sein de l'administration publique, mais aussi des services publics, des cabinets politiques pour renforcer l'efficacité de l'État. C'était la vision au moment de la création de l'ENA en avril 2013, c'est-à-dire doter l'État d'un personnel de qualité, de l'aider à renforcer son efficacité et à se moderniser.

Sans vouloir être désagréable, l'efficacité de l'État est loin d'être impressionnante… Que peut-on faire pour « injecter » dans le système des fonctionnaires qui vont améliorer les choses ?
Les progrès ne sont pas nuls, mais la question n'en demeure pas moins pertinente. Il est temps de mettre de plus en plus l'accent sur la formation continue et former d'autres cadres et agents de l'État et des services publics, dans le cadre notamment du fonds de formation continue mis en place au sein de l'ENA et alimenté depuis juillet 2025.
Mais l'école a aussi une mission des services-conseils, d'expertise, donc d'appui institutionnel aux autres administrations et services publics. Ceci est mal connu.
Le plan stratégique 2025-2027 a permis d'opérationnaliser toutes ces missions.

Comment ?
À la faveur du plan stratégique, le business model de l'ENA a été diversifié afin de lui permettre de remplir au mieux ses missions, d'une part, et, d'autre part, de devenir véritablement autonome financièrement. En effet, en 2023-2024, l'école était presque en cessation d'activité, faute de financements. L'école dépendait de manière critique des subventions de l'État et des bailleurs. Nous avons œuvré et continuons à œuvrer à desserrer cet étau.
Les résultats sont satisfaisants.
On a sorti notre premier catalogue de formations continues l'année dernière. Puis un autre cette année 2026. L'offre de formation a été enrichie et élargie avec des formations certifiantes alignées sur les référentiels internationaux du Project Management Institute (PMI) et du PECB, dont l'ENA est devenue partenaire de formation autorisé (ATP). Cela s'adresse à tous nos agents publics au sein de l'administration publique pure, mais aussi des services publics, les entreprises du portefeuille, les établissements publics et les unités de gestion de projet. Et on a signé un certain nombre de partenariats, notamment avec l'IGF, le projet AGREE de la Banque mondiale, le ministère des Mines, la Caisse nationale de Péréquation, l'UGP-MOD du ministère des Finances et tant d'autres. On a pu former près de 1 100 participants entre 2025 et avril 2026.

Quel est votre budget annuel ?
En total produits, USD 5,4 millions environ pour le compte de l'exercice 2025, venant d'USD 1,7 million en 2024, soit un accroissement de plus de 200%. Aussi, il importe de souligner qu'en début 2025, j'ai mis en place une comptabilité financière au sein de l'ENA. Pour la première fois de son histoire, d'ici la fin des travaux de certification par les Commissaires aux comptes, l'ENA va publier ses états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2025. L'école n'avait jamais produit d'états financiers auparavant. C'est quand même un comble de vous à moi…

Oui, un comble pour une école qui forme l'élite administrative, crème de la République…
Malheureusement, il y avait un problème d'absence de bonnes pratiques managériales, notamment cette absence de comptabilité financière. Mais l'institution a depuis changé de fusil d'épaule. Elle est aujourd'hui certifiée ISO 9001 pour son système de management de la qualité par l'Association Française de Normalisation (AFNOR). La certification à la norme ISO 9001 suppose notamment la conformité légale et règlementaire.
Dans ce cadre, je ferai une présentation du rapport annuel et des états financiers 2025 au mois de juin prochain.

Vos autres priorités ?
La construction d'un nouveau campus, la diversification de l'offre de formation et la démocratisation de l'accès à la formation continue pour tous les agents publics en activité au niveau central et en province.
La mission de l'ENA, c'est aussi l'expertise, l'accompagnement institutionnel à travers les services-conseils. Et troisièmement, c'est la recherche.

D'où viennent vos experts ?
Depuis le quatrième trimestre de l'année 2025, nous avons mis en place une base de données de référencement des formateurs et experts qui a permis de recruter des experts de diverses nationalités, notamment la RDC, la France, la Belgique, l'Afrique de l'Ouest.
Ce réseau d'intervenants s'étend également à celui des institutions sœurs et partenaires techniques et financiers avec lesquels nous sommes en partenariat. Nous commençons d'ailleurs un partenariat avec Expertise France ce mois-ci dans le cadre d'un projet d'appui à l'ENA financé par l'AFD. Ce projet s'appelle « gouvernance administrative ».

Quand vos énarques vont-ils « prendre le pouvoir », pour montrer l'exemple au reste de l'administration ?
Je ne sais pas. Une chose est sûre : nos services publics ont besoin de compétences. C'est ce qui ressort pertinemment du sixième engagement de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, relatif au renforcement de l'efficacité des services publics. Les Énarques formés par notre institution représentent ce vivier de compétences…

Vos énarques restent-ils tous au sein de l'État
Oui, ils sont formés pour rester au sein de l'État. À ce jour, ils évoluent à plus de 95% au sein des services publics, les cabinets politiques, mais majoritairement au sein de l'administration publique. Quelques-uns sont en disponibilité pour des raisons de formation à l'étranger essentiellement.

Quelle est la réalité du niveau dans notre administration en RDC ?
Quand les experts viennent de Washington, de Paris ou de Bruxelles, dans le cadre du portefeuille projets des bailleurs, tels que la Banque mondiale, l'AFD ou ENABEL, pour travailler avec nos administrations, c'est généralement le même constat qui revient : il n'y a pas de compétences ! Pas de compétences pour ceci, pas de compétences pour cela. Il y a donc urgence à régler ces problèmes à travers notre offre de formation.
Dans le cadre d'un programme qu'on a commencé avec la Banque mondiale en début d'année, il a été décidé d'inonder le marché avec des compétences clés (flooding the market with competency). D'abord en gestion de projet et en marchés publics, qui sont des compétences transversales. Nous sommes un pays en développement qui a besoin de compétences en gestion de projet. On a aussi développé une offre de formation en passation, exécution et contrôle des marchés publics avec la Banque mondiale. Elle permettra de former des spécialistes en marchés publics qui seront déployés dans les unités de gestion de projets du portefeuille de la Banque mondiale.
Nous avons également préparé une offre d'appui à la décentralisation, visant à accompagner le renforcement des capacités institutionnelles en province. Des bailleurs tels que ENABEL se positionnent pour accompagner cette offre.

■ Propos recueillis par Olivier Delafoy

AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS

Au cœur des transformations de l'Afrique



OPÉRATEUR LOGISTIQUE MULTIMODAL

AGL est l'opérateur logistique de confiance en Afrique, offrant des solutions logistiques, portuaires, maritimes et ferroviaires. Avec 23 000 collaborateurs présents dans 50 pays, AGL s'appuie sur son expertise développée pour fournir des services sur mesure et innovants à ses clients africains et internationaux.
L'ambition d'AGL est de contribuer durablement à la transformation de l'Afrique. AGL est également présent en Haïti, au Timor oriental et en Indonésie.

www.aglgroup.com

RDC 2026

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

★

MINES ET INDUSTRIE p. 35
BANQUE ET FINANCE p. 51
ASSURANCE p. 69
ECONOMIE p. 73
BUSINESS ET ENTREPRENARIAT p. 81
ENERGIE p. 85
INFRASTRUCTURE, TRANSPORTS ET LOGISTIQUE p. 93
AGRICULTURE ET ÉLEVAGE p. 103
TECH ET COM p. 109

LA RDC, UN GÉANT AU CŒUR DE L'AFRIQUE

Position stratégique

La République démocratique du Congo est l'un des plus grands pays du monde, avec une superficie de 2,3 millions de km². C'est le deuxième plus vaste pays d'Afrique, et sa surface contiendrait environ 4 fois la France. Elle dispose de ressources naturelles exceptionnelles, notamment des minerais tels que le cobalt et le cuivre, un potentiel hydroélectrique élevé, des terres arables en abondance, une biodiversité immense et la deuxième plus grande forêt tropicale du monde.

Le pays partage ses frontières avec neuf États et dispose 37 km de façade maritime sur l'Atlantique. Située au cœur de l'Afrique centrale et des Grands Lacs, la RDC se trouve à la jonction des espaces francophones (au nord et à l'ouest) et anglophones (à l'est et au sud). Sa taille, ses ressources et sa population en font un acteur stratégique majeur du continent.

Population, langues et identité

La population de la RDC devrait atteindre environ 112,8 à 114,2 millions d'habitants en 2025, ce qui en ferait le 15e pays le plus peuplé au monde. Cela équivaut à environ 1,37 % de la population mondiale, avec un taux de croissance annuel élevé de 3,25 %. La majorité de la population est âgée de moins de 15 ans et 44,95 % vit en milieu urbain.

Le français est la langue officielle, aux côtés de quatre langues nationales : le lingala, le swahili, le tshiluba et le kikongo. Le pays est marqué par une grande diversité culturelle, avec plus de 250 groupes ethniques et plus de 200 langues.

Au classement de l'indice du capital humain 2020, la RDC se situe au 164e rang sur 174 pays, avec un score de 0,37, soit en dessous de la moyenne régionale. Cela signifie qu'un enfant congolais né aujourd'hui ne pourra réaliser que 37 % de son potentiel, faute d'un accès généralisé à une éducation de qualité et à des soins de santé adéquats.

CHIFFRES-CLÉS (2024-2025)

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Population totale en 2024

~115 millions d'habitants

PROJECTION 2030

138,7 millions

RÉPARTITION URBAINE/RURALE (2024)

48,1 % urbaine
51,9 % rurale

LANGUE OFFICIELLE

français

LANGUE NATIONALES

swahili, lingala, kikongo, tshiluba

ESPÉRANCE DE VIE (2022)

Hommes : 60 ans
Femmes : 63,7 ans

ALPHABÉTISATION (15 ANS ET PLUS) EN 2021

Hommes : 89 %
Femmes : 71 %

ÉCONOMIE

PIB (PPA, 2024)

160 197 milliards USD

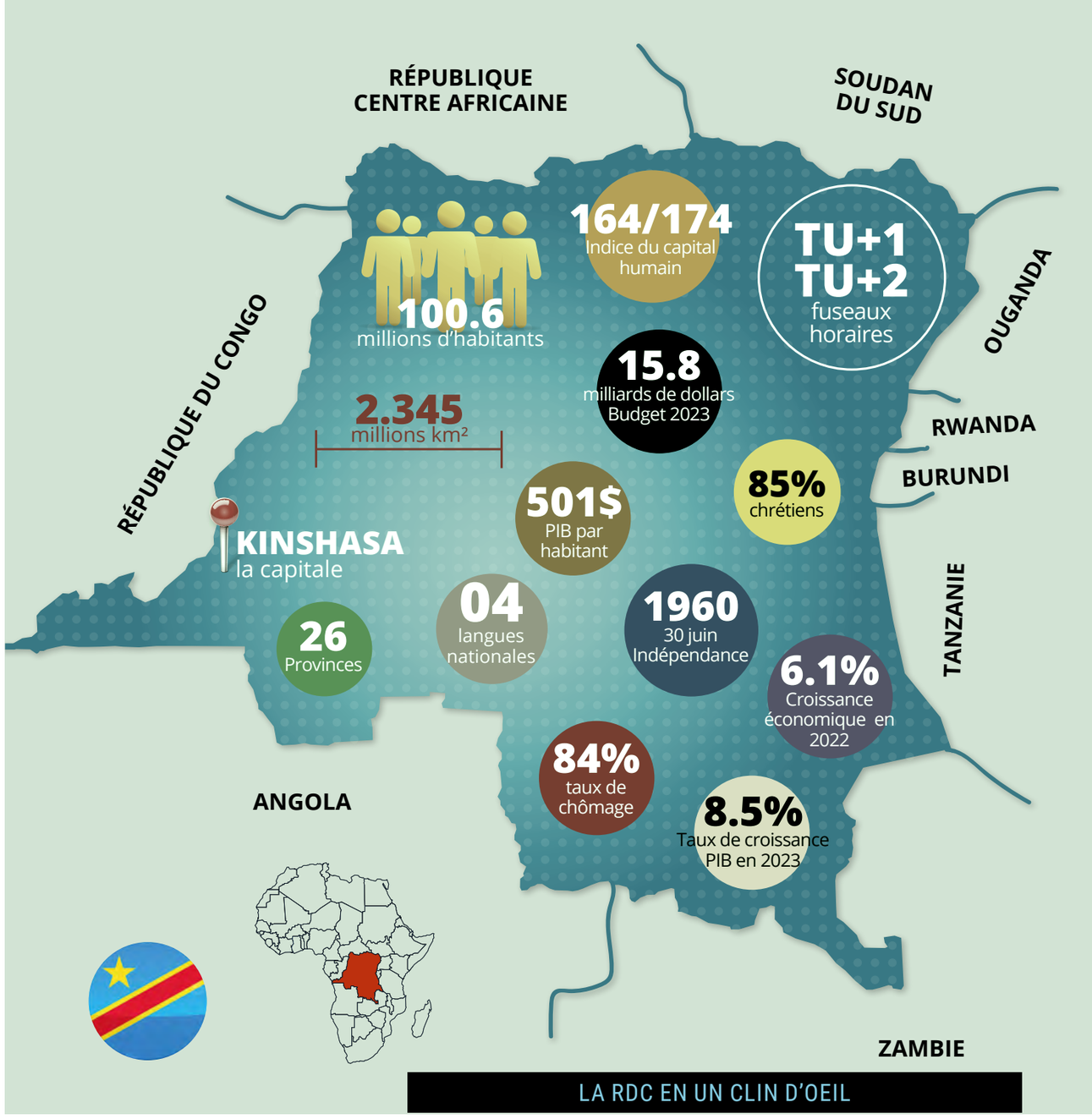
Économie

En 2024, la croissance économique de la RDC a progressé de 6,5 %, portée par une expansion de 12,8 % du secteur extractif, en particulier la production de cuivre et de cobalt. Les secteurs non miniers ont enregistré une croissance de 3,2 %, reflétant une diversification et une augmentation des investissements privés. Le déficit du compte courant (DCC) s'est réduit à 3,4 % du PIB et les réserves de change ont augmenté pour couvrir 2,5 mois d'importations. Le franc congolais s'est déprécié de 8,7 % par rapport au dollar américain, et l'inflation est descendue à 11,3 %. Le secteur bancaire est resté profitable avec une expansion du crédit et une baisse des prêts non performants.

Pour l'avenir, la croissance du PIB devrait ralentir à 5,1 % en 2025, une suspension temporaire des exportations de cobalt entrainant un élargissement du DCC à 3,7 % en 2025. Les secteurs non miniers devraient être le moteur de la croissance, avec des investissements dans la construction et les infrastructures qui devraient porter la croissance du PIB non extractif à 5,3 % d'ici 2027.

La stabilité monétaire et la maîtrise de l'inflation devraient se poursuivre, mais des risques subsistent, tels que les conflits, les épidémies et les tensions géopolitiques.

« Malgré ces tendances positives, la pauvreté demeure élevée à 72,9 %, avec une création d'emplois limitée dans le secteur minier et des faiblesses



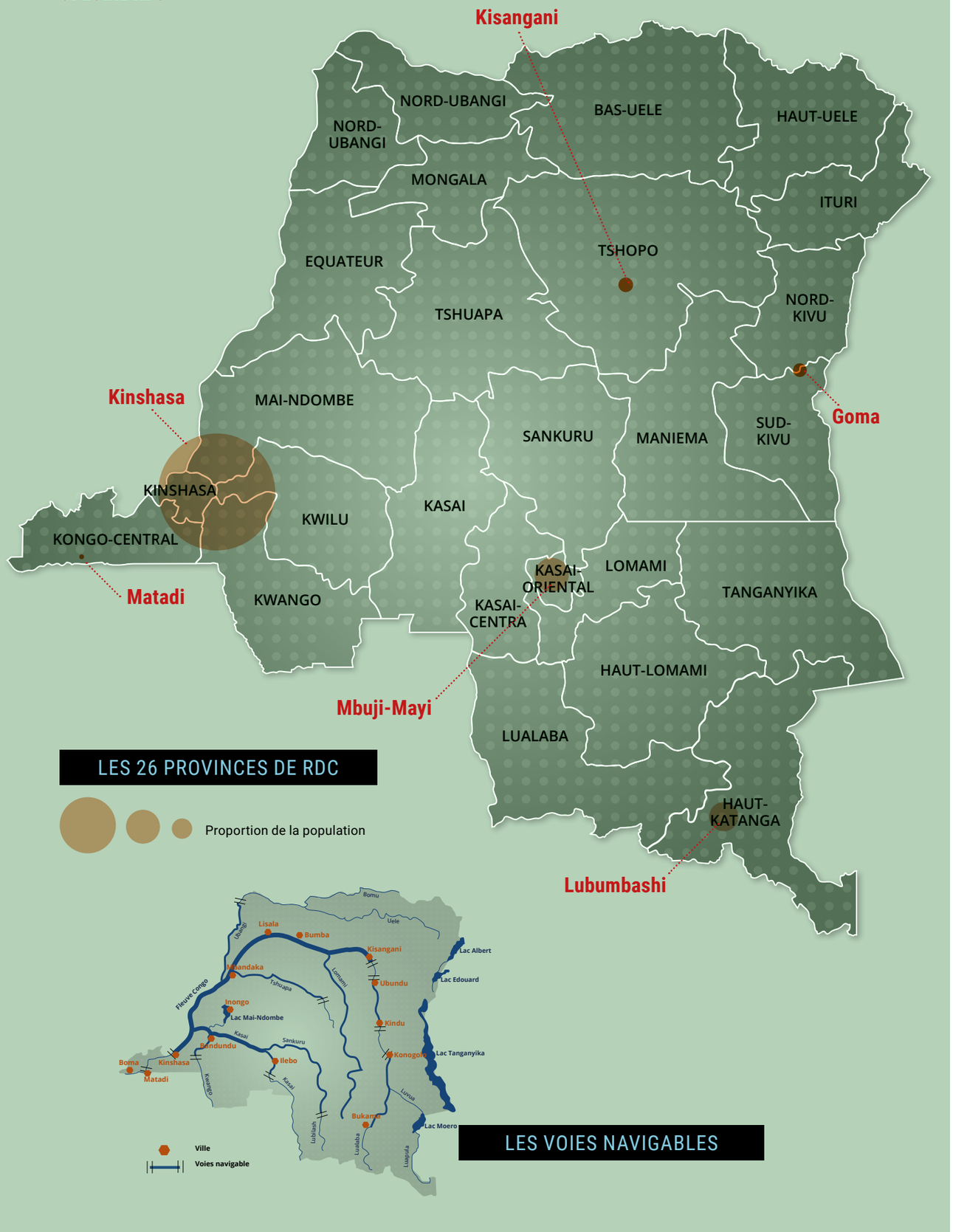
structurelles qui freinent la croissance inclusive », souligne la Banque mondiale. Des réformes soutenues et des investissements dans les secteurs non miniers sont essentiels pour obtenir des résultats de développement plus larges. Le secteur minier représente 95 % des exportations.

Les exportations de la RDC vers les États-Unis ont atteint 1,3 milliard de dollars entre janvier et juillet 2025, dépassant le total des huit années précédentes combinées. Une hausse record attribuée à l'augmentation de la demande américaine en matières premières, aux tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et à la hausse des prix des matières premières.

Éducation

La RDC a réalisé des progrès notables dans l'accès à l'école primaire : le taux net de scolarisation est passé de 52 % en 2001 à 78 % en 2018 (UNICEF). La gratuité de l'enseignement primaire a permis la scolarisation près de 5 millions d'enfants supplémentaires.

Les défis restent importants. 7,6 millions d'enfants de 5 à 17 ans ne sont pas



KINSHASA COMPTE UNE POPULATION URBAINE DE 15,62 MILLIONS, LA PLUS GRANDE AGGLOMÉRATION D'AFRIQUE, DEVANT LAGOS

CHIFFRES-CLÉS
(2024-2025)

PIB par habitant (PPA) : 1 552 USD
PIB nominal par habitant : 714 USD

PRINCIPAUX PARTENAIRES D'IMPORTATION
Chine : 23,9 %
Afrique du Sud : 15,9 %
Union européenne : 9,6 %
États-Unis : 1,4 milliard USD d'exportations en 2025

GOUVERNANCE
CHEF DE L'ÉTAT
Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo
Au pouvoir depuis le 24 janvier 2019, réinvesti le 20 janvier 2024 pour un second mandat

CHEFFE DU GOUVERNEMENT
Judith Suminwa Tuluka
(depuis le 1er avril 2024)

TERRITOIRE
SUPERFICIE
2 345 000 km²

CLASSEMENT MONDIAL (POPULATION, 2023)
13e

DENSITÉ (2024)
49,2 habitants/km²

scolarisés et le taux de préscolarisation (3 à 5 ans) n'est que de 5 %, un niveau très faible. Le pays compte plus de 60 universités, dont l'Université de Kinshasa, l'Université de Lubumbashi et l'Université de Kisangani.
Malgré certains progrès, le secteur de l'éducation reste confronté à des défis majeurs en matière d'accès, d'équité et de qualité, surtout pour les filles et les enfants issus de familles pauvres ou marginalisées. « Si les écarts entre les genres à l'école maternelle et au primaire se sont réduits, les filles restent moins nombreuses à fréquenter et à terminer le secondaire », indique la Banque mondiale.

Principales villes

KINSHASA
Centre politique, culturel et économique de la RDC, Kin la Belle compte une population urbaine de 15,62 millions (plus grande agglomération d'Afrique, devant Lagos). Ville-province située à l'ouest du pays, Kin est classée 28e ville la plus attractive d'Afrique en 2024 (indice : 4,9/10).
Le Projet Kin Elenda a amélioré les infrastructures et l'accès à l'eau à Kinshasa centre, achevé la deuxième phase de l'usine de traitement d'eau Ozone (augmentation de 110 000 m³/jour), restauré l'usine de Ndjili à pleine capacité, facilité 100 000 nouveaux branchements domestiques qui fournit de l'eau potable.

LUBUMBASHI
Avec ses 2,78 millions d'habitants, Lushi est la deuxième ville du pays. Située dans la région minière du Copperbelt, proche de la Zambie, hub des industries minières et reliée au réseau ferroviaire d'Afrique australe, c'est le cœur économique du Congo. Lubumbashi, également connue sous le nom de Wantanshi et réputée pour son dynamisme et ses opportunités d'investissement, est également animée d'une vie culturelle intense grâce au Musée national de Lubumbashi, à la Biennale de Lubumbashi et à la Galerie d'art Dialogues.

Capitale du Nord-Kivu, centre touristique majeur entre le parc national des Virunga, le lac Kivu et le volcan Nyiragongo. Goma est le hub régional pour l'innovation, les technologies, l'éducation et l'hôtellerie.

MATADI
Ville portuaire stratégique de 302 000 habitants, Matadi est le principal port maritime du pays, tirant d'eau maximum : 8,2 m. Le terminal « Matadi Gateway », avec une capacité de 175 000 TEU et 350 000 tonnes de marchandises, s'érige en projet majeur dans la zone pour l'activité maritime de la RDC. Matadi se situe également en proximité du complexe hydroélectrique d'Inga (40 km en amont).

■ M&B Magazine



16-18 JUNE 2027
The Pullman Lubumbashi
Grand Karavia Hotel, DRC

THE MEETING PLACE FOR MINING STAKEHOLDERS DOING BUSINESS IN THE DRC AND THE COPPERBELT

16,500+
LOCAL AND INTERNATIONAL MINING PROFESSIONALS

11+
EXPECTED INTERNATIONAL PAVILIONS

300+
SPONSORS AND EXHIBITORS

3
DAYS OF STRATEGIC CONTENT

PRODUCTS, LAUNCHES & DEMOS

MINING SITE VISIT

420+
MINING OPERATORS, DISTRIBUTORS & RESELLERS

ENQUIRE ABOUT SPONSORSHIP EXHIBITION OPPORTUNITIES

T: + 27 72 133 5600 | jeantite.oloumoussie@wearevuka.com
T: +27 21 700 3588 | kudakwashe.tsingano@wearevuka.com

WWW.DRCMININGWEEK.COM

RDC 2026

MINES ET INDUSTRIES

Le contexte

LE SECTEUR EXTRACTIF REPRÉSENTE PLUS DE 33 % DES RECETTES DE L'ÉTAT, ET SES EXPORTATIONS DE CUIVRE, COBALT, OR, ET COLTAN CONSTITUENT PLUS DE 95 % DES EXPORTATIONS TOTALES DU PAYS.

LE SECTEUR MINIER, PREMIER MOTEUR DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE

Le secteur extractif est, de loin, le premier moteur de l'économie congolaise : il représente plus de 33 % des recettes de l'État, et ses exportations de cuivre, cobalt, or, et coltan constituent plus de 95 % des exportations totales du pays. En 2024, la croissance du secteur extractif a atteint 12,8 %, portée par les records de production de cuivre et la montée en puissance de Kamoa-Kakula. Sur l'ensemble de l'année, la RDC a produit environ 3,1 millions de tonnes de cuivre, la confirmant comme deuxième producteur mondial, talonnant le Pérou et elle reste, de loin, premier producteur mondial de cobalt avec 72 % des réserves mondiales et plus de 70 % de la production globale.

Leader parmi les leaders

Parmi les opérations qui font de ce pays gigantesque une destination minière de premier plan, on trouve le complexe de cuivre Kamoa-Kakula d'Ivanhoe. En cinq ans d'existence, Kamoa-Kakula est devenu le troisième plus grand complexe cuprifère du monde et le symbole de la montée en puissance minière de la RDC. Le 8 janvier 2025, Ivanhoe Mines a annoncé une production annuelle 2024 de 437 061 tonnes de cuivre en concentré — un record absolu, en hausse de 12 % par rapport à 2023.

En avril 2025, Kamoa-Kakula a battu un nouveau record mensuel avec 50 176 tonnes, propulsant le complexe à un rythme annualisé de 625 000 tonnes, soit 12 % au-dessus de la guidance officielle de 520 000 à 580 000 tonnes pour l'année 2025. La Phase 3 tournait alors à 20 % au-dessus de sa capacité de conception, à un rythme annualisé de 6,1 millions de tonnes de minerai. Pour 2026, Ivanhoe cible une production de ~600 000 tonnes, grâce à l'entrée en service de la fonderie directe-blister, aux améliorations du réseau électrique et aux projets d'optimisation des concentrateurs Phase 1 et 2 (Project 95). En parallèle, le stockpile de minerai atteignait 4,19 millions de tonnes fin 2024, un matelas qui garantit la continuité d'alimentation des concentrateurs.

Si Kamoa-Kakula tient les manchettes, c'est en réalité CMOC Group qui domine la production cuprifère de la RDC. Ses deux mines : Tenke Fungurume Mining (TFM) et Kisanfu Fungurume Mining (KFM), ont produit 650 200 tonnes de cuivre en 2024, soit plus du double de Kamoa-Kakula. CMOC, dont le groupe chinois contrôle 80 % de TFM, est aujourd'hui le plus grand producteur privé de cobalt et de cuivre en RDC, et l'un des rares acteurs capables de peser sur les prix mondiaux. Ses quotas cobalt pour 2026 sont plafonnés à 31 200 tonnes, soit un quart de sa capacité de production annuelle de cobalt, ce qui illustre l'ampleur de la contrainte imposée par l'État.

De son côté, Glencore, le seul grand producteur occidental de cuivre et cobalt en RDC — opère Mutanda Mining (MUMI) et Kamoto Copper Company (KCC). En 2025, ces deux actifs ont produit 247 800 tonnes de cuivre et 33 500 tonnes de cobalt, représentant environ 30 % de la production globale de cuivre de Glencore. Les réserves minières en place sont substantielles : 107 millions de tonnes pour MUMI (vie de mine jusqu'en 2047) et 137 millions de tonnes pour KCC (jusqu'en 2043). En 2024, la Gécamines a vendu pour la première fois du cuivre de TFM à un consortium incluant Glencore, Mercuria et Trafigura — une ouverture stratégique du portefeuille de la compagnie d'État vers les négociants internationaux.

Les terres rares et transition énergétique

Huit des 26 provinces de la RDC regorgent des minéraux stratégiques de la transition énergétique mondiale. La société canadienne Auxico Resources qui a un accord exclusif pour les terres de monazite depuis 1981 est le 1er exportateur de monazite de RDC.

CHIFFRES CLÉS

+33 %
des recettes de l'État

–

EXPORTATIONS
cuivre, cobalt, or, et coltan :
+95 %
des exportations totales

–

PRIX DU COBALT
de 21 000 à 48 472 US$
par tonne en moins d'un an (décembre 2025)

–

29
milliards de dollars pour élargir le portefeuille minier avec un projet de minerai de fer

Auxico exporte la monazite depuis le gisement de Bafwasende dans le Nord-Kivu. Dans le cadre de partenariats à 70/30 avec une organisation d'État et un comptoir de diverses coopératives pour l'approvisionnement en concentrés, Auxico analyse le produit reçu, organise le processus de la vente et s'occupe de l'ensemble de la logistique depuis la source jusqu'à la destination en Chine.

Moins médiatisée, la mine de Kipushi (Ivanhoe Mines / Gécamines) est pourtant un actif de classe mondiale. Rouverte après 30 ans d'inactivité, elle a produit 50 307 tonnes de zinc en concentré en 2024, avec un record mensuel de 14 900 tonnes en décembre alors que la montée en puissance approche la capacité nominale. La guidance 2025 est de 180 000 à 240 000 tonnes de zinc. Pour 2026, Kipushi cible plus de 250 000 tonnes, après la finalisation des activités de déboulonnage et d'expansion en cours au T3 2025. Kipushi est aussi l'une des sources mondiales de germanium, métal stratégique dont la Gécamines a réalisé sa première livraison en Europe en octobre 2024 (concentrés expédiés à Umicore en Belgique depuis l'usine STL de Lubumbashi).

Le germanium mérite une attention particulière. Produit mondial estimé à 180 tonnes par an, essentiellement en Chine, Russie et Canada, la RDC peut désormais en fournir jusqu'à 30 tonnes par an grâce à la valorisation des décharges de Big Hill de la Gécamines. L'investissement, 70 millions USD financés intégralement par la RDC (50 % fonds propres Gécamines, 50 % banques locales), illustre une ambition de montée en gamme : transformer plutôt qu'exporter du brut. La transformation

Steel Lubumbashi
La Qualité, c'est pour la vie
+243 82 78 78335
info@steellubumbashi.com
02, Av. Kigoma Q. Industriel
www.steellubumbashi.com

locale dans les usines STL devrait multiplier par cinq le prix de vente par rapport au concentré brut. Dans un contexte de restrictions chinoises sur les exportations de germanium (2023–2024), la RDC dispose d'un atout considérable pour se positionner comme fournisseur de substitution sur ce métal critique des semi-conducteurs.

À Manono, le différend entre AVZ Minerals (Australie) et Zijin Mining (Chine) sur le projet de lithium en roche dure, le plus grand gisement non développé au monde, estimé à 6,6 millions de tonnes de LCE, n'est pas encore résolu, bien que les arbitrages internationaux progressent. En parallèle, Tantalex Lithium Resources avance sur son projet de retraitement des résidus de Manono (105 millions de tonnes, 11 décharges), avec un potentiel de 112 000 t/an de concentré de spodumène à un stade d'investissement relativement faible. Le soutien de Glencore pour la commercialisation (accord de marketing) réduit les risques de mise en marché. Les permis lithium de Cominières figurent aussi sur la shortlist américaine, en concurrence directe avec les intérêts chinois qui dominent actuellement le projet Manono.

L'aubaine de fer

La RDC ambitionne d'élargir son porte-feuille minier avec un projet de minerai de fer estimé à près de 29 milliards de dollars. Le projet Mines de Fer de la Grande Orientale (MIFOR), ambitionne de développer un gisement particulièrement riche situé dans le nord du pays.

Le gisement disposerait de ressources estimées à 20 milliards de tonnes, avec une teneur moyenne de 60%. La première phase du projet prévoit la construction d'infrastructures lourdes, notamment une voie ferrée et des installations de transport fluvial sur le fleuve Congo jusqu'au port en eau profonde de Banana (Matadi), sur l'océan Atlantique. Le coût de cette phase est évalué à 28,9 milliards de dollars. La capacité de production initiale est estimée à environ 50 millions de tonnes par an, avec un potentiel d'extension pouvant atteindre 300 millions de tonnes.

L'offensive américaine sous Trump L'événement le plus structurant du début 2026 pour le secteur minier congolais reste une révolution géopolitique. Les États-Unis ont signé les Accords de Washington (juin 2025), remis une liste d'actifs à leurs investisseurs (22 janvier 2026), organisé le Critical Minerals Ministerial à Washington avec plus de 50 pays (4 février 2026), et vu le consortium Orion CMC signer avec Glencore pour une prise de participation de 40 % dans Mutanda et KCC à hauteur de 9 milliards USD (3 février 2026). La vitesse de cette séquence est sans précédent. L'objectif est explicite : réduire la mainmise chinoise, qui atteignait 80 % de la production minière congolaise au retour de Trump à la Maison Blanche en janvier 2025.

LA RDC AMBITIONNE D'ÉLARGIR SON PORTE- FEUILLE MINIER AVEC UN PROJET DE MINERAI DE FER ESTIMÉ À PRÈS DE 29 MILLIARDS DE DOLLARS

KEY DATA

CMOC Group

650 200
tonnes de cuivre en 2024

–

Glencore

247 800
tonnes de cuivre

33 500
tonnes de cobalt,
environ 30 % de la production globale de cuivre de l'entreprise

–

Germanium
70 millions USD financés intégralement par la RDC (50 % fonds propres Gécamines, 50 % banques locales)

–

Manono
6,6 millions de tonnes de LCE de gisement (estimations)

–

TANTALE

Rubaya fourni +15% de l'approvisionnement mondial

L'OFFENSIVE AMÉRICAINE SOUS TRUMP EST L'ÉVÉNEMENT LE PLUS IMPORTANT POUR LE SECTEUR MINIER CONGOLAIS EN 2026

La shortlist remise aux États-Unis le 22 janvier 2026 comprend six catégories d'actifs d'État : les permis de manganèse, or et cassitérite de Kisenge ; le projet cuivre-cobalt-germanium de la Gécamines à Mutoshi ; les quatre permis aurifères de Sokimo ; les permis lithium de Cominières ; et les actifs coltan, or et wolframite de Sakima. Le 18 février 2026, la mine de Rubaya, qui fournit plus de 15 % de l'approvisionnement mondial en tantale, a été ajoutée à la liste. Ces assets sont présentés pour revue aux investisseurs américains dans le cadre du partenariat stratégique. Parallèlement, la Gécamines et Mercuria ont lancé leur joint-venture commerciale, avec 100 000 tonnes de cuivre déjà engagées vers les États-Unis et 50 000 tonnes supplémentaires vers l'Arabie Saoudite et les Émirats. Le cuivre, extrait de TFM, a commencé à être expédié dès janvier 2026.

L'accord Glencore-Orion CMC est le plus symbolique. Signé le 3 février 2026, il prévoit l'acquisition par Orion CMC de 40 % des intérêts de Glencore dans Mutanda (dont Glencore détient 95 %) et KCC (75 %), valorisés ensemble à environ 9 milliards USD (dette incluse). Orion CMC aura le droit de désigner des administrateurs non-exécutifs et de diriger la vente de sa quote-part de production vers des acheteurs désignés, un mécanisme de verrouillage géopolitique de la chaîne d'approvisionnement. Glencore conserve le contrôle opérationnel. La Development Finance Corporation américaine a investi 600 millions USD dans Orion CMC, et le consortium inclut également le fonds souverain d'Abu Dhabi ADQ. Le deal est encore non-contraignant et soumis à due diligence.

La décision du 22 février 2025, embargo total sur les exportations de cobalt, restera comme l'acte de politique économique le plus audacieux depuis plusieurs décennies. Elle a doublé le prix du cobalt en moins d'un an, de 21 000 USD/tonne à 48 472 USD/tonne en décembre 2025. Remplacé le 16 octobre 2025 par un système de quotas administrés par l'ARECOMS, l'embargo a installé la RDC comme acteur souverain sur son propre marché, et non plus simple extracteur. Le quota annuel pour 2026 est fixé à 96 600 tonnes, contre 200 000 tonnes exportées en régime libre en 2024. CMOC reçoit 31 200 tonnes, Glencore environ 15 700 tonnes, ensemble 58 % du quota.

Relever les défis

La demande d'électricité reste le premier goulot d'étranglement opérationnel. Malgré le potentiel de 100 000 MW de la cuvette du Congo, la RDC continue d'importer de l'électricité. La réhabilitation de la turbine n°5 d'Inga II (178 MW, financement Glencore) est une avancée, mais les 240 MW nécessaires au fonctionnement complet de Kamoa (Phase 1+2+3 + fonderie) exigent encore des travaux d'infrastructure réseau. Trafigura et ProMarks Angola ont signé en 2024 un MOU pour étudier un projet d'interconnexion hydroélectrique de 2 000 MW depuis le nord de l'Angola, une solution à long terme qui, si elle se concrétise, transformerait l'équation énergétique du Copperbelt.

La mauvaise gouvernance reste le talon d'Achille structurel du secteur. La RDC est classée parmi les dix dernières juridictions minières en termes d'attractivité des investissements, selon l'indice Fraser Institute.

Source :
Hannah Ritchie and Pablo Rosado (2024) - *"Which countries have the critical minerals needed for the energy transition?"* Published online at OurWorldinData.org, BAD, Bloomberg, Reuters, Our Word in Data, ARECOMS, Gécamines, Banque mondiale, DFC (US Development Finance Corporation), S&P Global

LANCEMENT DU FORUM SUR LES MINÉRAUX CRITIQUES ET L'INDUSTRIALISATION EN RDC

Le groupe VUKA lance le Forum sur les minéraux critiques et l'industrialisation en RDC, organisé en parallèle du Forum RDC-Afrique sur les métaux pour batteries. Entretien avec Samukelo Madlabane, Event director Mining.

M&B : Le groupe VUKA lance le Forum sur les minéraux critiques et l'industrialisation en RDC, organisé en parallèle du Forum RDC-Afrique sur les métaux pour batteries. Pourquoi cet événement est-il important pour la RDC en ce moment ?

Samukelo Madlabane : La RDC se trouve au cœur de la chaîne d'approvisionnement mondiale en minéraux critiques, mais depuis des décennies, le pays ne tire qu'une fraction de la valeur économique réelle de ces ressources. La plupart des minéraux quittent le pays sous forme brute ou semi-transformée. Ce forum a pour objectif de combler ce fossé en mettant l'accent sur l'industrialisation : transformer la richesse minérale en capacité de transformation, en fabrication, en développement des infrastructures, en emplois et en résilience économique à long terme.
Nous lançons ce forum car le « statu quo » ne suffit plus au peuple congolais. Il existe une volonté, tant au niveau continental que national, d'aller au-delà de l'exportation de minerais bruts. Cet événement sert de plateforme stratégique pour passer d'une économie centrée sur l'exploitation minière à une puissance industrielle. En nous associant au Forum RDC-Afrique sur les métaux pour batteries, nous créons un écosystème concentré où le débat passe de ce qui se trouve dans le sol à la manière dont nous le traitons, y ajoutons de la valeur et construisons une chaîne d'approvisionnement localisée.

TRANSFORMER LA RICHESSE MINÉRALE EN CAPACITÉ DE TRANSFORMATION

En quoi ce forum se distingue-t-il des conférences minières traditionnelles ?
Il ne s'agit pas d'un événement exclusivement consacré à l'exploitation minière. Le Forum sur les minéraux critiques et l'industrialisation de la RDC est conçu comme une plateforme industrielle. L'exploitation minière en constitue le fondement, mais l'accent est véritablement mis sur ce qui vient ensuite : la transformation, le raffinage, la fabrication, l'énergie, les télécommunications, l'eau, la logistique et l'investissement. Nous réunissons l'ensemble de la chaîne de valeur sous un même toit, des sociétés minières en amont aux fabricants en aval, en passant par les entreprises EPC, les bailleurs de fonds et les décideurs politiques.

Les événements miniers traditionnels portent souvent sur l'« amont » : les foreuses, les engins jaunes et les licences d'exploration. Bien que ces éléments restent essentiels, ce forum se concentre sur le « milieu de chaîne » et l'«aval ».



Il s'agit d'un dialogue de haut niveau sur les politiques et les investissements. Nous réunissons les porteurs de projets, les investisseurs institutionnels, les fournisseurs de technologies et les décideurs gouvernementaux. L'objectif n'est pas seulement de signer un bail minier, mais de conclure un partenariat industriel.

Quels sont les principaux secteurs couverts par le Forum ?
Le Forum couvre un large éventail de secteurs stratégiques essentiels à l'industrialisation. Il s'agit notamment du traitement et du raffinage des minerais, de la fabrication en aval (telle que les précurseurs et composants de batteries), des infrastructures énergétiques et électriques, des transports, de la transformation agricole et des corridors logistiques, des services publics liés à l'eau et aux déchets, des zones économiques spéciales, de la finance et du financement de projets, ainsi que des critères ESG, du développement de la main-d'œuvre et du contenu local. Ces secteurs sont interdépendants, et l'industrialisation ne peut fonctionner que s'ils sont planifiés conjointement.

Quel impact attendez-vous de ce Forum ?
Notre objectif est d'avoir un impact concret. Ce Forum vise à débloquer des projets, à faciliter les partenariats et à accélérer les investissements dans les usines de transformation, les systèmes énergétiques, les infrastructures logistiques et les pôles industriels. En fin de compte, il soutient la transition de la RDC d'un statut d'exportateur de matières premières vers une économie industrielle compétitive.

CONTACT
drc-criticalmineralsforum.com

VUKA EXPERIENCE THE CONNECTION GROUP

GÉCAMINES
NOUVELLE DIRECTION À LA TÊTE DE LA SOCIÉTÉ

Le 23 février 2026, le Chef de l'État, Félix Tshisekedi, avait annoncé des changements significatifs au sein du Conseil d'administration de la Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES SA). Ces ajustements visent à renforcer la stratégie de gestion de cette entreprise publique clé pour le pays. Analyse.

Le contexte

Ce cadre de nominations et de réajustements au sein de GECAMINES s'inscrit dans une volonté manifeste d'accroître l'efficacité et la transparence dans la gestion des ressources naturelles, tout en renforçant les relations économiques entre la RDC et les États-Unis.
Ces changements interviennent à un moment crucial, marqué par la mise en œuvre de l'Accord de partenariat stratégique entre la République Démocratique du Congo (RDC) et les États-Unis. Cette initiative est perçue comme une volonté du président Tshisekedi de renforcer l'application de cet accord pour le bénéfice du pays.

Des nominations clés

Baraka Kabemba a été nommé Directeur général, remplaçant Placide Nkala Basadila. Ancien directeur de cabinet d'audit financier chez Ernst & Young Consulting, Kabemba apporte une solide expérience en gestion financière.
Me Ngele Masudi Deogratias, ancien ministre de la Justice et ex-secrétaire général de GECAMINES, a pris le poste de Président du Conseil d'administration, succédant à Guy-Robert Lukama, désormais Directeur général de la Société aurifère du Kivu et du Maniema (SAKIMA).
Jack Masangu Amwanza est reconduit dans ses fonctions de Directeur général adjoint (DGA).
Le Conseil d'administration comprend désormais des personnalités comme Ludovic Monga, Tecla Ponzi Muyumba, Lawrence Kyungu Kibwe et Léon Mwine Kabena.
Les nouveaux membres du Comité de gestion ont, pour la plupart, été impliqués dans les négociations ayant mené à la signature de cet accord, souvent désigné comme un « deal minier » entre Kinshasa et Washington.

Le Strategic Asset Reserve

Les nominations font suite à la première réunion du Comité de pilotage conjoint RDC-États-Unis, tenue le 5 février dernier.

WASHINGTON ENTEND ENCADRER ET ACCÉLÉRER DES PROJETS PRIORITAIRES POUR L'INDUSTRIALISATION DE LA RDC

Cet événement a été déterminant pour la mise en œuvre de l'accord stratégique, permettant d'examiner la première liste d'actifs stratégiques présentée par la RDC, connue sous le nom de **Strategic Asset Reserve**.
Cette liste a servi de base à un rapport destiné à informer le secteur privé américain sur les opportunités d'investissement en RDC. La réunion a également souligné que les projets soutenus par les **U.S. International Development Finance Corporation (DFC)** seront prioritaires.
Une assistance technique américaine est prévue, avec le déploiement d'équipes sur le terrain pour identifier les besoins d'appui spécifiques en collaboration avec les autorités congolaises. L'activation formelle du Comité de pilotage conjoint a été actée, avec un calendrier précis et des rencontres régulières.

Les objectifs du Partenariat stratégique

L'accord signé à Washington a pour but d'encadrer et d'accélérer des projets prioritaires pour l'industrialisation de la RDC, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques et le développement d'infrastructures essentielles. Ce partenariat est perçu comme une composante majeure des accords de Washington, signés sous l'administration Trump.

Les chantiers structurants

Le partenariat identifie plusieurs chantiers prioritaires, comme la réhabilitation de la ligne ferroviaire RDC–Angola, dans le cadre du corridor Sakania–Lobito, reconnu comme un axe stratégique pour l'exportation de cuivre, de cobalt et de zinc. Les deux pays projettent de synchroniser leurs travaux avec la partie angolaise et de mobiliser des financements publics et privés, y compris à travers des banques multilatérales.

Le rôle de la GECAMINES

La Générale des Carrières et des Mines est une Société Anonyme Unipersonnelle avec Conseil d'Administration (S.A) dont les missions principales incluent la prospection, la recherche, et l'exploitation des gisements miniers. Elle est également responsable du traitement et de la commercialisation des substances minérales, tant à l'état brut qu'après traitement.
Les prochaines étapes seront cruciales pour observer l'impact de ces changements sur l'avenir minier et économique du pays. ■

NOMINATIONS

1 **Baraka Kabemba** Directeur général (DG)

2 **Me Ngele Masudi Deogratias** Président du Conseil d'administration (PCA)

3 **Jack Masangu Amwanza** Directeur général adjoint (DGA).

MINE

LE CANADIEN IVANHOE MOBILISE 50 MILLIONS $ POUR L'EXPLORATION CUPRIFÈRE EN 2026

Déjà opérateur de Kamoa-Kakula, la plus grande mine de cuivre du pays, Ivanhoe Mines prévoit d'intensifier ses efforts dans le secteur cuprifère de la RDC en 2026. À l'instar de l'année précédente, des avancées sont attendues à cet effet sur son projet Western Forelands.

La compagnie minière canadienne Ivanhoe Mines prévoit d'allouer en 2026 un budget de 50 millions USD aux travaux d'exploration sur son projet cuprifère Western Forelands, en République démocratique du Congo. Ce montant est identique à celui engagé l'an dernier pour cet actif, appelé à devenir à terme le relais de croissance du groupe dans le secteur congolais du cuivre, aux côtés de la mine de Kamoa-Kakula.

Le programme d'exploration 2026 s'inscrit dans la continuité de celui mené l'an dernier avec la poursuite des forages dans le district de Makoko jusqu'en mai. Cette zone du périmètre de Western Forelands comprend les gisements Makoko, Makoko Ouest et Kitoko. En parallèle, Ivanhoe Mines conduit également des travaux à Tshipaya et Kamilli, deux nouvelles cibles d'exploration où elle espère réaliser de nouvelles découvertes de cuivre.
Une mise à jour des ressources minérales est par ailleurs prévue d'ici mi-2026. La précédente estimation, publiée en mai 2025, faisait état de 773 000 tonnes de cuivre en ressources indiquées dans le district de Makoko, auxquelles s'ajoutaient 8,38 millions de tonnes en ressources inférées. Au regard des progrès déjà réalisés sur le site et du potentiel de nouvelles découvertes qu'elle y anticipe, Ivanhoe semble ainsi préparer le terrain au développement éventuel d'une deuxième mine de cuivre en RDC.

En effet, la compagnie exploite actuellement Kamoa-Kakula, le plus grand complexe cuprifère du pays. Situé à quelques kilomètres seulement de ce site, Western Forelands pourrait, à travers ces découvertes, constituer un prolongement naturel des opérations d'Ivanhoe dans cette région. Cette perspective s'inscrit dans un contexte où la demande de cuivre, métal clé de la transition énergétique, est appelée à croître fortement. Pour concrétiser cette ambition, plusieurs étapes restent encore à franchir.

Si la société demeure pour l'heure focalisée sur l'amélioration du potentiel minier de Western Forelands, le développement d'une mine nécessitera des études complémentaires afin d'en confirmer la viabilité économique. Pour l'instant, Ivanhoe poursuit sa stratégie d'expansion dans le cuivre au-delà de la RDC, avec des travaux d'exploration en Zambie, sur les permis de la North-Western Province, ainsi qu'en Angola, sur le permis de Moxico. ■

GECAMINES-GLENCORE
UN ACCORD POIDS LOURD

La Gécamines et Glencore ont signé, en marge du Mining Indaba au Cap, un double accord portant sur la mine de Kamoto Copper Company (KCC), l'un des plus grands complexes cuprifères de RDC. Le premier volet accorde à l'entreprise publique congolaise le droit de commercialiser directement jusqu'à 50 % de la production de cuivre de KCC pour 2026 et 2027, puis 30 % au-delà.



Le second, annoncé le 18 février, déverrouille un ensemble de titres miniers et de baux fonciers permettant à KCC de viser une production de 300 000 tonnes de cuivre par an et de prolonger la durée de vie de la mine jusqu'au milieu des années 2040.

Mercuria en soutien logistique

L'accord de commercialisation s'inscrit dans la stratégie de montée en puissance commerciale de la Gécamines, qui s'appuie sur son partenariat avec le négociant suisse Mercuria Energy Group pour le financement, la logistique et le support technique de ses opérations de trading. Les volumes attribués pour 2026-2027 compensent en partie des droits de commercialisation non exercés au cours des deux années précédentes.

KCC a produit environ 190 000 tonnes de cuivre en 2025. Gécamines y détient 25 % du capital, auxquels s'ajoutent 5 % détenus directement par l'État congolais.

Le volet foncier, détaillé dans un communiqué de Glencore daté du 18 février, prévoit l'extension des capacités de stockage de résidus et de stériles, ainsi que la maximisation de l'extraction des réserves dans les périmètres existants, notamment les zones minières de KOV et T17. La Gécamines conserve ses droits sur tout minerai extrait des terrains faisant l'objet des baux.

« Cet accord nous permettra de libérer le plein potentiel de KCC en améliorant l'efficacité de la mine et des infrastructures clés », a déclaré Mark Davis, directeur des opérations de Glencore Copper pour l'Afrique. La finalisation est conditionnée à l'enregistrement des baux au cadastre minier, attendu dans les prochains mois.

Une stratégie de reprise en main

Ce double accord avec Glencore s'ajoute aux contrats de commercialisation déjà conclus par la Gécamines avec CMOC (Tenke Fungurume) et la Sicomines. L'entreprise publique ambitionne à terme de commercialiser jusqu'à 500 000 tonnes de cuivre et 40 000 tonnes de cobalt par an au titre de ses participations dans les joint-ventures minières du pays.

Orion CMC, véhicule d'investissement soutenu par l'U.S. International Development Finance Corporation, a annoncé un accord préliminaire pour acquérir des participations dans KCC et Mutanda Mining, les deux filiales congolaises de Glencore, signe de l'intérêt croissant de Washington pour les actifs cuprifères de la RDC, deuxième producteur mondial de cuivre avec 3,5 millions de tonnes en 2025.

■ M&B Magazine

Évolution des Codes Miniers
Entre Conflits d'Intérêts et Nouvelles Stratégies Économiques

L'Afrique regorge de ressources minérales, de l'or aux terres rares, en passant par le cuivre et le cobalt. Cependant, la gestion de ces richesses n'est pas sans défis. À travers la RDC, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la Guinée, un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire des codes miniers. Les gouvernements cherchent à renégocier les accords pour augmenter leur part dans les revenus miniers, tout en se heurtant aux intérêts des entreprises multinationales qui exploitent ces ressources. Cette dynamique soulève de nombreuses questions sur la souveraineté économique, la corruption, et le développement durable.

Contexte Historique

Historiquement, les pays africains ont signé des contrats miniers souvent défavorables, motivés par l'urgence de développer leurs économies et attirer les investisseurs étrangers. Ces accords, parfois signés dans des conditions opaques, ont conduit à un déséquilibre où les États perçoivent une part minime des bénéfices générés par l'exploitation des ressources.

Exemples de renégociations récentes :

▶ **RDC :** Le gouvernement a récemment mis en lumière la nécessité de modifier le code minier de 2018, qui est jugé trop favorable aux investisseurs étrangers. Les discussions portent sur une augmentation des taxes et une meilleure régulation des activités minières.

▶ **Mali et Burkina Faso :** Les autorités cherchent à renforcer leur contrôle sur les ressources, notamment après des coups d'État qui ont modifié la dynamique politique et économique.

▶ **Niger et Guinée :** La montée des mouvements sociaux et des revendications populaires pousse les gouvernements à revoir les contrats pour répondre aux attentes de la population.

Les Enjeux Économiques

La renégociation des codes miniers est souvent perçue comme un moyen pour les États de maximiser leurs revenus. Cependant, plusieurs enjeux se posent :

1. Attraction des Investissements Étrangers : Les investisseurs craignent que des changements brusques des règles du jeu n'affectent leur rentabilité. Une approche équilibrée est essentielle pour maintenir l'intérêt des multinationales tout en protégeant les intérêts nationaux.

2. Développement Durable : Les pays doivent naviguer entre l'exploitation des ressources et la préservation de l'environnement. Les préoccupations écologiques prennent une place de plus en plus importante dans les discussions autour des codes miniers.

3. Corruption et Transparence : Les renégociations sont souvent entachées de corruption. La transparence dans les processus décisionnels est cruciale pour instaurer la confiance entre les gouvernements et la population.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

Pour que ces renégociations soient fructueuses, plusieurs actions doivent être envisagées :

▶ **Un dialogue Inclusif :** Impliquer toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, dans le processus de renégociation pour s'assurer que les accords reflètent les besoins et les préoccupations de tous.

▶ **Renforcer les capacités :** Les États africains doivent renforcer leurs capacités techniques et juridiques pour mieux négocier avec les multinationales. Cela peut inclure la formation des fonctionnaires et le recours à des experts en droit minier.

▶ **Des mécanismes de suivi :** Mettre en place des systèmes de suivi pour garantir que les entreprises respectent les engagements pris dans les nouveaux accords.

La renégociation des codes miniers en Afrique représente une opportunité cruciale pour les États de récupérer une part plus équitable des ressources naturelles. Dans un contexte mondial où la demande en minerais ne cesse d'augmenter, il est impératif que les gouvernements adoptent une approche stratégique, équilibrant développement économique, durabilité environnementale et justice sociale. Le chemin est semé d'embûches, mais un engagement vers la transparence et la bonne gouvernance pourrait transformer ces défis en opportunités.

■ M&B Magazine

KAMOA-KAKULA
LES COULISSES DE LA PLUS GRANDE FONDERIE DE CUIVRE D'AFRIQUE

La fonderie du complexe cuprifère de Kamoa-Kakula, entrée en production fin décembre 2025, a procédé à l'expédition de ses premières anodes de cuivre via le corridor de Lobito, une première qui concrétise à la fois un investissement de 1,3 milliard de dollars et une ambition industrielle portée de longue date par Kinshasa.

Présentée comme « la plus grande et la plus écologique en Afrique », la fonderie affiche une capacité de production annuelle de 500 000 tonnes d'anodes de cuivre et emploie près de 1 000 personnes, dont 90 % de Congolais formés à ses opérations. Elle s'inscrit dans un complexe qui a produit 388 838 tonnes de cuivre en 2025, générant des recettes annuelles record de 3,28 milliards de dollars.

Argument économique

La justification première de cet investissement est logistique. « Les coûts logistiques sont une partie très importante des coûts opérationnels du projet Kamoa-Kakula », explique Olivier Binyingo, président du Conseil d'administration de la joint-venture Kamoa Copper S.A. « En passant du concentré aux anodes, on divise plus ou moins les volumes par deux et donc les coûts en logistique sont également divisés par deux. »
À cet avantage économique s'ajoute une dimension environnementale que la direction du projet met en avant : une technologie de pointe permettant de limiter significativement les émissions de gaz à effet de serre, tout en réduisant le transport par camion. Des consultants indépendants, Skarn Associates de Londres, estiment que les intensités d'émissions de Kamoa-Kakula figurent parmi les plus basses au monde par tonne de métal produit.
Troisième pilier justifiant la construction de la fonderie est son alignement avec la politique gouvernementale. « La construction de la fonderie s'aligne à la politique du gouvernement de la RDC, qui souhaite qu'il y ait plus de valeur ajoutée créée sur le territoire du pays, plutôt que d'exporter des produits à moindre valeur pour être traités ailleurs », souligne Olivier Binyingo.
Défi énergétique résolu et Lobito
La réalisation d'un tel projet en RDC se heurte invariablement à la question de l'approvisionnement électrique. Kamoa Copper a contourné l'obstacle par un engagement proactif avec la Société nationale d'électricité (SNEL). « Notre contrat de financement s'élève à 450 millions de dollars. Un partenariat avec la SNEL a permis de réhabiliter la centrale hydroélectrique de Mwadingusha et d'injecter 68 mégawatts sur le réseau national. Nous avons aussi finalisé la mise en service de la turbine 5 de la centrale hydroélectrique Inga 2, et c'est cela qui a permis la mise en service de la fonderie », détaille Olivier Binyingo, à RFI.
Des travaux de renforcement de la capacité de transmission vers le Grand Katanga sont par ailleurs toujours en cours.
La dimension stratégique de l'expédition par le corridor de Lobito a pris une tournure stratégique depuis le regain d'intérêt de l'UE et des Etats-Unis pour ce couloir ferroviaire. La collaboration remonte à 2023 lorsque les premiers volumes de concentrés de Kamoa-Kakula avaient emprunté ce couloir. Pour autant, l'export d'anodes constitue une première symbolique. « C'est le corridor le plus court et le plus économique pour arriver à l'océan, comparé aux corridors traditionnels de Dar es Salam et Durban. Et, en plus de cela, plus écologique », affirme le président du Conseil d'administration.
Les volumes transitant par Lobito sont estimés entre 50 000 et 70 000 tonnes dans un premier temps, une proportion amenée à évoluer selon la montée en puissance du corridor et les arbitrages commerciaux. L'intégralité de la production ne passera pas nécessairement par cette voie. Trois acheteurs : Trafigura, Gold Mountain et CITIC Metal, sélectionnés en 2024 à l'issue d'un appel d'offres, restent maîtres d'une partie des décisions logistiques.

Des questions sur le partage des bénéfices

Sur le plan sociétal, le projet suscite une approbation nuancée. Jean-Pierre Okenda, directeur de Sentinelle des Ressources Naturelles et expert en gouvernance des ressources naturelles, reconnaît le signal positif envoyé par cette réalisation industrielle.
« Pour moi, c'est positif », confirme-t-il. Mais il pointe la limite persistante de l'intégration des communautés riveraines dans les retombées concrètes du développement. « Il faut qu'on ait aussi une possibilité de trouver des quotas pour les communautés. Il ne faut pas que les mines soient éclairées et que les communautés environnantes soient dans le noir », déclare-t-il, citant en exemple le cas de Busanga, où les riverains sont restés privés d'électricité.

Sur le plan macroéconomique, Kamoa Copper se positionne parmi les tout premiers employeurs du pays, avec 7 000 emplois directs et 10 000 indirects. La RDC, actionnaire à 20 % dans la joint-venture aux côtés du canadien Ivanhoe Mines (39,6 %) et du chinois Zijin Mining Group (39,6 %), perçoit par ailleurs des effets fiscaux que la direction qualifie de « significatifs ». Pour 2026, le complexe vise une production comprise entre 380 000 et 420 000 tonnes de cuivre, avec un coût cash estimé entre 2,20 et 2,50 dollars la livre.

■ M&B Magazine

RESSOURCES

Cartographie de ressources minières : Atlas Park décroche le marché

—

Le gouvernement congolais a signé un accord avec une société d'investissement américaine qui mènera des études géologiques basées sur l'intelligence artificielle afin d'améliorer la cartographie des ressources minérales du pays.

Dans le cadre de cet accord de cinq ans, signé lors du salon Mining Indaba au Cap, Atlas Park examinera les données historiques sur les gisements minéraux du pays et réalisera de nouvelles études géologiques. Les résultats, qui seront partagés avec le Service géologique national de la RDC, guideront les décisions d'investissement de la société. Atlas Park et Kinshasa n'ont pas divulgué la valeur de l'accord.

Un potentiel hors norme

« Nulle part ailleurs dans le monde le potentiel d'exploration n'est aussi important qu'en RDC », a déclaré Kai Han, PDG d'Atlas Park, à Semafor. « Nous voulons gagner de l'argent en investissant dans l'exploration… et pour y parvenir efficacement, nous devons créer un meilleur environnement de données. »

Sur LinkedIn, Atlas Park se présente comme un investisseur « spécialisé dans les ressources naturelles ». « Nous associons l'expertise humaine en géosciences à l'intelligence artificielle afin d'identifier des opportunités d'investissement asymétriques dans le domaine des ressources naturelles », indique la société américaine.
Cet accord s'inscrit dans une série de partenariats conclus par la RDC avec des entreprises américaines et Washington lui-même, alors que Kinshasa cherche à tirer profit de ses ressources naturelles. Selon le média américain, « le cuivre et le cobalt, dont la RDC possède de riches gisements, sont particulièrement recherchés en raison de leur utilisation dans les technologies d'IA et les énergies propres ».

M&B avec Alexis Akwagyiram, Semafor Africa

IA : BRAS DE FER AUTOUR DE LA CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS CONGOLAIS

ENTRE KOBOLD METALS, MUSÉE DE TERVUREN ET LA RDC

Des documents géologiques issus de la période coloniale belge au Congo, conservés à Bruxelles, sont au centre d'un différend entre la RDC, la Belgique et la société américaine KoBold Metals, dans un contexte de compétition accrue pour l'accès aux minerais critiques. Explications.

Ces archives, conservées au Royal Museum for Central Africa à Tervuren, près de Bruxelles, comprennent des cartes, rapports de missions et relevés établis notamment par des compagnies minières actives au Congo belge au XXe siècle. « *Là-dedans, il y a des rapports sur des substances qui, à l'époque, n'étaient pas très recherchées. Ce n'est pas le tout qui est important, mais certaines données peuvent être d'un intérêt commercial* », a déclaré Bart Ouvry, directeur de l'AfricaMuseum de Tervuren.

Ces données portent sur la géologie de la RDC, devenue deuxième producteur mondial de cuivre et détenteur d'au moins la moitié des réserves mondiales connues de cobalt, selon l'US Geological Survey.

KoBold Metals, société minière et d'intelligence artificielle soutenue notamment par Breakthrough Energy Ventures, le fonds lié à Bill Gates, a signé en juillet un accord avec le gouvernement congolais pour « *coopérer afin de fournir un accès public gratuit aux données géoscientifiques historiques* ». L'accord prévoyait le déploiement d'une équipe au musée avant le 31 juillet 2025 pour commencer la numérisation.

KoBold a « du mal à obtenir l'accès »

Jusque fin février, la société n'a pas obtenu l'accès complet aux archives d'après le Financial Times. Par la voix de son directeur pour la RDC, Benjamin Katabuka, KoBold a admis ne pas avoir « *depuis la signature de l'accord, fait de grands progrès* », ajoutant que la société avait « *du mal à obtenir l'accès* ».

Les autorités belges invoquent le statut public des documents. Un porte-parole du gouvernement cité par le quotidien économique a souligné que ces archives sont des « *archives publiques fédérales* » et que la Belgique « *ne peut accorder un accès privilégié ou exclusif à une entreprise privée étrangère avec laquelle elle n'a pas de relation contractuelle* ». Les échanges entre les deux pays sont décrits comme « *soutenus et en cours* ». Sans plus.

500 MÈTRES LINÉAIRES DE DOSSIERS PORTANT PRINCIPALEMENT SUR LA RDC AINSI QUE SUR LES ANCIENNES COLONIES BELGES

Bart Ouvry précisé que l'institution avait prévu de numériser et de rendre publiques les archives géologiques lorsque KoBold l'a approchée. « *Nous n'avons aucun intérêt à sous-traiter [ce travail]. Il est important de ne pas laisser cela se faire uniquement dans une optique minière… Notre position, dès le départ, était très claire : nous disposions d'une meilleure alternative, pas seulement pour notre institution, mais aussi pour la partie congolaise* », a-t-il poursuivi. Cela impliquait non seulement la numérisation des archives, mais aussi une collaboration à long terme avec les autorités congolaises sur des travaux de recherche.

Les archives géologiques du musée représentent environ 500 mètres linéaires de dossiers portant principalement sur la RDC ainsi que sur les anciennes colonies belges, le Rwanda et le Burundi. Les archives nationales belges conservent par ailleurs d'autres documents de l'époque coloniale.

La Belgique mène un programme alternatif de numérisation financé par l'Union européenne. Des copies numériques doivent être transmises « *dans un cadre scientifique, au fur et à mesure du traitement* » aux autorités congolaises, leur utilisation relevant ensuite « pleinement de la souveraineté » de la RDC, précise la partie belge.

« Trop protecteur »

Le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba, a reconnu auprès de FT que les autorités belges avaient été « un peu trop protecteur » au sujet des archives. « *Tout passe par notre service géologique, mais ils m'ont donné des retours très positifs, donc je n'ai pas besoin d'insister davantage* », a-t-il déclaré.

L'affaire s'inscrit aussi dans une dynamique plus large avec la ruée vers les minerais critiques, sur fond de tension entre les États-Unis et la Chine. La RDC et les États-Unis et ont tenu le 4 février la première réunion du comité de pilotage de leur Partenariat stratégique, axé sur les investissements et les minerais critiques.

Selon les premières conclusions, les sociétés américaines devraient décrocher un « accès préférentiel » aux actifs miniers congolais.

KoBold, qui utilise des algorithmes d'intelligence artificielle pour identifier de nouveaux gisements, a également obtenu plusieurs permis d'exploration de lithium en RDC. La société affirme qu'elle rendrait les données numérisées accessibles au public.

Pour Bruxelles, la priorité est de préserver le caractère scientifique, public et non exclusif des archives en « open source ».

Pour Kinshasa et les acteurs privés, ces millions de pages constituent un gisement d'informations stratégiques dans la course mondiale aux métaux essentiels aux batteries, aux technologies numériques et aux infrastructures énergétiques.

Sur les réseaux sociaux, le journaliste congolais Fiston Mahamba a relayé des extraits des réponses du musée, insistant sur le fait que « *les archives sont accessibles et des copies des pièces sont fournies sur demande* », mais que l'accès aux cartes géologiques requiert « *une lettre d'appui du gouvernement congolais lorsqu'il s'agit d'un acteur du secteur privé* ».

■ M&B Magazine

MINE

En s'emparant du zinc de Kipushi, la Gécamines devient premier exportateur du pays

La Gécamines a conclu un accord commercial avec Kipushi Corporation (KICO), la joint-venture qu'elle détient avec Ivanhoe Mines. L'opération lui donne accès à près de 50 % de la production de concentrés de zinc de la mine polymétallique de Kipushi, selon un communiqué du 3 février.

Avec une production estimée entre 240 000 et 290 000 tonnes de zinc métal contenu dans les concentrés, auxquelles s'ajoutent du germanium et du gallium, deux métaux rares à forte valeur technologique, la Gécamines devient le principal client de KICO et « le premier exportateur de zinc de la RDC ».

L'accord résulte de droits contractuels détenus par Gécamines sur la production de KICO depuis 2023. Leur activation a été rendue possible par un partenariat noué en décembre 2025 avec le négociant suisse Mercuria Energy Trading, qui apporte les capacités financières, logistiques et commerciales nécessaires à l'opération.

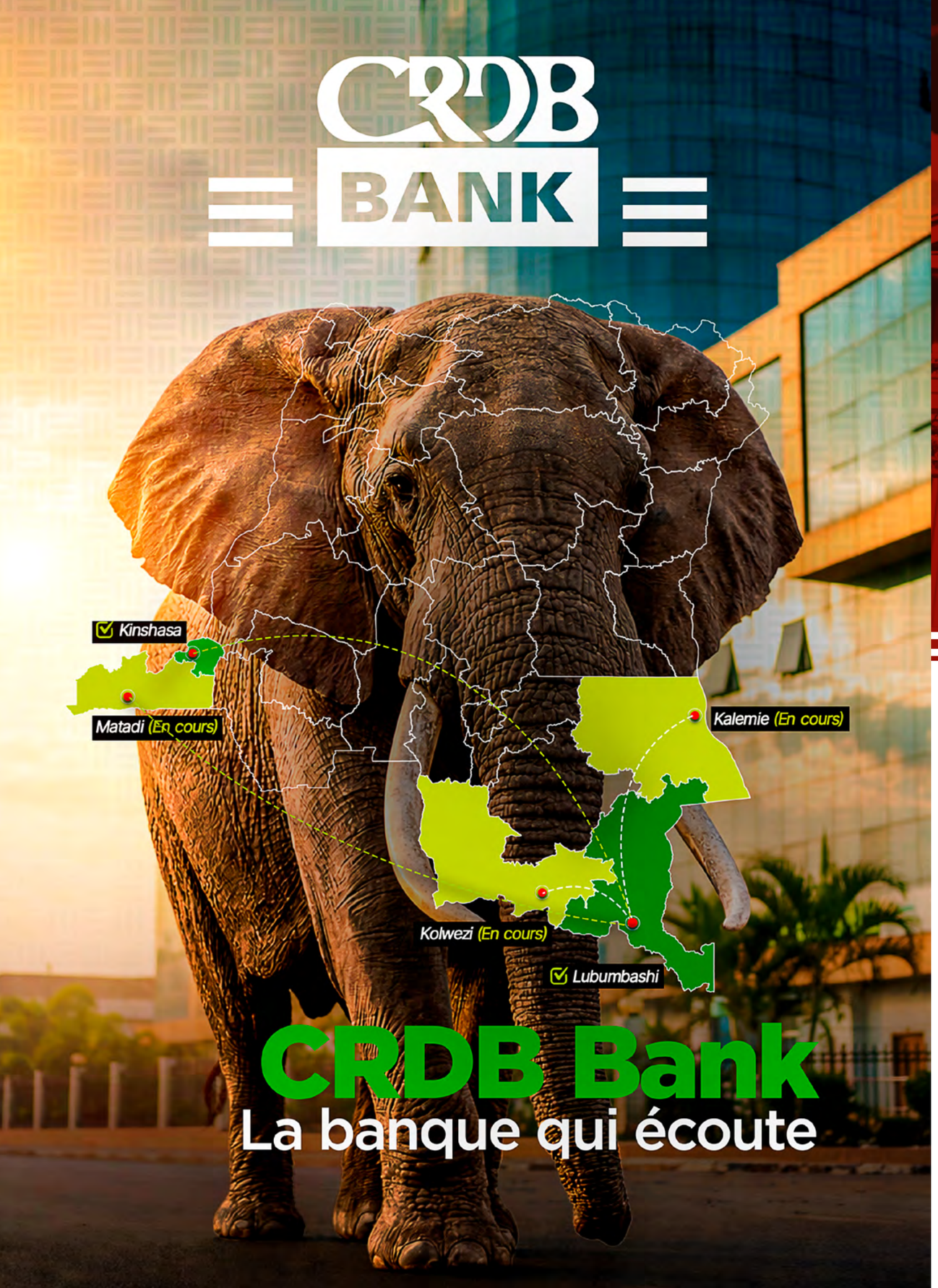
Transformation locale

« Cette opération constitue une nouvelle démonstration de la volonté de Gécamines de reprendre le contrôle sur les matières premières produites en RDC, notamment à travers ses partenariats », déclarait Placide Nkala, alors directeur général de Gécamines, avant les récents changements intervenus à la tête de l'entreprise.

L'ex-président du conseil d'administration, Guy-Robert Lukama, présentait cet accord d'offtake comme « la première étape d'une stratégie plus large dans KICO qui vise à aller vers la transformation des concentrés » de zinc, mais aussi du cuivre, du germanium et du gallium, avec l'ambition de devenir l'acheteur unique de la production de KICO.

Actuellement actionnaire minoritaire du projet Kipushi, Gécamines doit en devenir l'actionnaire majoritaire à l'issue de l'exploitation de la phase dite « Big Zinc », pour les étapes ultérieures du gisement.

■ M&B Magazine



RDC 2026

BANQUE & FINANCE

Le contexte

UN SECTEUR BANCAIRE EN PLEINE TRANSFORMATION, FACE AUX ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES ET AUX BESOINS DE LA POPULATION CONGOLAISE.

ELLEVER
ACCÉLÉRER LA PLACE DE LA FEMME DANS L'ÉCONOMIE MINIÈRE

DANS UN SECTEUR MINIER EN PLEINE TRANSFORMATION, OÙ PERFORMANCE RIME DÉSORMAIS AVEC INCLUSION ET DURABILITÉ, ECOBANK RDC AFFIRME UNE AMBITION CLAIRE : ACCOMPAGNER ACTIVEMENT LES FEMMES ENTREPRENEURES ET DIRIGEANTES DANS LEUR ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR.

« Chez Ecobank, nous sommes convaincus que l'inclusion des femmes est un levier de performance économique. À travers Ellever, nous accompagnons des entrepreneures qui interviennent déjà dans des secteurs clés tels que les services miniers, la logistique ou encore l'énergie. Notre ambition est d'amplifier cet impact, notamment dans des régions stratégiques comme le Haut-Katanga. »
Joël Kabuya, DGA Ecobank RDC

Positionnement

Lancé en République Démocratique du Congo en 2021 et renforcé en 2025 avec une version enrichie, le programme Ellever s'inscrit au cœur de la stratégie d'Ecobank visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin et à soutenir une croissance inclusive.
À travers Ellever, Ecobank propose une approche intégrée combinant solutions financières adaptées, accompagnement structuré et mise en réseau, afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures, notamment celles évoluant dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie minière et ses activités connexes.

Impact

Depuis son déploiement, le programme Ellever a déjà permis d'accompagner plus de **500 femmes** entrepreneures en RDC, avec un volume de financement dépassant **20 millions de dollars** octroyés. Ces financements ont soutenu des entreprises opérant dans des secteurs variés, notamment les services miniers, la logistique, le pétrole et gaz, la fourniture de matériel électronique, l'hôtellerie-restauration et la santé. Ecobank ambitionne d'aller encore plus loin, avec un objectif de **100 millions de dollars** de crédits à l'horizon 2030.

Approche concrète

Au-delà du financement, le programme Ellever répond de manière globale aux principaux défis rencontrés par les femmes entrepreneures : accès au financement, accès à l'information, renforcement des capacités et opportunités de réseautage. Cette approche permet de proposer un accompagnement complet, allant bien au-delà des services bancaires classiques.

Ellever en chiffres



Cible & utilité business

Ellever s'adresse aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes, aux PME intégrées dans des chaînes de valeur stratégiques ainsi qu'aux structures intégrant des femmes dans leur gouvernance. Cette flexibilité permet de soutenir des activités directement ou indirectement liées au secteur minier.

Solutions proposées

Ellever propose des solutions de financement adaptées, un accès aux marchés, des programmes de formation et mentorat, ainsi que des opportunités de réseautage. Ces leviers permettent aux entreprises d'accélérer leur croissance et de se positionner sur des marchés à fort potentiel.

En mettant Ellever au cœur de sa participation au DRC Mining Week, Ecobank confirme son positionnement en tant que partenaire engagé du développement économique inclusif en RDC. Les femmes sont aujourd'hui des actrices clés de la transformation du secteur minier et de la croissance durable du pays.



Rejoignez notre communauté Ellever maintenant ou recommandez une amie ! Visitez ecobank.com/ellever

ellever
par Ecobank

UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

CRDB BANK RD CONGO

BÂTIR UNE PLATEFORME BANCAIRE STRATÉGIQUE AU COEUR DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU SECTEUR MINIER

En République Démocratique du Congo, la pertinence bancaire se construit là où se crée la valeur économique. CRDB Bank RD Congo S.A. a fait le choix de se positionner au centre du moteur industriel du pays : la chaîne de valeur minière. Depuis l'obtention de son agrément auprès de la Banque Centrale du Congo en 2023, la banque déploie une stratégie claire pour s'implanter sur l'un des marchés les plus stratégiques du continent.

Basée à Lubumbashi et dirigée par la Directrice Générale Dr Jessica Nyachiro, l'institution structure son développement autour de solutions concrètes, centrées sur le client, avec une expansion progressive de son réseau d'agences, des canaux digitaux performants et une équipe de direction couvrant les principaux domaines de la banque, notamment la finance, le risque, le crédit, la trésorerie, la conformité, la banque des grandes entreprises, le secteur public, les PME et la clientèle de détail.

Financer tout l'écosystème minier

L'importance du secteur minier en RDC dépasse largement l'extraction. Elle englobe les sous-traitants, les transporteurs, les fournisseurs d'équipements, les exportateurs, les prestataires de services, les institutions publiques et les milliers de PME qui soutiennent l'activité. CRDB Bank RD Congo a compris qu'un financement pertinent du secteur minier suppose d'accompagner l'ensemble de cet écosystème, et pas uniquement les grandes compagnies extractives.

C'est dans cette logique que la banque met en avant des solutions adaptées aux besoins du marché local. Elle s'éloigne des offres standardisées pour privilégier une approche orientée vers les réalités opérationnelles congolaises. Son ambition est de soutenir une croissance inclusive, en facilitant l'accès au financement pour les entreprises qui gravitent autour du secteur minier et qui jouent un rôle clé dans la création de valeur.

Une banque régionale avec un avantage stratégique distinct

CRDB Bank bénéficie d'un ancrage est-africain qui lui donne un avantage stratégique important. Avant son implantation officielle en RDC, le groupe traitait déjà des transactions pour des opérateurs congolais liés aux corridors commerciaux tanzaniens. Cette expérience lui permet de comprendre les flux transfrontaliers, les exigences logistiques et les réalités du commerce régional.
La Directrice Générale Jessica Nyachiro a souligné que la RDC est un marché majeur dans les échanges avec l'Afrique de l'Est, et que la filiale congolaise entend jouer le rôle de pont entre les entreprises congolaises et celles de la région, afin de renforcer le commerce transfrontalier et l'intégration économique. Dans un pays où les flux commerciaux et miniers sont étroitement liés, cette dimension régionale constitue un avantage concurrentiel réel.
Une expansion maîtrisée et stratégique
La trajectoire de croissance de CRDB Bank RD Congo repose sur une expansion maîtrisée. La banque a choisi Lubumbashi comme base stratégique, avant d'envisager un déploiement vers d'autres pôles économiques majeurs tels que Kinshasa, Lualaba, Kasaï, Tanganyika et Kongo Central. Ce choix traduit une volonté de se rapprocher des zones de production, des corridors logistiques et des centres de décision économiques
En parallèle, l'investissement digital occupe une place centrale dans son modèle. La banque développe des services de mobile banking, internet banking et agency banking pour élargir l'accès aux services financiers. Dans le contexte congolais, cette stratégie est essentielle pour toucher des clients dispersés géographiquement, notamment dans les zones liées aux activités minières et commerciales.

Un leadership orienté développement

Au-delà de la stratégie commerciale, CRDB Bank RD Congo met en avant un leadership engagé. La reconnaissance accordée à Jessica Nyachiro pour son action en faveur de l'autonomisation des femmes entrepreneures illustre une vision qui dépasse la seule rentabilité financière. La banque affirme vouloir soutenir les femmes, les jeunes et les PME comme moteurs de croissance inclusive. Cette orientation est particulièrement pertinente dans l'économie minière congolaise, où la création de valeur durable dépend aussi de l'intégration des fournisseurs locaux, des entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, ainsi que des prestataires de services dans le circuit financier formel.

Un engagement ESG affirmé

CRDB Bank RD Congo inscrit son action dans une logique sociale, environnementale et de gouvernance. Sur le plan environnemental, elle dit accompagner la transition énergétique et financer des technologies plus propres, tout en évaluant l'impact des projets soutenus. Sur le plan social, elle développe des partenariats pour renforcer le contenu local, soutenir la sous-traitance congolaise et favoriser l'inclusion financière. Sur le plan de la gouvernance, elle met en avant la transparence, la conformité et la rigueur dans la gestion des flux financiers.

Cette approche ESG renforce la crédibilité de la banque auprès des investisseurs, des partenaires et des acteurs publics, dans un environnement où la confiance est un facteur décisif.

Une banque en construction, déjà stratégique

Bien que récente, CRDB Bank RD Congo a déjà posé des bases solides : agrément obtenu, ancrage à Lubumbashi, leadership structuré, vision régionale affirmée et développement simultané du réseau physique et des services digitaux. Ces fondations lui permettent de viser plus qu'une simple présence sur le marché : elle cherche une véritable pertinence stratégique.
Dans la chaîne de valeur minière congolaise, cette ambition fait la différence. La banque de demain ne sera pas seulement jugée à la taille de son bilan, mais à sa capacité à comprendre les écosystèmes, à accompagner les flux commerciaux et à financer durablement l'économie réelle. CRDB Bank RD Congo s'inscrit pleinement dans cette dynamique.

■

UN PONT ENTRE LES ENTREPRISES CONGOLAISES ET CELLES DE LA RÉGION



Entretien avec

JESSICA NYACHIRO

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE CRDB BANK DRCONGO SA

M&B : Qui êtes-vous Jessica ?

Jessica NYACHIRO : je suis une femme engagée, mère de trois enfants, leader et défenseure de l'impact social dans ma communauté.

CRDB Bank a décidé de s'implanter en RDC : pourquoi ce choix ?

La RDC a été choisie pour son potentiel, ses relations diplomatiques solides avec la Tanzanie, et l'important commerce entre nos deux pays. Avec des similitudes culturelles, notamment l'usage du swahili, l'expansion en RDC permet de renforcer nos liens en matière de commerce et de soutien aux aspirations des populations.

Pourriez-vous nous parler de l'impact social de la banque et plus spécifiquement, comment la banque soutient-elle les femmes au sein de l'institution ?

Nous avons trois piliers pour soutenir les femmes. D'abord, au sein de CRDB Bank, nous visons un équilibre de genre de 50-50. Nous investissons dans des programmes de formation pour préparer les femmes à des rôles de leadership. Deuxièmement, nous développons des produits financiers adaptés aux femmes. Par exemple, le compte Malkia, sans frais et avec des avantages de prêt allant jusqu'à 80 % de l'épargne.
Nous offrons également des prêts pour les PME, un financement hypothécaire et des solutions de financement de commandes. Nous comprenons que les femmes ont des besoins financiers spécifiques, qu'elles soient professionnelles ou entrepreneuses.

Parlons de l'engagement communautaire de la banque à Lubumbashi

Notre responsabilité sociale d'entreprise se concentre sur la santé, l'éducation, l'environnement et l'entrepreneuriat. À travers le Marathon de la Banque CRDB, nous collectons des fonds pour améliorer l'accès aux soins de santé, notamment pour les femmes et les enfants. Nos efforts ont bénéficié à des institutions telles que l'Hôpital Jason Sendwe et l'Hôpital Militaire de Garnison.

Un dernier mot ?

L'autonomisation des femmes est un parcours. Il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'égalité des opportunités. Cela nécessite l'implication de tous, car il ne s'agit pas seulement d'une question de femmes, mais d'équité pour l'humanité. Nous avons tous un rôle à jouer pour soutenir les femmes et leurs initiatives de développement, afin de bâtir la société que nous souhaitons.

« FINANCER PLUS DE PME CONGOLAISES, RENFORCER LA PRODUCTION LOCALE ET FAVORISER DES EMPLOIS DURABLES »

■ Entretien recueilli par M&B,
26 mars 2026

QUELS CHANGEMENTS POUR L'AVENIR DU SECTEUR BANCAIRE EN RDC ?

LE SYSTÈME BANCAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) S'ARTICULE AUTOUR DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC) ET DE 18 BANQUES COMMERCIALES, DESSERVANT UN MARCHÉ D'ENVIRON 70 MILLIONS DE PERSONNES. CE PAYSAGE FINANCIER EST ÉGALEMENT ENRICHI PAR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT, 10 COMPAGNIES D'ASSURANCE, 3 INSTITUTIONS FINANCIÈRES SPÉCIALISÉES, DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE, DES SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT ET UNE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT, LA SOFIDE.

Politique Monétaire et Inflation

En janvier 2025, un rapport du Fonds Monétaire International (FMI) a souligné que la Banque Centrale du Congo (BCC) a maintenu une politique monétaire stricte pour combattre l'inflation, qui a considérablement diminué en 2024. Les autorités prévoient de continuer à renforcer les réserves internationales et d'améliorer la transmission de la politique monétaire pour atténuer les pressions sur le marché des changes.

À LA FIN DE 2025, LE CRÉDIT AU SECTEUR PRIVÉ EN DOLLARS AMÉRICAINS A ENREGISTRÉ UNE CROISSANCE DE 20%

État du Secteur Bancaire

À la fin de 2025, le crédit au secteur privé en dollars américains a enregistré une croissance de 20%, un ralentissement par rapport aux 23% de 2024. Les dépôts en USD ont également augmenté, atteignant 18%, tandis que les dépôts en monnaie locale ont rebondi avec une augmentation de 6%. La rentabilité des banques reste solide, avec une hausse des revenus d'intérêts à 42% à la fin de 2025, grâce à des taux d'intérêt plus élevés et une expansion continue du crédit. Les prêts non productifs ont diminué, tombant à 6% du total des prêts.

Solvabilité et Dollarisation

La majorité des banques ont respecté le ratio de solvabilité de 10%, et leurs fonds propres ont augmenté de 13% en un an. La dollarisation du système financier se poursuit, avec 92% des dépôts et 98% des prêts en dollars américains, par rapport à 91% et 97% l'année précédente.

Évaluation de la Note de Crédit

La note de crédit de la RDC a continué d'évoluer, passant de 5,5 à 6,0 entre 2023 et 2024, selon Bloomfield. Ce changement est attribué à la révision du code minier en 2018, augmentant le taux de rachat de 40% à 60%. Les dépôts ont ainsi atteint 11,5 milliards de dollars en 2025.

Dynamisme du Secteur

Avec un des taux de croissance les plus élevés de la région, la RDC a gagné 50 points de base en un an. Ce dynamisme est reconnu par l'ambassade des États-Unis, qui décrit le secteur comme « entièrement ouvert à la concurrence ».

Performances des Banques

EquityBCDC a terminé 2024 avec une croissance de 40% de son portefeuille de crédit, affichant un bénéfice net après impôts de 120 millions USD. Son total de bilan a progressé de 50% en monnaie locale. Le marché bancaire congolais, encore peu développé avec seulement 10% de la population ayant un compte bancaire, est dominé par EquityBCDC et Rawbank, qui détiennent ensemble 60% des actifs bancaires.

RAWBANK

Avec 300 distributeurs automatiques, Rawbank a enregistré plus de 10 millions de transactions en 2024, pour un montant total de 2,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 45%.

Réseaux Bancaires et Agences

En 2025, la RDC compte 500 agences bancaires et distributeurs automatiques, dont 45% sont à Kinshasa. Les provinces du Haut-Katanga (15%), du Congo-Central (11%) et du Nord-Kivu (8%) suivent. TMB, Rawbank et EquityBCDC détiennent respectivement 24%, 22% et 18% des agences.

Diversification et Financement

La BCC a révisé son taux d'intérêt directeur, le portant à 30% fin 2024. Les banques se diversifient de plus en plus. En 2024, Rawbank a accordé 1,8 milliards de dollars de crédits aux entreprises minières. Afreximbank a également accordé une facilité de crédit commercial de 150 millions de dollars à Rawbank.

Besoin de Transparence et Problématiques

En 2024, les prêts bancaires en RDC ont été principalement dirigés vers les secteurs « autres » (30%) et « minier » (25%). Toutefois, un besoin de transparence dans les restructurations de crédit et une amélioration du marché interbancaire sont cruciaux pour renforcer la résilience des banques. En outre, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique, de 6,2% à 5,8% pour 2025, en raison d'une demande réduite pour les produits miniers exportés. ■

EQUITYBCDC

À la fin de 2024, l'exposition par secteurs d'activités est principalement concentrée sur l'industrie minière (30%), les ménages (22%), le commerce (18%) et les services (15%).

FIRSTBANK DRC : UN PARTENAIRE BANCAIRE AU SERVICE DU SECTEUR MINIER ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

Kinshasa En République Démocratique du Congo, où le secteur minier constitue un pilier stratégique de l'économie, les besoins en solutions financières fiables et performantes sont en constante évolution. Dans ce contexte, FirstBank DRC s'impose comme un partenaire bancaire de référence, en alliant expertise sectorielle et innovation digitale.

Une expertise dédiée aux enjeux du secteur minier

Fortement engagée auprès des entreprises minières, FirstBank DRC propose un accompagnement adapté aux réalités de l'industrie extractive. Grâce à son appartenance à un groupe bancaire international, la banque met à disposition des solutions robustes pour soutenir les opérations locales et internationales.
Les acteurs du secteur bénéficient de services sur mesure couvrant le financement de projets, la gestion des flux financiers transfrontaliers, les opérations de change ainsi que la sécurisation des transactions. La banque intervient également dans la structuration financière des investissements et l'optimisation des opérations complexes.
Face à des enjeux spécifiques tels que la volatilité des marchés, l'intensité capitalistique des projets ou encore les exigences réglementaires, FirstBank DRC se distingue par sa capacité à offrir des solutions adaptées et un accompagnement stratégique, faisant d'elle un partenaire de confiance pour les opérateurs miniers en RDC.

Une transformation digitale au service de la performance

En parallèle, FirstBank DRC a engagé une modernisation progressive de ses services afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle de ses clients. À travers ses plateformes digitales, la banque permet aux entreprises comme aux particuliers d'effectuer leurs opérations à distance : consultation de comptes, virements, paiements et gestion de trésorerie.
Ces solutions contribuent à optimiser les délais de traitement, à renforcer la traçabilité des opérations et à répondre aux exigences de sécurité, dans un environnement où la rapidité et la fiabilité des transactions sont essentielles.
Au-delà de l'innovation technologique, cette dynamique s'inscrit dans une volonté de rapprocher les services bancaires des utilisateurs et de soutenir l'inclusion financière à l'échelle nationale.

Une vision orientée croissance

En combinant expertise sectorielle et innovation, FirstBank DRC affirme son ambition de contribuer activement au développement du secteur minier et, plus largement, à la croissance économique du pays.
Dans un environnement en mutation, la banque se positionne comme un acteur capable d'accompagner durablement les entreprises, en proposant des solutions adaptées aux enjeux actuels tout en anticipant les besoins futurs. ■



POUR STRUCTURER SON MARCHÉ DES CHANGES, LA BCC MISE SUR BLOOMBERG FXGO

LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC) S'APPRÊTE À DOTER LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES CHANGES D'UNE INFRASTRUCTURE ÉLECTRONIQUE DE NÉGOCIATION, AVEC LE LANCEMENT EN PHASE BÊTA DE BLOOMBERG FXGO DRC.

Le gouverneur André Wameso a présidé, fin février, une réunion de travail réunissant des représentants de Bloomberg UK et des banques commerciales opérant en RDC, marquant le coup d'envoi d'une période de test d'une durée de six semaines. Le déploiement officiel de la plateforme est attendu dans un délai de deux mois, soit vers avril 2026.
Au cœur du dispositif figure le module B-Match, un carnet d'ordres anonyme permettant aux banques participantes de confronter leurs offres et demandes de devises sans identification préalable des contreparties. Pendant la phase bêta, les établissements sont invités à « évaluer la robustesse, la fiabilité et les performances du système » avant son passage en production.

Dans sa version opérationnelle, la plateforme devra offrir à la BCC des outils de surveillance et de supervision des transactions en temps réel, renforçant ainsi sa capacité à suivre la formation des taux sur le marché interbancaire.

Dysfonctionnements du marché

Le projet s'inscrit dans une démarche de correction des dysfonctionnements observés sur le marché congolais des changes. Dans un entretien accordé en octobre 2025 à Radio Top Congo, le gouverneur Wameso avait pointé la dispersion des taux pratiqués par les banques commerciales et le déficit de transparence dans la confrontation entre acheteurs et vendeurs de devises comme les principaux maux à traiter. Il avait alors indiqué que la connexion des banques commerciales au système Bloomberg constituait la réponse structurelle envisagée par l'institution, selon Bankable Africa.
Bloomberg FXGO est déjà déployé sur d'autres marchés émergents. En décembre 2024, la Banque centrale du Nigeria avait annoncé l'adoption du même module B-Match pour l'organisation de son marché interbancaire, dans le cadre de réformes visant à améliorer la découverte des prix et la transparence des échanges en naira. Sur le plan international, la plateforme Bloomberg FXGO est décrite par son éditeur comme une « solution multi-bancaire donnant accès à la liquidité en continu ou par demande de cotation, couvrant les opérations au comptant ainsi que plusieurs instruments dérivés ».
La BCC n'a pas encore précisé quelles fonctionnalités seront retenues dans le cadre congolais, au-delà du module d'appariement interbancaire.

LA PLATEFORME DEVRA OFFRIR À LA BCC DES OUTILS DE SURVEILLANCE ET DE SUPERVISION DES TRANSACTIONS EN TEMPS RÉEL

■ M&B Magazine

LA BCC SE POSITIONNE EN *« PRINCIPAL ACHETEUR DE L'OR ARTISANAL VIA DRC GOLD TRADING »* POUR SES RÉSERVES MONÉTAIRES

La Banque centrale du Congo (BCC) a signé un partenariat stratégique avec DRC Gold Trading SA en vue d'acheter de l'or issu de l'exploitation artisanale pour constituer ses réserves monétaires, une première pour la RDC, qui ne détient actuellement aucun stock d'or officiel.

« Par cet acte, la BCC renforce la constitution de ses réserves en or monétaire », indique l'institution, évoquant une « souveraineté financière accrue », une « stabilité du franc congolais renforcée » et une « résilience face aux chocs extérieurs ».
L'accord a été signé le 20 février par le gouverneur André Wameso, en présence de la ministre du Portefeuille Julie Mbuyi Shiku, selon un communiqué publié par la BCC sur X.
Selon un article de Bloomberg, la banque centrale entend devenir « le principal acheteur » de l'or produit par les creuseurs artisanaux via DRC Gold Trading, société publique lancée il y a trois ans sous le nom de Primera pour mieux capter les revenus du secteur informel.

« Principal off-taker de l'or »

« La banque centrale s'engage à se positionner comme le principal off-taker de l'or produit par nos creuseurs artisanaux via DRC Gold Trading », a déclaré André Wameso dans une vidéo vue par M&B Magazine.
Des milliards de dollars d'or congolais, souvent extrait dans les provinces de l'Est, sont chaque année exportée illégalement vers des pays voisins, puis vers Dubaï, selon le gouvernement et des experts des Nations unies cités par Bloomberg.
DRC Gold Trading vise une production pouvant atteindre 18 tonnes cette année, soit près de 3 milliards de dollars aux cours actuels, selon son directeur général, Joseph Kazibaziba interrogé par Bloomberg en janvier.

DRC GOLD TRADING VISE UNE PRODUCTION POUVANT ATTEINDRE 18 TONNES CETTE ANNÉE, SOIT PRÈS DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS

Dans une déclaration en lingala, André Wameso a expliqué que la BCC souhaite acheter cet or « non pour le vendre, mais le stocker pour en faire notre réserve internationale de la RDC ».
« Le travail du Congolais renforcera ainsi la stabilité de la monnaie et offrira au pays le moyen d'avoir des réserves qui peuvent aider en cas de besoin ou en période de crise », a-t-il affirmé. Il a souligné que cette démarche « n'est pas seulement une question de la BCC, mais de tout Congolais ».
« La détention de l'or monétaire permettra à la BCC de sécuriser les réserves contre l'inflation et les crises géopolitiques. Elle offrira une valeur refuge sans risque de contrepartie, grâce à une diversification des réserves de change, atténuera les risques liés à la dévaluation des devises fiduciaires et renforcera la confiance dans la monnaie nationale », précise le communiqué de l'instance financière.

Le gouverneur avait indiqué en août être en discussions pour la construction d'une raffinerie nationale afin de renforcer les réserves et soutenir le franc congolais. Ni la vidéo ni le communiqué de la BCC ne précisent les modalités financières du partenariat.

■ M&B Magazine

RDC : RAWBANK OBTIENT UN FINANCEMENT MAJEUR MENÉ PAR LA SFI, SOUTENU PAR D'AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS

RAWBANK, LA PRINCIPALE BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC), A RÉCEMMENT ANNONCÉ UN FINANCEMENT SIGNIFICATIF DE « 265 MILLIONS DE DOLLARS », ORCHESTRÉ PAR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI), AVEC LE SOUTIEN DE PARTENAIRES TELS QUE PROPARCO, BRITISH INTERNATIONAL INVESTMENT, LE FONDS ECO. BUSINESS ET LE FONDS OPEP POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

Ce financement vise à dynamiser le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), renforcer la croissance du secteur privé et encourager la création d'emplois à travers le pays.

Un signal fort pour la résilience financière et la croissance

Cet accord, le plus important jamais réalisé par l'IFC pour une institution financière en RDC, permettra à Rawbank d'augmenter ses prêts destinés aux PME, aux secteurs stratégiques et aux entrepreneurs. L'objectif est d'améliorer la création d'emplois, la productivité et la compétitivité à long terme. De plus, cette initiative contribuera à l'inclusion financière et à la transformation numérique et durable de l'économie congolaise.

Mustafa Rawji, directeur général de Rawbank, a déclaré : « Cette opération représente une allocation stratégique de capital international vers une banque locale reconnue pour sa capacité à transformer des ressources en financements productifs. Notre but est clair : financer plus de PME congolaises, renforcer la production locale et favoriser des emplois durables. »

Mary Porter Peschka, directrice de la division Afrique de l'Est de l'IFC, a ajouté : « Ce programme de financement ouvrira des perspectives pour au moins 1 500 PME supplémentaires dans les quatre prochaines années, favorisant leur innovation et leur développement. C'est un pas significatif vers une économie plus inclusive et compétitive. »

« FINANCER PLUS DE PME CONGOLAISES, RENFORCER LA PRODUCTION LOCALE ET FAVORISER DES EMPLOIS DURABLES »

Un partenariat pour l'impact

Les différents partenaires impliqués apportent des expertises variées :

▶ **Michael Evers**, président du conseil d'administration du Fonds eco.business, a souligné l'importance de renforcer les pratiques agricoles durables.

▶ **Mehdi Tanani**, directeur régional de Proparco, a noté que soutenir Rawbank améliore l'accès au financement pour les PME locales, essentielles pour la croissance durable.

▶ **Chris Chijiutomi**, directeur général de BII, a affirmé que l'investissement dans Rawbank vise à construire un écosystème financier plus résilient.

▶ **Khalid Khadduri**, vice-président du secteur privé au Fonds OPEP, a précisé que cette collaboration renforce Rawbank dans sa capacité à financer les PME congolaises.

Structure de financement

La structure de ce financement se compose d'une facilité de crédit senior de 165 millions de dollars, dont 50 millions de dollars proviennent directement de l'IFC, qui mobilise également 15 millions de dollars de partenaires. Les principaux contributeurs incluent :

▶ Proparco : 50 millions de dollars
▶ Fonds Eco.Business : 20 millions de dollars
▶ Fonds OPEP : 20 millions de dollars
▶ British International Investment (BII) : 25 millions de dollars.

De plus, un accord de partage des risques de 100 millions de dollars a été établi entre l'IFC et Rawbank, permettant à l'IFC de couvrir 50 % de l'exposition.

Soutien à l'innovation et à la durabilité

Ce financement permettra à Rawbank d'élargir ses activités de prêt, en se concentrant sur des secteurs tels que les télécommunications et les biens de consommation courante. L'IFC fournira également des services de conseil pour renforcer l'expertise de Rawbank en matière de financement climatique et de solutions adaptées au secteur agricole, tout en soutenant les femmes entrepreneurs.

Le rôle de l'IFC

L'IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus grande institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Son portefeuille en RDC s'élevait à 370 millions de dollars à la fin de 2025, principalement dans les secteurs des télécommunications et des finances, avec des projets d'expansion dans l'énergie, l'agriculture et l'industrie manufacturière.

À propos des partenaires

Rawbank, avec un actif total de 6,8 milliards de dollars, est la première banque de la RDC, offrant des services financiers modernes à plus de 500 000 clients. Elle a été reconnue pour ses performances par plusieurs prix, dont le African Banker Award.

Proparco, filiale de l'Agence française de développement, collabore avec le secteur privé pour des solutions durables, tandis que British International Investment se concentre sur l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement. Le Fonds OPEP et le Fonds eco.business soutiennent respectivement des projets de développement et des pratiques commerciales durables.

Ce partenariat entre Rawbank et plusieurs institutions internationales démontre un engagement commun à construire une économie plus résiliente et inclusive en RDC, en renforçant le financement des PME et en favorisant des pratiques durables. ■

LA SOFIBANQUE, LE PARTENAIRE CLÉ DU SECTEUR MINIER EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

FONDÉE EN 2010 À KINSHASA, LA SOFIBANQUE EST AUJOURD'HUI L'UNE DES PRINCIPALES BANQUES COMMERCIALES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. ELLE S'EST IMPOSÉE COMME UN PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE POUR LES ENTREPRISES, LES INSTITUTIONS ET LES PARTICULIERS, EN S'APPUYANT SUR UN MODÈLE FONDÉ SUR LA PROXIMITÉ, LA RÉACTIVITÉ ET LE SUR-MESURE.

La Sofibanque propose une gamme complète de services bancaires couvrant les besoins de financement, de gestion de trésorerie, de commerce international et de solutions digitales, avec une forte capacité d'adaptation aux spécificités de ses clients.
Forte d'une croissance soutenue depuis sa création il y a 15 ans, la banque affiche des fondamentaux solides.

Un partenaire clé du secteur minier

Le secteur minier constitue l'un des principaux moteurs de croissance économique du pays et la Sofibanque joue un rôle de premier plan dans le financement et l'accompagnement des acteurs de la filière.
Au-delà du financement, la Sofibanque intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en proposant des solutions adaptées aux besoins spécifiques des opérateurs : facilitation des opérations de commerce international, gestion des flux financiers complexes, accompagnement des sous-traitants et services de paiement sécurisés.
Dans un environnement exigeant, marqué par des enjeux de conformité, de traçabilité et de structuration, la Sofibanque s'appuie sur une expertise locale forte et des standards internationaux élevés pour sécuriser les opérations et soutenir le développement du secteur.
Elle accompagne également la montée en puissance d'un tissu local de PME et de sous-traitants, contribuant ainsi à une meilleure intégration du secteur minier dans l'économie nationale.

Une banque engagée pour le développement économique

La Sofibanque soutient activement les initiatives créatrices de valeur et favorisant l'inclusion financière. Elle accompagne aussi bien les grandes entreprises que les PME, tout en développant des solutions sur-mesure et innovantes pour répondre aux enjeux de bancarisation.
La banque poursuit sa transformation digitale et renforce en continu ses standards de gouvernance, de conformité et de gestion des risques, afin d'offrir à ses clients des services performants, sécurisés et adaptés à leurs besoins. ■





Chez SUNU, nous reconnaissons le rôle essentiel du secteur minier en tant que pilier de notre économie. C'est pourquoi nous mettons à votre disposition des solutions d'assurance sur mesure, conçues pour protéger efficacement vos infrastructures, vos engins de chantier, vos flottes logistiques ainsi que votre responsabilité civile dans le cadre de vos activités extractives.



Notre métier, l'assurance. | SUNU ASSURANCES RDC



Le contexte

« DÉVELOPPER EN RDC LA CULTURE DES ASSURANCES »

« IL FAUT TRAVAILLER SUR LA SENSIBILISATION ET LA VULGARISATION, C'EST-À-DIRE DÉVELOPPER LA CULTURE DES ASSURANCES ».

LE SECTEUR DE L'ASSURANCE EN RDC, OUVERT AUX ENTREPRISES PRIVÉES DEPUIS 2018, EST EN PLEINE MUTATION. HISTORIQUEMENT SOUS-DÉVELOPPÉ, IL A CONNU DES AVANCÉES SIGNIFICATIVES GRÂCE À UNE SENSIBILISATION ACCRUE À L'IMPORTANCE DE L'ASSURANCE ET UNE DIVERSIFICATION DES PRODUITS PROPOSÉS.

La libéralisation du secteur, officialisée par la loi portant Code des assurances en 2015, a abouti à la création de l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (ARCA) en 2017. Actuellement, le marché se compose de sept sociétés d'assurance non-vie, quatre sociétés d'assurance-vie, deux compagnies de réassurance, et une trentaine de courtiers.

Cependant, le marché fait face à plusieurs défis, comme un faible taux de pénétration de l'assurance, le besoin d'améliorer la réglementation et la nécessité d'éduquer financièrement les consommateurs. Les infrastructures limitées et la situation économique du pays continuent également d'entraver le développement du secteur.

Les compagnies d'assurance locales s'orientent désormais vers une diversification de leurs offres, incluant des produits tels que l'assurance santé, l'assurance automobile, et l'assurance agricole. L'essor des technologies financières (fintech) ouvre également de nouvelles perspectives pour améliorer l'accès et l'efficacité des services d'assurance.

PANORAMA DU SECTEUR

Croissance du marché

▶ Le marché des assurances continue de croître, avec des projections indiquant une augmentation significative des primes émises, visant 1 milliard USD d'ici 2028.
▶ La libéralisation du secteur a permis l'entrée de nouvelles compagnies, stimulant la concurrence.

Diversifier les produits

▶ Les compagnies d'assurance se diversifient pour répondre aux besoins spécifiques de la population, notamment
▶ Assurance santé
▶ Assurance automobile
▶ Assurance agricole
▶ La création de produits adaptés aux risques locaux, comme les catastrophes naturelles et les pertes agricoles, devient courante.

Les technologies financières (Fintech)

▶ L'essor des fintechs facilite l'accès aux services d'assurance grâce à des plateformes numériques, rendant les produits plus accessibles et améliorant l'efficacité des processus.
▶ Les applications mobiles et les paiements en ligne sont de plus en plus utilisés pour souscrire des polices et traiter des réclamations.

L'éducation financière

▶ Une prise de conscience croissante de l'importance de l'assurance incite les compagnies et l'ARCA à investir dans l'éducation financière pour sensibiliser le public.
▶ Des campagnes de sensibilisation visent à développer une culture des assurances parmi la population.

Renforcer la Réglementation

▶ L'ARCA met en place des mesures pour renforcer la réglementation et la supervision du secteur, afin d'assurer la protection des consommateurs et la stabilité du marché.
▶ L'accent est mis sur le contrôle des assurances obligatoires et la mise en œuvre de mécanismes modernes de régulation.

EN 2025, L'ARCA VISAIT UN VOLUME DE « 600 MILLIONS USD ».

Les partenariats stratégiques

▶ Les compagnies d'assurance établissent des partenariats avec des institutions financières et des organisations non gouvernementales pour élargir leur portée et améliorer l'accès aux services.

En 2025, le marché a enregistré un volume de primes émises d'environ 600 millions USD, avec une prévision d'atteindre 1 milliard USD d'ici 2028. Ce chiffre représente une forte croissance par rapport aux 287 millions USD de 2022.

« Nous avons vu une progression impressionnante. Avant la libéralisation, le marché était estimé à seulement 70 millions USD. Entre 2019 et 2022, nous sommes passés à 287 millions USD. En 2023, le marché était évalué à 320 millions USD, et nous visons les 500 millions USD en 2025 », avait déclaré M. Kaninda Ngalula.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'ARCA met en œuvre plusieurs stratégies. Il est crucial de travailler sur la sensibilisation et la vulgarisation des produits d'assurance. M. Kaninda souligne qu'il est essentiel de répondre aux préoccupations qui ont freiné le secteur pendant des décennies de monopole.

L'ARCA s'engage à établir des mécanismes de contrôle rigoureux, notamment pour les assurances obligatoires, et à renforcer le cadre réglementaire. « Nous avons commencé à collaborer avec les douanes pour garantir le respect des obligations d'assurance, y compris pour l'assurance automobile », a-t-il ajouté.

Les compagnies d'assurance locales s'orientent vers une diversification de leurs offres. L'essor des technologies financières (fintech) ouvre également de nouvelles perspectives pour améliorer l'accès et l'efficacité des services d'assurance.

Le secteur des assurances en RDC est aujourd'hui à un tournant crucial, avec des opportunités de croissance et d'innovation. Cependant, il reste confronté à des défis tels que la nécessité d'améliorer l'infrastructure, la réglementation et l'éducation des consommateurs. ■





Le contexte

DES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES FAVORABLES ET UNE CROISSANCE RÉELLE AU-DESSUS DE 5 %. LES FRAGILITÉS STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE PERSISTENT, PORTÉES PAR LA GUERRE À L'EST ET LA FORTE DÉPENDANCE AU SECTEUR EXTRACTIF.

À LA CROISÉE DES CHEMINS

La République démocratique du Congo est entrée en 2026 sur un bilan contrasté : plusieurs indicateurs macroéconomiques sont favorables avec un produit intérieur brut attendu autour de 84,8 milliards USD (215,8 milliards en parité de pouvoir d'achat) et une croissance réelle projetée au-dessus de 5 % tandis que des fragilités structurelles persistent, portées par l'instabilité à l'Est, la forte dépendance au secteur extractif et des tensions sur les finances publiques.

Politique minière et trajectoire monétaire
Le gouvernement a adopté en octobre 2025 un régime de quotas d'exportation pour le cobalt fixé à 96 600 tonnes par an pour 2026-27, soit près de la moitié des volumes exportés en 2024 (~199 000 t), mesure destinée à soutenir les cours au prix d'un recul des volumes. Sur le front monétaire, le franc congolais s'est nettement raffermi en 2025 (près de +29 % sur le marché indicatif sur un an) tandis que l'inflation a fortement ralenti (autour de +1,5 % en cumul annuel fin novembre). La Banque Centrale du Congo a mis en avant une mobilisation fiscale en légère hausse, mais le ministère des Finances a contesté l'interprétation de ces chiffres, dénonçant un cadrage fondé sur des recettes cumulées incluant des avances fiscales.

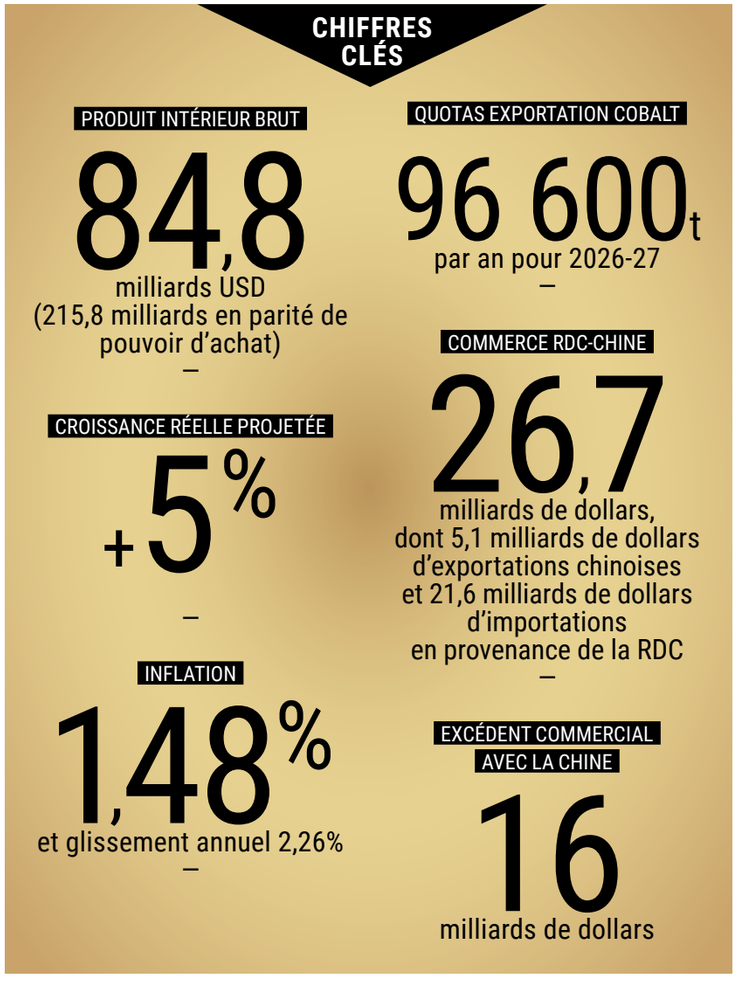
Cet épisode de décembre 2025 a mis à jour les risques et le défi de coordination. Les atouts que sont : ressources, reprise des services et numérique, recettes minières, cohabitent avec des risques majeurs : pression budgétaire liée à la masse salariale, vulnérabilité externe et incertitudes sécuritaires dans l'Est. Les experts insistent sur la nécessité d'une coordination claire entre politique monétaire et politique budgétaire pour transformer la dynamique actuelle en croissance durable et inclusive, sans perdre de vue la protection du pouvoir d'achat des ménages.
L'économiste Jean-Paul Tsasa (CIREM) insiste sur la coordination entre BCC et Trésor pour maintenir la cohérence macroéconomique, notant que « la performance apparente n'est pas toujours la performance réelle ». La réalité des faits est toutefois favorable à la stabilisation : l'année 2025 a vu le CDF s'apprécier de près de 30 % par rapport à fin 2024 (environ +29,04 % sur le marché indicatif et +27,72 % au parallèle). Cette vigueur monétaire a coïncidé avec une forte décélération de l'inflation, le taux hebdomadaire est tombé à +0,03 % fin novembre, soit +1,48 % en cumul annuel et seulement +2,26 % en glissement annuel (contre ~10,8–13,1 % un an plus tôt), traduisant un climat de stabilité macroéconomique renforcée.

Appréciation de 30% face au dollar en 2025

Dieudonné Fikiri Alimasi wa Asan, vice-gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), fait état d'une économie bénéficiant des « effets de l'actualisation du taux de change appliqué sur la réserve obligatoire cristallisée » et d'un « renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques ». Cette dynamique contribuerait à la stabilité observée sur les marchés des changes et des biens et services.
Les données présentées montrent une tendance inflationniste contenue. Le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,03% lors de la troisième semaine de novembre. En cumul annuel, l'inflation atteint 1,48% et en glissement annuel 2,26%, des niveaux significativement inférieurs à ceux de la même période en 2024 (10,84% et 13,14% respectivement).
Sur le marché des changes, le franc congolais affiche une performance notable sur un an. Par rapport à fin décembre 2024, la monnaie nationale s'est appréciée de 29,04% sur le marché indicatif et de 27,72% sur le marché parallèle. Sur une base hebdomadaire, le CDF a enregistré une légère dépréciation de 0,54% à l'indicatif, tandis qu'il gagnait 0,03% au parallèle. Fin 2025, le taux de change indicatif s'est établi à 2 100 CDF le dollar américain, contre 2 600 en 2023.

Chine-RDC : route solide

La RDC est tombée à la troisième place parmi les principaux partenaires commerciaux africains de la Chine en 2025, avec un commerce totalisant 26,7 milliards de dollars, dont 5,1 milliards de dollars d'exportations chinoises et 21,6 milliards de dollars d'importations en provenance de la RDC.
Le commerce sino-congolais n'a progressé que de 3,1 % en 2025, perdant son élan de 2024, année au cours de laquelle les relations commerciales avaient connu une croissance exceptionnelle de 38,6 %. Suivant cette tendance, les exportations congolaises vers la Chine n'ont augmenté que de 0,2 %, en forte baisse par rapport aux 51,8 % de l'année précédente.
Ce ralentissement massif peut être largement attribué à l'interdiction des exportations de cobalt imposée par la RDC en février 2025. Compte tenu du rôle central du cuivre et du cobalt dans les exportations congolaises, cette interdiction a inévitablement affecté les flux commerciaux bilatéraux. Malgré ce déclin, la RDC continue d'enregistrer un important excédent commercial avec la Chine, estimé à près de 16 milliards de dollars. ■



LA MASSE SALARIALE PUBLIQUE EST « HORS DE CONTRÔLE », ALERTE LE FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde contre la trajectoire budgétaire de la RDC, pointant l'augmentation rapide de la masse salariale de la fonction publique, devenue un « risque budgétaire majeur », selon des informations rapportées par RFI et Top Congo.

D'après l'institution de Bretton Woods, les dépenses de personnel dépassent déjà les prévisions établies pour les exercices 2025 et 2026. Ces charges absorbent une part croissante des recettes courantes, au détriment des investissements productifs, notamment dans les routes, l'énergie et les infrastructures de base.
En septembre dernier, la masse salariale représentait déjà plus de 50 % des recettes courantes, une situation qualifiée de « critique » par le gouvernement lui-même, selon RFI. Des contrôles biométriques avaient été annoncés afin d'identifier les agents fictifs et les doublons.

« Inertie budgétaire »

Trois secteurs concentrent l'essentiel de la hausse : l'éducation et la santé, avec la régularisation de milliers de nouvelles unités ; la justice, marquée par une augmentation des effectifs et des salaires des magistrats ; et le secteur sécuritaire, dans un contexte de conflit persistant dans l'est du pays.
« La masse salariale crée une inertie budgétaire. Une fois un salaire augmenté ou un agent recruté, il est impossible de faire marche arrière. Cela réduit la capacité de l'État à répondre aux urgences humanitaires ou à relancer l'économie », indique un extrait cité par Top Congo.

UN « RISQUE BUDGÉTAIRE MAJEUR »,

Selon Valery Madianga, coordonnateur du Centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL), la masse salariale aurait encore progressé de 11 % cette année.
« On observe que l'État est devenu l'unique employeur et tout le monde cherche à obtenir un emploi, un matricule. À cela s'ajoute la promotion de manière non organisée, en grade. En parallèle, on note aussi que les recettes publiques ont pratiquement fondu depuis l'exercice 2025. Je pense qu'il faut des mesures courageuses pour assainir les finances publiques », a-t-il déclaré à RFI.
Le FMI appelle à des réformes structurelles rapides, notamment un recensement biométrique rigoureux, une politique salariale cohérente et une meilleure transparence dans la gestion des finances publiques. Sans ajustements, prévient l'institution, le déficit pourrait se creuser en 2026, menaçant la stabilité du franc congolais et le pouvoir d'achat.
Au 20 février, le paiement des salaires des fonctionnaires pour janvier 2026 n'était pas encore effectif dans tous les ministères, a révélé une enquête de l'Agence congolaise de Presse (ACP).

■ M&B Magazine

Jeffery Travels
Jeffery Travels | Always One Step Ahead
Ethiopian
AIR CONGO · Kenya Airways · AIRLINK



Vacances et Coupe du Monde en vue !
Profitez de cette saison pour vous détendre, vivre l'émotion et créer des souvenirs.
Ne manquez pas cette opportunité exceptionnelle

VENTE BILLETS
NATIONAL & INTERNATIONAL
LOCATION VÉHICULES
BERLINE - 4X4 - BUS - MINI BUS
CANOT RAPIDE
KIN - BRAZZA - KIN
ASSURANCES
AFRIQUE - ASIE - AMÉRIQUE
TOURISME
NATIONAL & INTERNATIONAL
HÔTEL
RESERVATION
SALON & RESTAURATION
PROTOCOLE
AÉROPORT - BEACH
TAXI
AVEC COMPTEUR
FLIGHT CHARTER
NATIONAL & INTERNATIONAL
TEAM BUILDING & CONFERENCE
PASSEPORT & VISA

AFRICA WIDE

Kinshasa +243 818 887 777 | Lubumbashi +243 970 264 777 | Likasi +243 904 519 929 | Kolwezi +243 856 388 800
Jeffery Travels jefferytravels1106

RDC : LE FONDS STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT DOTÉ D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION

Créé après l'adoption du projet de décret portant statut, organisation et fonctionnement d'un établissement public lors de la 54ᵉ réunion du Conseil des ministres, tenue vendredi 15 août 2025 à la Cité de l'Union africaine, le Fonds d'investissement stratégique de la République démocratique du Congo (FIS-RDC) vient d'être doté de ses premiers dirigeants. Cet établissement public s'inscrit dans le cadre des réformes initiées par le ministère des Finances.

Selon une série d'ordonnances lues ce samedi 28 février 2026 par la porte-parole du Chef de l'État, Tina Salama, les personnalités ci-après ont été nommées membres du Conseil d'administration de cet établissement public : Clavin Kabamba Nsupi, Émile Donatien Luhahi Osumba, Maximilien Bandu Ndongala, Jean-Claude Mukanya Tshibumba et Timothée Katanga Tunda. Aux termes de l'article 2 de la même ordonnance, Clavin Kabamba Nsupi a été nommé président du Conseil d'administration, Émile Donatien Luhahi Osumba directeur général, tandis que le poste de directeur général adjoint a été confié à Nina Masanga Muamba.

Selon le ministre des Finances Doudou Fwamba cité dans le compte rendu de la 54e réunion du Conseil des ministres, ce Fonds aura pour mission la mobilisation et la structuration des financements en vue d'accélérer la mise en oeuvre de la stratégie nationale de développement de la RDC, son inclusion territoriale, la diversification de son économie, ainsi que le renforcement de la souveraineté nationale.

Dans son compte-rendu,le Porte-parole du gouvernement révèle que les attributions confiées à ce Fonds stratégiques consistent à :

• Mobiliser et Structurer des financements innovants, à investir dans les actifs stratégiques y compris les infrastructures, l'immobilier, l'énergie, les technologies émergentes, l'agriculture, ainsi que l'industrie, afin de stimuler le développement économique durable et ce, en adéquation avec le programme d'investissement public;

• Détenir, gérer et valoriser, rentabiliser les actifs publics mentionnés en annexe en facilitant leur intégration dans les projets d'investissement à forte valeur ajoutée;

• Assurer une gouvernance transparente et rigoureuse en matière de gestion de fonds publics, de bonnes pratiques et de normes environnementales et siciales en respectant le principe de responsabilité financière et de performance;

• Promouvoir le co investissement avec ses propres ressources aux côtés des partenaires institutionnels et privés, tant nationaux qu'internationaux pour accroître la capacité d'investissement et optimiser la rentabilité des actifs du Fonds;

• Servir de levier financier pour le développement du pays en facilitant l'accès aux financements internationaux et en participant à des initiatives stratégiques en faveur de la croissance et de la création d'emplois et le développement du secteur privé national;

• Assurer enfin la gestion fiduciaire de certains projets d'investissement public lui confiés par le gouvernement, financer sous ressources propres et ou extérieures conformément à la réglementation spécifique applicable et aux exigences économiques.

L'adoption de ce projet de décret s'inscrit dans le cadre de la continuité des affaires publiques. Il y a deux ans, soit en 2023, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, avait présenté, vendredi 9 novembre 2023, au Conseil des ministres, une note d'information relative à l'urgence et à la nécessité de procéder à la création du Fonds d'investissement stratégique de la République démocratique du Congo.

Source : Actu.cd









Le contexte

UNE CROISSANCE ENCORE TROP PEU DIVERSIFIÉE, ET TROP PEU INCLUSIVE, PLOMBÉE PAR UN CLIMAT DES AFFAIRES INACCEPTABLE.

L'ENTREPRENEURIAT ET LE BUSINESS EN RDC

EN 2025 ET AU DÉBUT DE 2026, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ÉVOLUE DANS UN ENVIRONNEMENT CONTRASTÉ, MARQUÉ À LA FOIS PAR DE FORTES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET PAR DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES PERSISTANTES.

Une amélioration relative

Le pays dispose d'atouts considérables : une population nombreuse et jeune, des ressources naturelles stratégiques, un marché intérieur en expansion et un intérêt croissant des investisseurs pour les chaînes de valeur minières, énergétiques, agricoles et logistiques. Pourtant, la transformation de ce potentiel en croissance inclusive reste freinée par un climat des affaires encore difficile, une pression sécuritaire élevée dans certaines zones, des infrastructures insuffisantes et une administration qui demeure souvent perçue comme lourde et imprévisible

Sur le plan macroéconomique, la RDC affiche en 2025 une amélioration relative de sa stabilité. Selon des sources publiées en 2025 et 2026, la croissance reste soutenue par le secteur minier, avec des projections situées autour de 5% à 5,5% pour 2025, puis autour de 5,1% à moyen terme, tandis que l'inflation recule fortement après les tensions de 2024.

La baisse des prix, l'appréciation du franc congolais et un resserrement monétaire plus strict ont contribué à restaurer partiellement la confiance économique. Cette stabilisation est importante pour les entrepreneurs, car elle réduit en partie l'incertitude sur les coûts, les prix de vente et les besoins de trésorerie.

L'AMÉLIORATION MACROÉCONOMIQUE NE SE TRADUIT PAS AUTOMATIQUEMENT PAR UNE AMÉLIORATION RAPIDE DU QUOTIDIEN DES ENTREPRISES

Des entreprisessous tension

Cependant, cette amélioration macroéconomique ne se traduit pas automatiquement par une amélioration rapide du quotidien des entreprises. Le déficit budgétaire reste sous pression, notamment à cause des dépenses sécuritaires dans l'Est du pays et de la hausse de la masse salariale publique. Dans le même temps, la croissance reste très concentrée sur les secteurs extractifs, ce qui rend l'économie vulnérable aux variations des cours internationaux et limite la diffusion des bénéfices vers les PME, le commerce local et l'emploi urbain. Autrement dit, la RDC croît, mais la croissance reste encore trop peu diversifiée et trop peu inclusive.

L'environnement entrepreneurial en RDC est donc celui d'un tissu privé jeune, dynamique, mais très contraint. Le rapport 2024 de la Banque mondiale sur les entreprises en RDC montre que la majorité des sociétés interrogées sont de petite taille, souvent créées depuis moins de dix ans, et actives dans le commerce, les services et la manufacture légère. Cela révèle une base entrepreneuriale réelle, mais encore fragile. Beaucoup d'entreprises se développent dans un contexte d'adaptation permanente, avec peu de marges financières, un accès limité au crédit et des coûts de fonctionnement élevés.

UNE CROISSANCE TRÈS CONCENTRÉE SUR LES SECTEURS EXTRACTIFS, RENDANT L'ÉCONOMIE VULNÉRABLE AUX VARIATIONS DES COURS INTERNATIONAUX

De nombreux obstacles

Les obstacles restent nombreux. L'accès au financement demeure l'un des premiers freins, cité par une part importante des entreprises, tandis que l'électricité constitue un handicap majeur : les coupures sont fréquentes et affectent fortement la productivité. Les délais d'obtention de services publics, les coûts administratifs, la corruption, la concurrence du secteur informel et l'instabilité politique ou sécuritaire pèsent également sur l'activité économique. Pour beaucoup d'entrepreneurs, lancer ou faire grandir une entreprise en RDC relève moins d'une logique d'expansion linéaire que d'une stratégie de survie, de résilience et d'adaptation permanente.

En 2025/2026, les pouvoirs publics cherchent néanmoins à améliorer le climat des affaires. La dynamique autour du rapport Business Ready 2025 et de sa préparation 2026 témoigne d'une volonté de réformes plus structurées, en mettant l'accent sur l'effectivité des mesures plutôt que sur leur simple adoption formelle. L'ANAPI joue un rôle central dans cette orientation, avec pour objectif de renforcer l'attractivité du pays et la crédibilité des réformes auprès des investisseurs. Cette évolution est importante, car les investisseurs recherchent désormais des signaux concrets de prévisibilité, de simplification administrative et de protection juridique.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat est de plus en plus présenté comme un levier stratégique de transformation économique. Les programmes d'appui au secteur privé, les initiatives de formation, les efforts de structuration de l'ANADEC et les politiques visant à renforcer les PME montrent que la RDC veut passer d'une économie dominée par les rentes à une économie plus productive et plus diversifiée. Mais cette ambition suppose des réformes profondes : amélioration de l'accès à l'énergie, du financement, de la logistique, de la justice commerciale et de la gouvernance publique.

La situation du business en RDC en 2025/2026 peut donc se résumer ainsi : un pays à fort potentiel, en voie de stabilisation macroéconomique, mais encore freiné par des contraintes structurelles lourdes. Les opportunités existent dans les mines, l'agro-industrie, les services, le numérique, la construction, l'énergie et la logistique. Mais pour qu'elles se transforment en croissance durable, il faut un environnement plus simple, plus sûr, plus transparent et plus prévisible. L'enjeu majeur n'est plus seulement de créer des entreprises, mais de leur permettre de survivre, de grandir et d'embaucher durablement. ■



RDC 2026

ENERGIE

Le contexte

LA RDC :
UN POTENTIEL GIGANTESQUE,
MAIS UN ACCÈS TOUJOURS
AUSSI LIMITÉ

UN TAUX NATIONAL D'ÉLECTRIFICATION DE SEULEMENT 20 % !

Le pays dispose d'un potentiel énergétique hors norme. Alimenté par de fortes précipitations et un réseau hydrographique abondant, à commencer par le seul fleuve Congo, dont le site de Grand Inga pourrait théoriquement produire jusqu'à 39 000 MW, la RDC compte des ressources hydroélectriques, solaires, géothermiques, de biomasse, ainsi que des réserves de charbon, de pétrole et de méthane dans le lac Kivu. Ce gisement réparti sur quelque 780 sites et 145 territoires représente environ 37 % du potentiel hydroélectrique africain et près de 6 % du potentiel mondial.

Pourtant, l'accès à l'électricité reste extrêmement limité. Malgré une capacité installée déclarée supérieure à 2 500 MW, dont près de 2 416 MW gérés par la SNEL, seulement une part minoritaire de la population est électrifiée : le taux national oscille autour de 20 % (environ 41 % en zones urbaines, 1 % en zones rurales selon la Banque mondiale). Conséquence, la plupart des Congolais continuent de dépendre du bois de chauffe (makala), qui représente 93 % du mix énergétique domestique et contribue fortement à la déforestation du bassin du Congo. L'électricité ne pèse que pour 3,7 % de la consommation finale d'énergie.
Le déficit d'électricité pèse aussi lourdement sur l'industrie. En 2024, des coupures ont réduit la production du complexe Kamoa-Kakula de 7,9 %, soulignant la vulnérabilité des mines à l'instabilité du réseau. Les activités extractives consomment à elles seules plus de 70 % de l'électricité disponible, tandis que les exploitants compensent par des groupes électrogènes diesel, dont le coût énergétique (1,2–1,5 USD/kWh) est trois à quatre fois supérieur à celui de l'hydroélectricité.

Capacité, production et paradoxes

La puissance nominale installée ne reflète pas la production réelle. La SNEL dispose d'un parc d'environ 2 416 MW, mais la production effective annuelle tourne autour de 6 000 à 7 000 GWh seulement. Les auto-producteurs, en grande partie, les industries minières et les grandes entreprises détiennent une part marginale de la puissance installée, mais consomment la majeure partie de la production utile, accentuant les goulets d'étranglement pour les ménages.
Le recours massif aux générateurs diesel pèse sur la balance commerciale. En 2023, la RDC a importé pour près de 2,73 milliards USD d'équipements et d'énergie, dont un large volet lié aux carburants et matériels énergétiques, selon les données de l'Observatoire des complexités économiques. Dans la province minière du Lualaba, la demande estimée à 600 MW contraste avec les quelque 200 MW disponibles, créant un déficit structurel qui pousse chaque site à brûler 10 000 à 15 000 litres de diesel par jour.

LE SITE DE GRAND INGA POURRAIT THÉORIQUEMENT PRODUIRE JUSQU'À 39 000 MW

Projets majeurs et dynamique régionale

Des projets publics et privés se multiplient et dessinent une carte énergétique en recomposition. Le dossier Kinsuka Power pourrait marquer un tournant. La coentreprise réunissant Great Lake Energy et le Groupe Forrest a reçu le feu vert administratif pour une centrale hydroélectrique de 900 MW (investissement estimé à 2,8 milliards USD) dont la production annuelle moyenne est évaluée à environ 7 450 GWh et qui prévoit une liaison vers Kolwezi pour alimenter le Copperbelt congolais. Parallèlement, des initiatives transfrontalières se concrétisent : Ruzizi III (147 MW) relance la coopération RDC–Rwanda–Burundi ; un interconnecteur Kasumbalesa–Luano (220 kV) vise à relier la Zambie et acheminer jusqu'à 500 MW supplémentaires vers le sud-est ; Hydro-Link prévoit des liaisons avec l'Angola. Ces trois axes nord-est, sud-est et ouest montrent que l'intégration régionale est, pour l'heure, la solution la plus réaliste à court terme pour compenser le déficit structurel.

Renouvelables, data centers, contraintes énergétiques

La loi de 2014 ouvrant le secteur aux producteurs indépendants a permis l'émergence de plusieurs projets solaires et hybrides, Isiro Moyi Power (Ituri), Symbion Power (Kivu), Enerkac (Kasaï), Sicohydro et Sky Power (Lualaba), Kipay (Haut-Katanga), mais la taille de ces initiatives reste modeste au regard des besoins. Le solaire présente un gisement théorique d'environ 200 TWh annuels, un potentiel attractif pour les investisseurs. L'essor des infrastructures numériques souligne la pression sur l'énergie. Le premier data center TIER 3 du pays, exploité par OADC Texaf Digital-Kinshasa, fonctionne en redondance sur le réseau SNEL et deux groupes électrogènes de 1 MW. Ces derniers consomment jusqu'à 20 000 litres de diesel par semaine, un coût énergétique très lourd qui pèse sur la rentabilité des services numériques et la facturation des opérateurs. Airtel, par exemple, a signalé une hausse de ses dépenses énergétiques de 79 à 130 milliards CDF entre 2022 et 2023, imputable pour l'essentiel au carburant des sites.
Sur le front des hydrocarbures, la RDC dispose de ressources importantes : environ 66 milliards de mètres cubes de gaz dissous dans le lac Kivu et des réserves pétrolières estimées à plusieurs milliards de barils répartis entre les bassins côtiers, la cuvette centrale et les grabens Tanganyika et Albertine. Dès 2023, des opérateurs nord-américains ont remporté des blocs gaziers sur le lac Kivu ; Symbion Power propose notamment un projet de 60 MW destiné à alimenter Goma et la région du Sud-Kivu. Depuis, il n'y a plus eu beaucoup d'annonces sur le projet.

Consommation énergétique en RDC

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

Entre 15 et 20 %

de la population (≈21 % selon le cadre gouvernemental récent) a accès à l'electricité; ~41 % en zones urbaines, ~1 % en zones rurales.

—

MIX ÉNERGÉTIQUE

93 %

de la consommation finale domestique repose sur le bois de chauffe (makala). L'électricité ne représente que ~3,7 % de la consommation finale d'énergie.

—

ORIGINE ET FLUX

≈10 %

de l'électricité consommée est importée. Les importations d'équipements et carburants énergétiques ont atteint ≈2,73 milliards USD (2023).

—

RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

(total ≈10,3 TWh) : industrie extractive 7,0 TWh (≈70 %), résidentiel 1,8 TWh, services publics/commerces 1,5 TWh. Environ 54 sites miniers concentrent la majeure partie de la demande ; 20 millions d'habitants partagent les 30 % restants.

—

CONSÉQUENCES

forte pression sur les forêts (prélèvements supérieurs au reboisement) et dépendance aux groupes électrogènes diesel pour compenser le déficit ; coût industriel élevé (1,2–1,5 USD/kWh en diesel vs ~0,30–0,40 USD/kWh en hydroélectricité).

Source : SNEL (déc. 2022), Banque mondiale, rapports ministériels.

LE RECOURS MASSIF AUX GÉNÉRATEURS DIESEL PÈSE SUR LA BALANCE COMMERCIALE

Privatisation

Le gouvernement mise sur le privé. La plupart des nouvelles concessions et des projets structurants ont été attribués à des opérateurs privés. Cette stratégie vise à attirer investissements et capacités de construction, mais elle pose la question de l'équilibre entre fourniture d'énergie domestique et approvisionnement industriel.

LE DOSSIER KINSUKA POWER POURRAIT MARQUER UN TOURNANT

Le plan gouvernemental présenté lors de la SADC Sustainable Energy Week 2026 décline quatre axes : réhabilitation des centrales existantes (Inga 1 et 2), construction de nouvelles unités (2 000–2 500 MW en cours d'attribution), corridors d'interconnexion régionale Inga–Soyo–Kolwezi–Zambie, et mobilisation du secteur privé. L'objectif affiché, ambitieux, est de porter le taux d'électrification à 60 % d'ici 2030 contre environ 21 % aujourd'hui.

Sources : ANAPI, Banque mondiale, SNEL, rapports ministériels, études Tractebel, presse spécialisée (Le Monde, Jeune Afrique, The Conversation, PNUD), Energy Statistics Data Browser

Situation énergétique dans quelques provinces clés

KINSHASA

≈44,1 %

de taux d'électrification à Kinshasa

—

- Potentiel solaire moyen : 3,22–4,89 kWh/m²/j.
- Potentiel éolien moyen (10 m) : ~1,3 m/s.

—

GRAND KATANGA (HAUT-KATANGA / LUALABA)

- Potentiel solaire : ~6,5 kWh/m²/j.
- Potentiel éolien : vitesses moyennes > 5 m/s.
- Puissance installée disponible ≈567 MW ; demande actuelle ≈900 MW (≈600 MW pour le secteur minier).

GRAND ÉQUATEUR

≈1,4 %

de taux d'électrification dans le Grand Equateur

—

- Taux d'électrification très faible : ≈1,4 %.
- Forêts : fort potentiel biomasse (≈40 millions d'ha sur le bassin forestier).
- Besoins estimés (2012) : ≈426 MW vs disponibilité (2010) ≈27 MW.
- Ensoleillement favorable : 5–5,5 kWh/m²/j.

NORD-KIVU

≈3,1 %

de taux d'électrification dans le Nord-Kivu

—

- Taux d'électrification : ≈3,1 %.
- Potentiel installable : ≈240 MW.
- Potentiel biomasse annuel estimé : ≈76 584 MWh.
- Potentiel solaire : 4–5,5 kWh/m²/j.
- Potentiel gaz (lac Kivu) : ordre de grandeur ≈57 milliards Nm³.

Données et atlas : Ministère des Ressources hydrauliques (Atlas des énergies renouvelables, 2014), SNEL, rapports ministériels.



KINSUKA POWER : UN PROJET HYDROÉLECTRIQUE STRATÉGIQUE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE



Le projet hydroélectrique de Kinsuka figure parmi les infrastructures énergétiques majeures appelées à renforcer durablement le système électrique de la République Démocratique du Congo. Développé par la Joint-Venture Kinsuka Power, il vise à accroître de manière significative les capacités nationales de production d'électricité afin de répondre aux besoins croissants de l'économie congolaise.

Implanté sur le fleuve Congo, au niveau de l'île de Kiudi à Kinshasa, le projet valorise un site naturel à fort potentiel hydraulique. La configuration du fleuve, caractérisée par une succession de rapides et une chute d'environ 15 mètres sur près de 10 kilomètres, permet la mise en œuvre d'un aménagement hydroélectrique au fil de l'eau, garantissant une production fiable, continue et adaptée aux exigences du réseau national.

Un projet de 900 MW

Doté d'une puissance installée de 900 MW et d'une production annuelle moyenne estimée à 7.450 GWh, Kinsuka Power compte parmi les projets hydroélectriques les plus ambitieux du pays. Il apportera une réponse concrète et durable au déficit énergétique structurel, tout en contribuant à la stabilisation et à la sécurisation du réseau électrique national.
L'électricité produite sera évacuée via un dispositif de transport comprenant :
• une ligne haute tension en courant alternatif destinée à alimenter directement la ville de Kinshasa ;
• une ligne dédiée en courant continu permettant l'acheminement d'une part significative de l'énergie vers le sud du pays, notamment la région de Kolwezi et ses industries minières.

Une vision à long terme

Le projet Kinsuka Power est le fruit d'une démarche rigoureuse et de long terme, initiée et portée depuis plusieurs années par Yves Kabongo. Sa vision est claire : développer une infrastructure énergétique majeure, conforme aux meilleurs standards internationaux, au service exclusif de l'intérêt national.
Pour concrétiser cette vision, le Groupe Forrest International, présidé par George Arthur Forrest et dirigé par Malta David Forrest, s'est imposé comme partenaire stratégique du projet. Fort de plus d'un siècle d'expérience en République démocratique du Congo, le groupe apporte son expertise industrielle et son savoir-faire à travers sa filiale énergétique Congo Energy, dirigée par Spyros Giourgas, acteur clé de la mise en œuvre opérationnelle du projet.

UNE RÉPONSE CONCRÈTE ET DURABLE AU DÉFICIT ÉNERGÉTIQUE STRUCTUREL

Ce schéma positionne Kinsuka Power comme un levier stratégique pour l'électrification urbaine, le développement industriel, le renforcement de la capacité minière et plus généralement la compétitivité économique de la RDC.

Les études de préfaisabilité ont été réalisées par Tractebel, référence internationale en ingénierie énergétique. Elles ont été validées par les instances compétentes, confirmant la faisabilité technique, économique et environnementale du projet.

Un investissement pour l'avenir

Kinsuka Power représente un investissement estimé à 2,8 milliards de dollars, avec un délai de réalisation d'environ cinq ans après le bouclage financier. Au-delà de son ampleur, le projet constitue un puissant catalyseur de développement, générant des retombées économiques significatives, des emplois directs et indirects, et renforçant l'attractivité de la RDC auprès des investisseurs.

Un cadre institutionnel sécurisé

Le projet bénéficie de l'appui de SEM Aimé Sakombi Molendo, Ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité et s'inscrit pleinement dans les priorités nationales en matière de développement énergétique.
La Société Nationale d'Électricité (SNEL SA) est prise en compte dans le cadre du projet, afin d'assurer la cohérence avec le réseau électrique national.
Les autorisations administratives, environnementales et réglementaires requises ont été obtenues, garantissant un développement du projet dans un cadre légal, transparent et conforme aux standards en vigueur.

À propos de Kinsuka Power

Kinsuka Power est une Joint-Venture réunissant Great Lake Energy, société fondée par l'entrepreneur congolais Yves Kabongo, et le Groupe Forrest International, à travers sa filiale Congo Energy. Elle a pour ambition de développer des infrastructures énergétiques de grande envergure, durables et structurantes, au service du développement économique de la République Démocratique du Congo.

À propos de Great Lake Energy

Great Lake Energy est une société congolaise spécialisée dans le développement de projets énergétiques. Elle s'engage à créer de la valeur durable en étant un partenaire actif des projets qu'elle développe, en s'entourant de spécialistes reconnus dans chaque domaine clé.

À propos du Groupe Forrest International

Fondé en 1922, le Groupe Forrest International est un groupe familial de référence en République Démocratique du Congo. Actif dans les infrastructures, l'industrie, l'énergie, l'agroalimentaire et la santé, il accompagne depuis plus d'un siècle le développement économique et social du pays.

À propos de Congo Energy

Fondée en 2012 par Malta David Forrest, convaincu que l'électricité est un levier essentiel du développement économique de la RDC, Congo Energy s'impose comme un acteur clé du secteur énergétique. L'entreprise a notamment contribué de manière remarquable au projet FRIPT et intervient dans les éclairages publics et privés, la construction de centrales solaires et la réhabilitation de centrales hydroélectriques, dont les G27 et G28 d'Inga II. Cette diversité de projets confère à Congo Energy une expertise unique en RDC. L'entreprise est certifiée ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001. ■



RDC 2026

INFRASTRUCTURE, TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Le contexte

SECTEUR ROUTIER ET INFRASTRUCTURES : IL Y A URGENCE A ENFIN INVESTIR SERIEUSEMENT.

L'OFFICE DES ROUTES GÈRE 58 509 KM DE ROUTES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL, DONT ENVIRON 3 000 KM SEULEMENT SONT BITUMÉS.

Le réseau routier de la RDC demeure l'un des plus vastes, mais aussi l'un des plus dégradés d'Afrique centrale. L'Office des Routes gère 58 509 km de routes d'intérêt général, dont environ 3 000 km seulement sont bitumés. À l'échelle nationale, le réseau comprend 58 358 km de routes nationales, 86 615 km de routes rurales et près de 7 400 km de voiries urbaines. Les routes de desserte agricole, considérées comme le réseau prioritaire, totalisent à elles seules environ 58 000 km, mais seuls 12 000 km sont aujourd'hui jugés en bon état.

L'entretien de cet ensemble nécessite environ 340 millions de dollars par an, un niveau de financement que le budget national ne peut absorber seul. Le programme des 145 territoires, qui a permis la construction ou la réhabilitation de plus de 30 000 km de routes urbaines et de desserte agricole, illustre les efforts engagés, mais aussi l'ampleur du retard structurel à combler.

Les projets

Au cours des dernières années, plusieurs projets d'infrastructures ont néanmoins marqué des avancées importantes dans la modernisation du réseau de transport. En octobre 2023, le lancement d'une route d'intérêt international reliant la RDC et la Zambie a constitué un jalon notable. Ce projet comprend notamment la construction d'un pont à haubans de 345 mètres au-dessus de la rivière Luapula, frontière naturelle entre les deux pays. L'objectif est de connecter les zones minières de cuivre et de cobalt du sud de la RDC au port de Dar es-Salaam en Tanzanie via la Zambie, tout en réduisant d'environ 241 kilomètres le trajet logistique par rapport aux itinéraires existants. Le coût global du projet routier est estimé à près de 850 millions de dollars, auxquels s'ajoutent plus de 252 millions de dollars pour les aménagements transfrontaliers et les infrastructures associées.

Parallèlement, le gouvernement congolais mise sur le développement d'un corridor économique reliant la RDC à l'Angola. Ce projet prévoit notamment la réhabilitation et le bitumage de la route Mbuji-Mayi – Kananga – Kalamba-Mbuji sur environ 385 kilomètres, ainsi que l'aménagement du poste frontalier de Kalamba-Mbuji. Initialement, les autorités avaient annoncé un programme visant la réhabilitation ou l'entretien de 38 936 km de routes et de 444 ouvrages publics à travers le pays. Malgré ces initiatives, la sécurité routière demeure un défi majeur, avec une moyenne estimée à 28 788 décès par an entre 2013 et 2019, selon les données internationales.

Le chantier routier le plus visible est la rocade de Kinshasa, une infrastructure à quatre voies, longue d'environ 72 kilomètres, qui relie l'aéroport international de N'Djili aux quartiers périphériques de l'ouest de la capitale. Lancé le 22 juin 2024 par le président Félix Tshisekedi, ce projet est financé dans le cadre du contrat sino-congolais révisé en janvier 2024, dont l'enveloppe globale pour les infrastructures a été portée à environ 7 milliards de dollars. Les travaux sont réalisés par les entreprises chinoises CTCE pour la rocade sud-est et CREC 8 et CREC 4 pour la rocade sud-ouest, sous la maîtrise d'ouvrage de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT). Un an après le lancement du chantier, l'asphaltage du tracé a été achevé malgré les contraintes liées aux zones marécageuses et aux fortes pluies. Plusieurs ouvrages structurants sont en cours de construction, dont le pont Ndjili de 90 mètres, le pont Mfuti de 120 mètres et un échangeur à deux niveaux au carrefour des deux rocades.

Les autorités ont identifié trois corridors routiers comme prioritaires pour la période 2024-2028. Outre l'axe Mbuji-Mayi – Kananga – Kalamba-Mbuji destiné à renforcer les échanges avec l'Angola, le corridor RDC–Zambie vise à améliorer la connectivité régionale et les exportations minières vers l'Afrique de l'Est. À cela s'ajoute le projet Kolwezi–Solwezi, dont l'accord a été signé en 2025 pour faciliter les échanges entre la province du Lualaba et la Copperbelt zambienne.

L'axe Kinshasa-Matadi réactivé

Au-delà des routes, le pays s'appuie également sur le développement de ses infrastructures aéroportuaires, ferroviaires et portuaires pour renforcer sa logistique. Le réseau aéroportuaire congolais compte 26 aéroports répartis dans les principales villes du pays. L'aéroport international de Ne Djili demeure le principal hub, desservi par plus de 13 compagnies aériennes reliant Kinshasa à une quinzaine de destinations. Un projet de nouvel aéroport international, confié au groupe turc Milvest pour un montant estimé à 1,2 milliard de dollars, figure parmi les investissements majeurs envisagés dans la prochaine décennie.

Sur le plan maritime, le projet le plus stratégique reste le port en eaux profondes de Banana, situé à l'embouchure du fleuve Congo. Confié à l'opérateur DP World dans le cadre d'une concession de 30 ans, ce projet mobilise plus de 1,2 milliard de dollars d'investissements. Après une suspension des travaux en 2024 liée à des différends techniques et financiers, un contrat de 250 millions de dollars a été signé en mars 2025 avec le groupe portugais Mota-Engil pour la première phase du chantier. Celle-ci prévoit la construction d'un quai de 600 mètres, d'un tirant d'eau de 18 mètres capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs et d'une zone logistique de 30 hectares pouvant traiter jusqu'à 450 000 EVP par an.

Le fleuve Congo constitue également un axe logistique majeur, bien que son exploitation reste partielle en raison des rapides qui jalonnent son cours. En amont de Kisangani et entre Kinshasa et Matadi, plusieurs sections demeurent difficiles à naviguer. En revanche, la portion de 137 kilomètres entre Matadi et l'océan Atlantique permet la navigation maritime et constitue la principale voie d'accès fluviale vers l'intérieur du pays.

Après près de cinq années d'interruption, le trafic ferroviaire entre Kinshasa et Matadi, long de 365 kilomètres, a officiellement repris début septembre 2025. La ligne, considérée comme un axe stratégique reliant la capitale au principal port du pays, a été entièrement réhabilitée par l'Office national des transports (Onatra) à travers la Redevance logistique terrestre (RLT). ■

LA ROCADE DE KINSHASA EST UNE INFRASTRUCTURE À QUATRE VOIES, LONGUE D'ENVIRON 72 KILOMÈTRES, DESTINÉE À RELIER L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE N'DJILI AUX QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES DE L'OUEST DE LA CAPITALE.

« LE CORRIDOR DE LOBITO N'EST PAS QU'UN AXE LOGISTIQUE. IL S'AGIT D'UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE POUR TRANSFORMER NOS ÉCONOMIES, CONNECTER NOS PROVINCES ET OFFRIR UN MEILLEUR AVENIR À NOTRE JEUNESSE »

FÉLIX TSHISEKEDI

Lobito l'enjeu stratégique

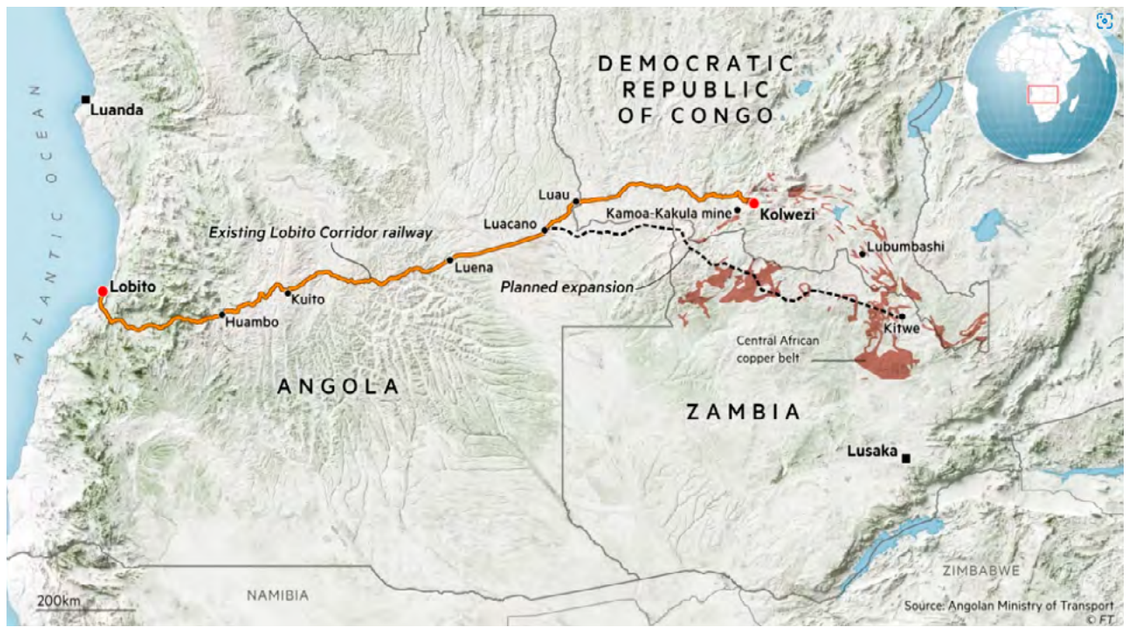
Dans ce paysage logistique en recomposition, le corridor ferroviaire de Lobito s'impose comme l'un des projets les plus stratégiques pour l'exportation des ressources minières d'Afrique centrale. Long de 1 300 kilomètres entre le port angolais de Lobito et Kolwezi, il est exploité par le consortium Lobito Atlantic Railway formé par Trafigura, Mota-Engil et Vecturis dans le cadre d'une concession de 30 ans. En août 2024, les premières cargaisons de cuivre congolais ont été expédiées via ce corridor vers le port américain de Baltimore, réduisant considérablement les délais logistiques.

« Le corridor de Lobito n'est pas qu'un axe logistique. Il s'agit d'une opportunité unique pour transformer nos économies, connecter nos provinces et offrir un meilleur avenir à notre jeunesse », a déclaré Félix Tshisekedi devant des responsables politiques et économiques lors de la 9e édition du Forum Expo Béton. Ce projet, en partenariat avec les États-Unis, prévoit 1 739 km de voies ferrées, dont 425 km en RDC.

Lors du sommet de Lobito en décembre 2024, les États-Unis ont annoncé un financement supplémentaire de 560 millions de dollars, portant leur engagement total à plus de 4 milliards de dollars. L'ensemble du projet, qui inclut des investissements dans les routes, les télécommunications, l'énergie et l'agro-industrie, pourrait dépasser 10 milliards de dollars.

Selon Robert Friedland, fondateur et coprésident exécutif d'Ivanhoe Mines, la baisse des coûts logistiques pourrait transformer l'économie minière de la région. « Une logistique moins coûteuse augmente la quantité de cuivre économiquement récupérable dans la ceinture cuprifère, car les teneurs limites peuvent être abaissées », estime-t-il.

Le corridor reste toutefois incomplet. La section ferroviaire zambienne entre Jimbe et Chingola, longue d'environ 800 kilomètres, constitue encore le maillon manquant de l'infrastructure. Son financement est toujours en discussion et conditionnera la pleine intégration de la Copperbelt zambienne dans ce nouvel axe logistique régional.



SOURCES : ANAPI, MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS, ACGT, WORLD DATA, PWC, FINANCIAL TIMES, LOBITO CORRIDOR INVESTMENT PROMOTION AUTHORITY, US STATE DEPARTMENT.



Entretien avec

ELDON KHUTY

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AFRICA GLOBAL LOGISTICS RDC

LA RDC EST UN « PAYS-CONTINENT »



M&B MAGAZINE A RENCONTRÉ ELDON KHUTY, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AGL RDC. UN ENTRETIEN QUI MET EN LUMIÈRE LES DÉFIS ET LES AMBITIONS D'AGL EN RDC, SOULIGNANT L'IMPORTANCE D'UNE LOGISTIQUE ADAPTÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS.

M&B : Pouvez-vous vous présenter et partager votre parcours professionnel ?
Eldon Khuty : Je suis Eldon Khuty, directeur pays d'Africa Global Logistics (AGL) en RDC. Titulaire d'un MBA de la Frankfurt School of Finance & Management et d'un Master en sciences économiques, je cumule près de 20 ans d'expérience dans le secteur de la logistique. J'ai débuté ma carrière chez AGL en 2007, en RDC, avant de poursuivre au Mozambique puis en Tanzanie. Ce parcours m'a permis de développer une fine compréhension des réalités logistiques, ainsi que de la diversité et du potentiel du continent.

Quels défis avez-vous rencontrés depuis votre arrivée chez AGL en RDC ?
La RDC est un « pays-continent », ce qui rend la logistique particulièrement complexe, en raison notamment de ses infrastructures limitées et de son unique accès maritime via le fleuve Congo. Cependant, ces défis représentent aussi des opportunités pour développer les réseaux de transport ferroviaires, routiers et fluviaux, essentiels pour soutenir la croissance économique du pays.

Comment AGL s'est-elle adaptée aux fluctuations du marché logistique en RDC ?
Enracinés en RDC depuis 1953, nous maitrisons le marché local et l'adaptabilité est au cœur de notre ADN. Présents dans 51 pays et membre du groupe MSC depuis 2021, nous bénéficions d'une forte agilité inter-corridors, essentielle dans un pays aux multiples points d'entrée logistiques et corridors internationaux.

Quel est votre positionnement par rapport à la concurrence ?
AGL s'impose comme un acteur de premier plan, avec une couverture géographique étendue et des solutions multimodales intégrées. Nous sommes aujourd'hui une référence sur la logistique minière dans la Copperbelt. Adossés au groupe MSC, nous bénéficions d'un accès privilégié à des infrastructures portuaires majeures, nous permettant d'offrir des services complets « de la mine au port », conformes aux standards internationaux.

Quelles tendances émergent dans le secteur de la logistique ?
Le secteur évolue vers des modèles plus durables et une digitalisation accrue des opérations. Notre priorité est double : réduire notre empreinte carbone et améliorer la traçabilité des marchandises. Nous investissons notamment dans des plateformes numériques afin offrir à nos clients une visibilité en temps réel sur leurs expéditions.

LES DÉFIS SONT AUSSI DES OPPORTUNITÉS POUR DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT FERROVIAIRE, ROUTIER ET FLUVIAL

Quelle est l'importance du ferroviaire pour AGL en RDC ?
Le ferroviaire doit redevenir central. Face à l'augmentation rapide des volumes exportés, la modernisation des axes clés, notamment Sakania–Dilolo et Matadi–Kinshasa, n'est plus une option mais une nécessité. Le rail s'impose comme une solution plus compétitive, plus durable et indispensable pour désengorger les corridors routiers.

Comment AGL impacte-t-elle la société en RDC ?
AGL RDC emploie près de 1 000 personnes, dont 30 % de femmes, et investi dans le développement des compétences locales pour soutenir le tissu économique. Nos Journées Solidarité, organisées par toutes les filiales du groupe, illustrent concrètement notre engagement en faveur des communautés.

Selon vous, quelles compétences sont essentielles pour réussir dans le secteur logistique ?
Le secteur logistique évolue rapidement. L'agilité est fondamentale : savoir s'adapter, anticiper et saisir les opportunités, tout en conservant une rigueur opérationnelle. Comprendre son environnement et aimer relever des défis sont essentiels pour réussir.

■ M&B - Entretien recueilli par MAD,
le 24 mars 2026

L'ENGAGEMENT DE STANDARD BANK EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES

DÉBUT MARS, UNE DÉLÉGATION DE STANDARD BANK CONDUITE PAR KAYODE SOLOLA, RESPONSABLE DES MARCHÉS MONDIAUX POUR LES RÉGIONS AFRICAINES, A ÉTÉ REÇUE PAR LE MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS, JOHN BANZA LUNDA, POUR ENGAGER DES DISCUSSIONS CONCRÈTES SUR LE FINANCEMENT DE GRANDS PROJETS STRUCTURANTS.

La rencontre fait suite à un premier contact établi le 24 février à Cape Town, en marge de l'African Markets Conference, un forum organisé par Standard Bank, où le ministre avait présenté sa feuille de route pour la modernisation des infrastructures. Moins de deux semaines plus tard, la banque sud-africaine envoyait ses experts à Kinshasa, signal d'un intérêt opérationnel assumé. « Nous sommes venus ici aujourd'hui pour convenir de prochaines étapes afin de soutenir les rêves et la vision du ministre en matière d'infrastructures », a déclaré Kayode Solola à l'issue de la réunion, cité par Le Point.cd.

Les discussions ont porté sur les mécanismes de financement applicables aux infrastructures de transport, à l'énergie, aux aéroports et aux axes routiers nationaux, des secteurs que le gouvernement congolais considère comme les principaux leviers de la transformation économique du pays, selon le ministère des Infrastructures. Les montants n'ont pas été précisés, mais Standard Bank affirme avoir déjà levé plusieurs milliards de dollars pour des projets comparables à travers le continent.

« Un partenaire de terrain »

Les deux parties ont convenu de constituer rapidement des groupes de travail conjoints, réunissant experts du ministère et spécialistes de la banque, chargés d'identifier les projets prioritaires et d'en conduire les analyses de faisabilité. Ce processus devrait ensuite déboucher sur une phase d'audit, avant d'entrer dans ce que Kayode Solola a désigné comme une « phase d'accélération » menant à la signature des contrats et au lancement des travaux. « Les choses vont avancer très vite », a-t-il assuré, affichant la volonté de Standard Bank d'être « un partenaire de terrain » plutôt qu'un simple bailleur de fonds, selon Le Point.cd.

En à juillet 2025, lorsque la Première Ministre Judith Suminwa avait reçu une délégation du groupe bancaire à Kinshasa. À l'issue de cette rencontre, Lungisa Fuzile, directeur général de Standard Bank pour la région Afrique, avait exprimé l'intérêt de la banque pour plusieurs projets en RDC, mentionnant notamment le Corridor de Lobito ainsi que des projets dans les secteurs routier, énergétique et des télécommunications, rappelle Agence Ecofin.

Standard Bank est présente dans plus de 20 pays africains et plusieurs centres financiers internationaux. Elle compte plus de 19 millions de clients et plus de 50 000 employés. En RDC spécifiquement, l'institution opère depuis 1992, à travers ses agences de Kinshasa et Lubumbashi ainsi qu'un réseau d'intermédiaires locaux.

■ M&B avec Le Point.cd et Agence Ecofin

La RDC et 4 autres pays africains ambitionnent de se doter de postes frontaliers à arrêt unique

La RDC, la Zambie, le Mozambique, le Zimbabwe et le Botswana ont convenu de construire des postes frontaliers à arrêt unique. Ce projet a été au centre d'une réunion technique tenue mi- février à Dubaï, aux Émirats arabes unis, entre les représentants de ces cinq pays africains.



Les ministres du Commerce extérieur des cinq États, ainsi que DP World et le Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ont échangé sur un modèle de financement destiné à fluidifier le transit et à réduire les délais aux frontières.

Pour le ministre congolais Julien Paluku Kahongya, cette initiative, lancée en marge du 39e Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, permettra de diminuer les coûts de transport et de rendre les produits plus compétitifs.

« Après la réunion d'Addis-Abeba, nous nous retrouvons encore une fois ici à Dubaï avec nos homologues du Mozambique, de la Zambie, du Zimbabwe et du Botswana, autour du Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ainsi que de notre partenaire DP World, pour poursuivre les réflexions entamées à Addis-Abeba », a-t-il déclaré, ajoutant qu' « il s'agit de la construction de postes frontaliers à arrêt unique entre nos pays, afin de fluidifier les échanges et de mettre fin aux longues files de véhicules qui s'accumulaient à nos frontières, pour laisser place à plus de célérité ».

LA CONSTRUCTION DE POSTES FRONTALIERS À ARRÊT UNIQUE : DIMINUER LES COÛTS DE TRANSPORT ET DE RENDRE LES PRODUITS PLUS COMPÉTITIFS.

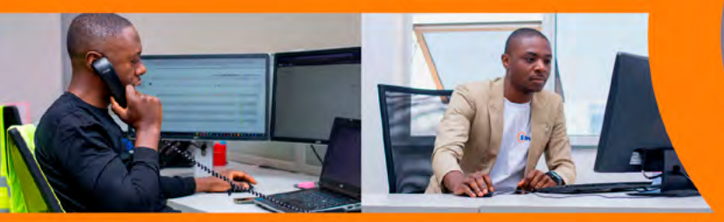
Les cinq pays ont également échangé sur le modèle de financement de ces infrastructures.

De son côté, le Secrétaire général de la ZLECAF, Wamkele Mene, a souligné que cette initiative s'inscrit dans l'accélération de la mise en œuvre effective de la Zone de libreéchange continentale africaine, dans le but de promouvoir davantage le commerce intra-africain.

Source : Radio Okapi

ISHANGO
IT SOLUTIONS
LET'S GROW TOGETHER

TROUVEZ UNE **OREILLE ATTENTIVE** À VOS **BESOINS INFORMATIQUES**





NOS PRODUITS

Nous offrons des solutions informatiques adaptées pour vos besoins professionnels

INFOGERANCE
Gestion partielle ou total des ressources informatiques des entreprises

BUSINESS SOLUTION & APPLICATION
1. Solution de pointage électronique (Time Attendance)
2. Logiciel de gestion pour entreprise (ERP)
3. Solution Office 365 (ERP)

MAINTENANCE INFORMATIQUE
Assurer le bon fonctionnement des matériels informatiques

INFRASTRUCTURES
1. Conception, Installation et Configuration des Réseaux & Systèmes serveurs
2. Noc
3. Soc (centre des opérations de Sécurité)
4. Téléphonie IP
5. Vidéos Surveillances (CCTV) et Contrôle d'accès

SECURITE
1. Antivirus
2. Solution de sauvegarde des données
3. Audit et Pen Test

Appellez à ce numéro **+243 821 870 281** pour tout assistance gratuite

+243 974 246 413
info@ishango-it.com
www.ishango-it.com
313, Avenue Rubi Coin Chemin public, Golf Météo, Lubumbashi, RD CONGO

RDC 2026

AGRICULTURE & ÉLEVAGE

Le contexte

« LES TERRES ARABLES DE LA RDC, DONT MOINS DE 10 % SONT ACTUELLEMENT EXPLOITÉES, PRÉSENTENT UN IMMENSE POTENTIEL, CAPABLE DE NOURRIR JUSQU'À 2 MILLIARDS DE PERSONNES. »

LA PRIORITÉ EST DONNÉE À L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE AUTOUR DE QUATRE CULTURES STRATÉGIQUES

La République démocratique du Congo offre une palette agroécologique rare en Afrique : une vaste cuvette centrale, forêts humides et marais entre 300 et 500 mètres, des plateaux de savane plus secs au nord et au sud (700–1 200 m) et, à l'est, des massifs volcaniques du Kivu dont l'altitude varie de 1 500 à 5 000 mètres. Cette géographie permet des systèmes de production très variés, allant de la forêt-culture au maraîchage d'altitude, et explique le potentiel multi-saisonnier du pays. Le climat national reste majoritairement équatorial au centre et tropical vers les marges ; la pluviométrie moyenne nationale, d'environ 1 545 mm par an, autorise fréquemment deux cycles culturaux dans les zones favorables. Cette combinaison sol-eau-climat est la première richesse du pays : elle structure à la fois les opportunités et les contraintes de la transformation agricole.

Opportunités et dynamisme récent

La RDC demeure un acteur majeur sur plusieurs filières agricoles. Le manioc, colonne vertébrale des régimes alimentaires locaux, a vu ses estimations de production progresser fortement ces dernières années. La production nationale est maintenant évaluée à environ 46,5 millions de tonnes pour 2024 selon les données de la FAO via sa plateforme Our World in Data. Le pays se positionne également comme un leader mondial du plantain, avec des productions estimées à près de 800 000 tonnes en 2024. Le maïs confirme sa dynamique de croissance : après une production de l'ordre de 2 millions de tonnes en 2020, la production atteint aujourd'hui environ 2,39 millions de tonnes (2024). Ces ordres de grandeur témoignent d'un socle productif réel, mais il faut toujours rappeler que la qualité et la fréquence des séries statistiques nationales varient selon les cultures et les provinces.

Parmi les filières jugées prioritaires par les autorités et l'Anapi figurent le maïs, le manioc, le riz, le soja, le café, le cacao, le thé, le quinquina, l'hévéa, le sucre, l'huile de palme, la pêche et la pisciculture, ainsi que les filières animales (bétail, porcins, aviculture). Le café reste la principale culture d'exportation agricole, avec une production autour de 65 000 tonnes selon les séries récentes, et constitue un levier pour la diversification des recettes extérieures.

Sur le plan des politiques publiques, la Stratégie nationale de transformation agricole 2024–2030 vise à structurer ces potentialités autour de quatre piliers : améliorer la productivité des exploitations, développer les infrastructures (transport, énergie), clarifier le cadre règlementaire et foncier, et attirer l'investissement privé. La campagne 2024–2025 a été marquée par la distribution de cinq millions de semences améliorées et d'un important lot d'équipements ; la campagne suivante, 2025–2026, a poursuivi cet effort avec des livraisons supplémentaires et des engagements budgétaires accrus.

Contraintes structurelles et points de vigilance

Malgré ces avancées, les verrous restent lourds. La faiblesse des infrastructures de desserte et de stockage, le manque d'accès au crédit, la très faible mécanisation et l'insécurité dans certaines provinces limitent la transformation du potentiel en production commercialisable. Le nombre de ménages agricoles est élevé, près de 20 millions selon les recensements et enquêtes, mais leur dispersion et l'organisation informelle du secteur compliquent la structuration des filières. Le Plan des 145 territoires vise à répondre à une part de ces défis en livrant 500 000 tonnes d'intrants et en distribuant 4 340 équipements pour 43 000 hectares de champs collectifs ; son succès dépendra largement d'une mise en œuvre territoriale rigoureuse.

L'industrialisation des filières agricoles suppose aussi d'éviter les erreurs du passé : les parcs agro-industriels annoncés (douze parcs sur dix provinces) peuvent apporter capacités de transformation et économies d'échelle, mais ils doivent être conçus en partenariat avec les producteurs locaux et soumis à des garanties foncières et environnementales pour ne pas créer d'enclaves extractives inefficaces.

Début février 2026, le ministre d'État chargé de l'Agriculture, Muhindo Nzangi Butondo, a lancé une réforme structurelle visant à déconcentrer et professionnaliser le secteur agricole. Désormais, les missions nationales associeront inspecteurs, techniciens et services administratifs pour conduire un diagnostic territorial systématique et piloter la création de CAPSA (Centres d'Appui et de Production des Services Agricoles). Des hubs provinciaux intègreront la production de semences, des laboratoires d'analyse des sols, des unités d'approvisionnement en fertilisants, des services de météo agricole et des capacités de motorisation ; chaque mission devra géolocaliser les sites, sécuriser au minimum 2 000–3 000 hectares et obtenir des titres fonciers avant tout investissement infrastructurel. Les gouverneurs officiers mèneront les délégations provinciales, l'agriculture restant une compétence provinciale exercée en coordination avec l'État central.

La priorité est donnée à l'autonomie alimentaire autour de quatre cultures stratégiques, maïs, manioc, banane et haricot, tout en relançant les filières pérennes (café, cacao, huile de palme). Le dispositif institue un registre national des agriculteurs, systématise l'appui aux exploitants via des coopératives productives et prévoit le redéploiement de personnel technique en province, appuyé par un mécanisme de financement permanent destiné à assurer le fonctionnement des CAPSA.

Forêts, biodiversité et durabilité

La RDC possède une des grandes étendues forestières mondiales : les estimations de la FAO situent la forêt congolaise autour de 126 millions d'hectares, soit entre 50 et 55 % du territoire national. La biodiversité est remarquable, avec plus de 11 000 espèces de plantes, près de 400 espèces de mammifères et plus de 1 100 espèces d'oiseaux. Ces forêts jouent un rôle crucial pour la séquestration du carbone et la régulation climatique. Les évaluations récentes indiquent qu'elles stockent des quantités massives de carbone, consolidant la position de la RDC comme un acteur clé des négociations climatiques.
L'équilibre est cependant fragile.
Les suivis satellitaires montrent une accélération de la perte de forêts primaires : selon Global Forest Watch, 590 000 hectares de forêts primaires ont été perdus en 2024, le niveau le plus élevé jamais enregistré pour le pays, une hausse marquée par rapport à 2023. Les incendies, la coupe pour le charbon de bois, l'agriculture itinérante et les conflits armés dans l'Est constituent les principales pressions. Le moratoire sur les nouvelles concessions forestières, renforcé par des mesures récentes, et la réévaluation de concessions par les autorités doivent être accompagnés d'une gouvernance plus robuste pour limiter l'exploitation illégale.

Du côté de l'investissement privé, le holding GoCongo (George Arthur Forrest et Aziz Khabirpour) s'est positionné comme acteur stratégique, avec 56 000 têtes de bétail, des unités de transformation, une biscuiterie, des installations de commercialisation et 3 000 hectares cultivables. Le projet phare de 12 parcs agro-industriels répar-

LA STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSFORMATION AGRICOLE 2024–2030 VISE À STRUCTURER LES POTENTIALITÉS DE LA RDC

tis dans 10 provinces, évalué à plusieurs milliards de dollars et piloté en partenariat public-privé, reste l'initiative structurante la plus ambitieuse du secteur.

Agro-industrie

L'industrialisation du secteur agricole est à la fois une nécessité et un pari de long terme. Les cultures à fort potentiel industriel : huile de palme, café, cacao, caoutchouc, hévéa et les filières animales peuvent contribuer à diversifier l'économie hors-mines, pourvu que l'on investisse massivement dans les routes de desserte, les unités de transformation, la logistique frigo et l'accès au financement. La réussite demandera une approche pragmatique : structuration des producteurs par filière, renforcement des capacités techniques, appui ciblé à l'irrigation, et mécanismes clairs de gouvernance foncière.

Face à un potentiel naturel immense, mais à des contraintes structurelles particulièrement lourdes qui freinent le développement de l'agro-industrie, les opportunités immédiates de création de marchés devraient se concentrer sur trois segments prioritaires : l'horticulture, l'élevage et la pêche, destinés à approvisionner des marchés urbains en forte croissance. Parallèlement, un système agricole déjà structuré, disposant de vastes superficies foncières, pourrait permettre à des opérateurs établis, sous réserve d'un appui financier et technique — de développer des cultures industrielles et d'exportation, indique un rapport risque pays pour les investisseurs privés de la Banque mondiale.

Les cultures de rente (caoutchouc, huile de palme, café, thé), concentrées principalement au Nord-Kivu, en Équateur et au Kwilu, présentent un potentiel de compétitivité sur les marchés domestiques et, pour certaines filières, à l'exportation ciblée. À la faveur d'améliorations de la connectivité fluviale et routière, plusieurs grands opérateurs existants recherchent des partenariats et des financements afin de valoriser plus de 50 000 hectares de terres déjà en leur possession. Ce développement pourrait générer, à court terme, des milliers d'emplois dans certaines des zones les plus pauvres du pays, tout en favorisant l'amélioration des services sociaux (éducation, santé) autour des pôles agro-industriels. À plus long terme, il pourrait également encourager la mise en place de schémas d'agriculture contractuelle ou de plantations villageoises.

Les produits horticoles, d'élevage et halieutiques pourraient répondre à la demande croissante des centres urbains, aujourd'hui largement dépendants des importations, à condition d'articuler de manière cohérente l'appui public et l'initiative privée le long des chaînes de valeur. Cet accompagnement suppose des investissements dans la connectivité fluviale et routière, la sécurité, les services d'innovation agricole (notamment via les technologies de l'information et de la communication), le développement des semences, la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que les services vétérinaires et phytosanitaires. Il inclut également la création de zones industrielles dédiées à l'agro-transformation, à l'image de la Zone Économique Spéciale de Maluku, développée en partenariat public-privé à proximité de Kinshasa.

Deux réformes de court terme sont identifiées comme déterminantes pour stimuler l'investissement privé : la suppression du décret de l'Office National des Produits Agricoles (ONAPAC), qui prélevait une taxe de 2 % sur les ventes de 15 produits agricoles stratégiques, et la levée de la restriction à l'investissement étranger prévue par l'article 16 de la Loi agricole de 2011.

Sources : les données citées proviennent des rapports de la Banque mondiale, des séries consolidées FAO / Our World in Data, des publications nationales (Ministère de l'Agriculture, SNSA, Anapi), de bases d'analyse sectorielle (Tridge, AAGWA) et de suivis forestiers (Global Forest Watch, Global Witness). Les chiffres indiqués doivent être lus comme des ordres de grandeur consolidés pour 2023–2024, sauf mention contraire.

Production agricole en RDC

MAÏS
2,39
millions de tonnes

MANIOC
46,5
millions de tonnes

POMME DE TERRE
109 137
millions de tonnes

HARICOT
280 241
millions de tonnes

ARACHIDE
497 000
millions de tonnes (2023)

BANANE
800 000
millions de tonnes (2024)

RIZ
1,94
millions de tonnes (2024)

PATATE DOUCE
626 000
millions de tonnes

AVOCAT
62 000
millions de tonnes

CAFÉ
66 000
tonnes

CACAO
3 600
tonnes (pour 65 500 d'hectares de terroir pour la culture du cacao

CAOUTCHOUC
22 000
tonnes (Jan-Aout 2022)

HUILE DE PALME
300 000
tonnes (2023)

THÉ
62 000
tonnes

africell
business
PROMO

GAGNEZ LA NOUVELLE HYUNDAI CRETA 2026 AVEC AFRICELL BUSINESS

Souscrivez à une offre entreprise ou augmentez votre budget mensuel pour tenter de remporter la Hyundai Creta 2026

Africell Business, Drive to Success



Infos: +243 900 100 360 / 361 / 363
business@africell.cd

Supporté par: CENTRAL MOTORS

RDC 2026

TECH & COM

Le contexte

MOBILE MONEY, STARLINK ET LA « DRC DIGITAL NATION » À L'HORIZON 2030

LE MOBILE MONEY CONFIRME SA PLACE CENTRALE : 34,18 MILLIONS D'ABONNÉS ACTIFS FIN SEPTEMBRE 2025, SOIT 30,46 % DE LA POPULATION, DANS UN PAYS DONT LE TAUX DE BANCARISATION FORMELLE RESTE INFÉRIEUR À 17 %.

Au troisième trimestre 2025, le secteur des télécommunications en République démocratique du Congo affichait des signes nets de maturité : 73,3 millions d'abonnements mobiles actifs (couverture équivalente à 65,3 % de la population) et un chiffre d'affaires trimestriel de 621 millions de dollars. Pour la première fois, l'internet mobile représente la majorité des revenus du secteur (54,1 %), reléguant la voix au second plan. Parallèlement, le mobile money confirme sa place centrale : 34,18 millions d'abonnés actifs fin septembre 2025, soit 30,46 % de la population, dans un pays dont le taux de bancarisation formelle reste inférieur à 17 %.

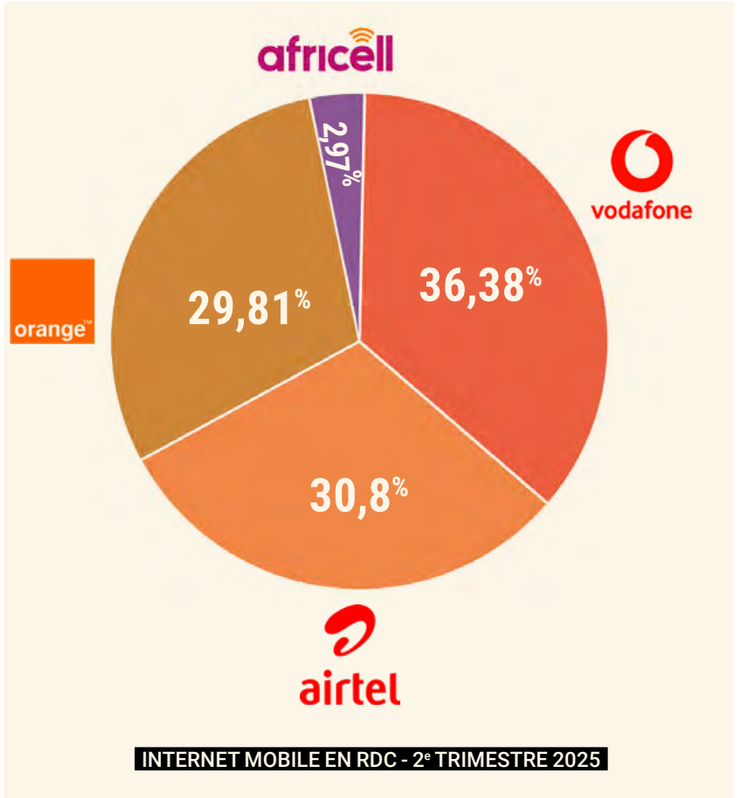
Cette évolution transforme le paysage financier et commercial. Les services financiers mobiles (SFM) ont généré 120,6 millions de dollars de revenus de transaction au seul T3-2025 (+20,5 %), comptabilisés séparément des revenus classiques des opérateurs. Annualisés, ces revenus représentent près de 480 millions de dollars, une « économie parallèle » de grande ampleur, comparable aux recettes mobiles d'il y a quelques années.
Ce terrain reste un marché hyperconcurrentiel. Selon les données vérifiées par M&B, M-PESA conserve la tête en nombre d'abonnés (44,9 %), mais perd du terrain au profit d'Airtel Money et d'Orange Money, tandis qu'Airtel affiche une progression record (+22 % d'abonnés en un trimestre).
Les réseaux et les banques accélèrent les intégrations. Des API relient désormais mobile money et banques (EquityBCDC, UBA, Rawbank, Ecobank, Sofibanque), facilitant paiements en ligne, opérations de change et micro-crédits, et renforçant la confiance des commerçants urbains et des plateformes e-commerce.

Starlink et défis du secteur

Le dossier Starlink illustre le tournant numérique. Après une interdiction initiale en 2024, l'opérateur américain a obtenu une licence en 2025. Depuis, Vodacom, Airtel et Africell mènent des discussions pour utiliser Starlink le réseau congolais avec des solutions plus agiles et respectueuses de l'environnement urbain ».

« DRC DIGITAL NATION 2030 : PLAN PUBLIC-PRIVÉ CHIFFRÉ À 1,5 MILLIARD DE DOLLARS. OBJECTIFS PROCLAMÉS : CONNECTER 25 MILLIONS DE CONGOLAIS »

Orange RDC et Huawei ont inauguré, début mars, le premier site « rooftop » d'Afrique équipé de mâts en GFRP (plastique renforcé de fibres de verre), une technologie qui permet d'installer des antennes sur des toits sans alourdir les structures. Cette solution, ultra-légère, simplifie le génie civil, accélère les déploiements et offre une meilleure résistance aux intempéries, favorisant la durabilité des équipements, tandis qu'Orange affirme « vouloir moderniser comme solution de backhaul pour les sites ruraux, ce qui pourrait diviser par deux le coût de connexion des antennes isolées. Airtel Africa a parallèlement signé un accord continental avec SpaceX, accélérant l'entrée en service du satellite sur plusieurs marchés, dont la RDC.
La modernisation se heurte toutefois à des limites pratiques. Le premier data center TIER 3 du pays, exploité par OADC Texaf Digital-Kinshasa, fonctionne en redondance sur le réseau national et deux groupes électrogènes de 1 MW. Ceux-ci consomment environ 20 000 litres de diesel par semaine, une facture énergétique qui pèse lourd. Airtel indique ainsi une hausse de ses dépenses énergétiques (79 milliards CDF en 2022 à 130 milliards CDF en 2023), principalement liée au carburant des sites.



INTERNET MOBILE EN RDC - 2e TRIMESTRE 2025

Ambitions étatiques : Digital Nation 2030

Le 27 septembre 2025, à New York, le président Félix-Antoine Tshisekedi a présenté l'objectif « DRC Digital Nation 2030 ». Il s'agit d'un plan public-privé chiffré à 1,5 milliard de dollars (1 milliard du Trésor, 500 millions de la Banque mondiale et de l'AFD). Les objectifs proclamés sont de connecter 25 millions de Congolais, déployer un backbone fibre reliant les 26 provinces, installer 32 data centers souverains et faire de la RDC un hub technologique africain d'ici 2030. Le gouvernement a déjà annoncé des mesures fiscales et douanières pour réduire le coût des équipements, citant Starlink et Monacosat comme leviers pour la couverture rurale.
Le marché des télécoms en RDC paraît à un point d'inflexion entre sa croissance rapide, l'intégration financière profonde et des projets d'infrastructures ambitieux, mais avec des contraintes énergétiques et logistiques majeures à résoudre pour transformer les promesses numériques en réalité inclusive.

SOURCES :
OOKLA (2025), ARPTC (T3-2025),
RAPPORTS FINANCIERS DES OPÉRATEURS,
RAPPORT DELOITTE/M&B,
NOTE DE CONJONCTURE BCC (2023).

Meeting with

TEDDY SAMATO

CONGOLAIS ET PRODUCTEUR DE CHAMPAGNE

Teddy Samato est né à Kinshasa en RDC. La France avait accueilli l'enfant qu'il était alors. C'est dans la région de Reims, sur ses terres d'Ay au cœur du vignoble champenois, que s'écrit l'histoire de sa maison, sur quatre générations. Il est aujourd'hui, le seul vigneron de champagne d'origine africaine. Une fierté pour le Congo ! Mais Teddy Samato a des projets. Il prépare le lancement d'une nouvelle marque, inspirée de ses racines africaines. Lors d'un entretien, il se dévoile. Verbatim.



M&B : Vous aviez déjà été interviewé dans notre magazine l'année dernière. Pour les lecteurs qui vous découvrent aujourd'hui, pouvez-vous vous présenter ?
Teddy Samato: Je suis vigneron champenois et gérant de la maison Champagne Dauby. Mon parcours est singulier : je suis né à Kinshasa, en République démocratique du Congo, et j'ai grandi entre l'Afrique et la Champagne. Aujourd'hui, je dirige ma propre maison, impliqué à chaque étape, du travail des vignes à la vinification et à la commercialisation. Cette maîtrise globale garantit des cuvées fidèles à ma vision et à l'exigence de qualité qui m'anime.

Qu'est-ce qui a évolué pour vous et pour la Maison Champagne Dauby depuis votre dernière interview ?
Depuis notre dernière rencontre, la maison a connu une belle progression, notamment en Afrique où nos ventes et partenariats se sont fortement développés. Être choisi pour différents événements témoigne de la reconnaissance croissante de Champagne Dauby. Cette dynamique confirme que l'Afrique est un marché d'avenir, non seulement pour notre maison, mais pour le Champagne en général.



L'Afrique semble occuper une place centrale dans votre stratégie. Pourquoi ce choix ?
Ce continent occupe d'ailleurs une place particulière dans ma stratégie. Au-delà de l'enjeu économique, il représente une part intime de mon identité. Y développer la marque a donc une dimension profondément symbolique. Mais c'est aussi un marché unique,



« BÂTIR UN PONT DURABLE ENTRE LA CHAMPAGNE ET L'AFRIQUE, FONDÉ SUR LE PARTAGE, LA CONNAISSANCE ET LA VALORISATION D'UN PATRIMOINE MONDIAL UNIQUE. »

exigeant une vraie présence humaine, une compréhension des réalités locales et des relations durables. Je me rends régulièrement sur place pour promouvoir nos cuvées dans les salons et événements internationaux.

Le marché africain a-t-il ses propres codes et ses propres attentes ?

Le marché africain possède ses propres codes : styles de consommation, goûts, attentes. Il demande une grande capacité d'adaptation tout en conservant l'excellence et l'authenticité champenoises. Trouver cet équilibre entre tradition et ouverture rend cette aventure passionnante.

Vous avez également évoqué le lancement d'un nouveau projet. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Effectivement, je travaille actuellement sur un nouveau projet qui me tient particulièrement à cœur. Je prépare le lancement d'une nouvelle marque, inspirée de mes racines africaines. Elle proposera des cuvées d'exception en quantités limitées, à la fois hommage à mes origines et expression du savoir-faire champenois. Ce projet incarne le lien entre identité et excellence, entre deux continents que j'aime profondément.

Votre projet comporte également une dimension solidaire. Pourquoi cet engagement ?

Je souhaite que ce développement ait un impact positif. C'est pourquoi je suis en collaboration avec des associations en Afrique avec lesquelles nous construisons un partenariat durable. L'idée serait de reverser un pourcentage des ventes afin de soutenir des initiatives locales. Pour moi, il est essentiel que la réussite économique puisse aussi servir une cause plus large, cela donnera encore plus de sens à cette aventure.

Vous évoquez aussi l'œnotourisme comme un futur axe de développement entre la Champagne et l'Afrique. Comment imaginez-vous ce projet ?

Je souhaite créer des passerelles œnotouristiques entre l'Afrique et la Champagne. Si le Champagne est bien présent sur les tables africaines, son histoire et son terroir restent souvent méconnus. L'idée est d'organiser, avec des opérateurs africains, des séjours en Champagne pour faire découvrir les vignobles, les caves et tout le savoir-faire qui entoure ce vin mythique. Ce type de projet crée un lien authentique entre les amateurs africains et l'univers du Champagne, et transmettre toute la richesse culturelle qui se cache derrière chaque bouteille.

Pour conclure, quelle est votre vision pour les années à venir ?

Mon ambition est claire : poursuivre l'expansion internationale de Champagne Dauby et consolider nos racines africaines. Les fondations sont solides et la dynamique est lancée. Mais au-delà du succès commercial, mon objectif est surtout de bâtir un pont durable entre la Champagne et l'Afrique, fondé sur le partage, la connaissance et la valorisation d'un patrimoine mondial unique.

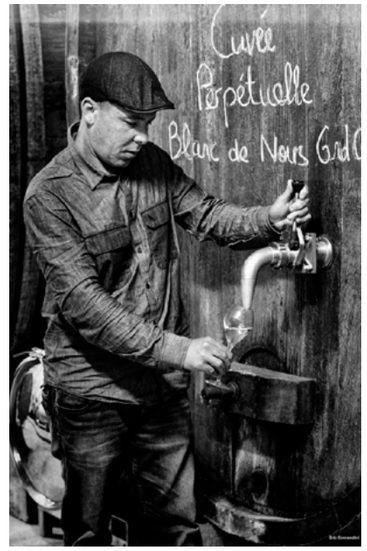
■ Entretien exclusif – M&B – 10 avril 2026

FACEBOOK INSTA : Champagne_dauby
www.champagne-dauby.fr
contact@champagne-dauby.fr
+33 (0) 326549649

CHAMPAGNE DAUBY
Mère & Fille
À AY - GRAND CRU













LANCEMENT DE KOBOLD METALS

Le lancement de KoBold Metals a réuni, lors d'un cocktail dans les jardin du Karavia, les acteurs majeurs du secteur minier autour de ses deux fondateurs, Josh Goldman, Président, et Kurt House, CEO.























AGL RDC EN FAVEUR DU POTENTIEL FÉMININ : PARTAGER. INSPIRER. OSER.

Les 6 et 9 mars, à l'occasion la Journée Internationale des Droits des Femmes, les collaboratrices d'Africa Global Logistics RDC se sont réunies pour célébrer la solidarité et de mettre en lumière les talents qui contribuent chaque jour à la dynamique de l'organisation.



























GROUP TIA WOMEN'S LUNCH 1re ÉDITION

Le GROUP TIA a organisé une conférence des femmes sous le thème : « femmes au sommet : inspirer, diriger et transformer. »

























RETOUR SUR LADIES WORKSHOP BY CFAO

Nous avons eu le plaisir d'accueillir nos clientes pour une expérience unique au cœur de nos installations









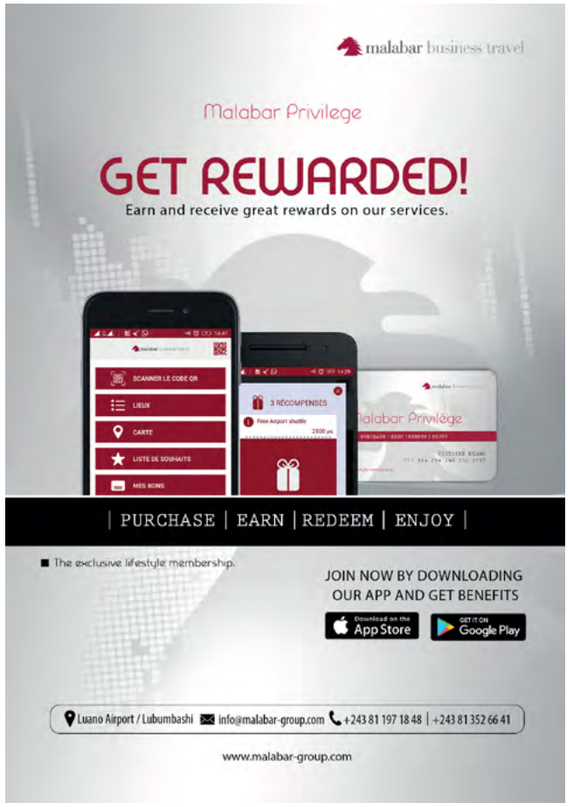
















Becom

PENSER, REALISER
ET COMMUNIQUER



De l'idée à l'impact : une communication 360°
pour tous vos projets.

MARKETING CREA IMPRESSION DIGITAL EVENEMENTIEL AFFICHAGE

+243 855 132 222
commercial@becomcongo.com
Concession SAFRICAS. 14 av. Sergent Moke
Kinshasa, Ngaliema
www.becomcongo.com

MERCI À

Le directeur de la publication et l'éditeur de M&B Magazine adressent leurs remerciements à tous les opérateurs économiques et les contributeurs qui nous renouvellent leur confiance à chaque nouvelle édition. — *The director of the publication and the editor of M&B Magazine address their thanks to all the economic operators who adhered to it by renewing their confidence in each new edition.*

MAYFAIR · SFA · EQUITY BCDC · KBM · AGL · DRC MINING WEEK

CRDB BANK · ECOBANQUE · FIRSTBANK · SOFIBANQUE · SUNU · ACTIVA

JEFFERY TRAVELS · MICROCOM · PULLMANN · RAWBANK · EUTELSAT · TRACTAFRIC

TRADE SERVICE · ISHANGO · AFRICELL · MALABAR · GREEN TEE · EUROPCAR

BECOM · TIAFRICA · TMB

Directeur de Publication
Olivier Delafoy

Contributeurs
Romain Battajon
Elizabeth Mcmullen
Pierre Proesmans
Don Pablo.

Crédit photo
Photoafricainside, Junior Mugembe, Olivier Delafoy, Image Nation

Traduction
Agence MMDD

Publicité / Advertising
+243 900 006 141
advertising@corneillesima.com

Service Abonnements
administration@corneillesima.com
+243 900 006 143
WhatsApp : +243 841 204 868

Représentation Kinshasa
BECOM +243 851 846 847

Diffusion DRC
Groupe Corneille et Sima
www.miningandbusiness.com

Permis d'exploitation
N°BNC/SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Maquette et réalisation
Christophe Hermenier
Graphic-detox@orange.fr

Groupe Corneille & Sima

M&B **est imprimé à 5000 exemplaires**

Mining & Business Magazine ne saurait être responsable des erreurs ou opinions contenues dans les articles fournis par les contributeurs de notre publication.

TIA | WFS HR Global Management



Focus on your business, TIA does the rest.

Votre partenaire de confiance pour toutes vos préoccupations en matière de Ressources Humaines.

TIA WORK FORCE SOLUTION SAS

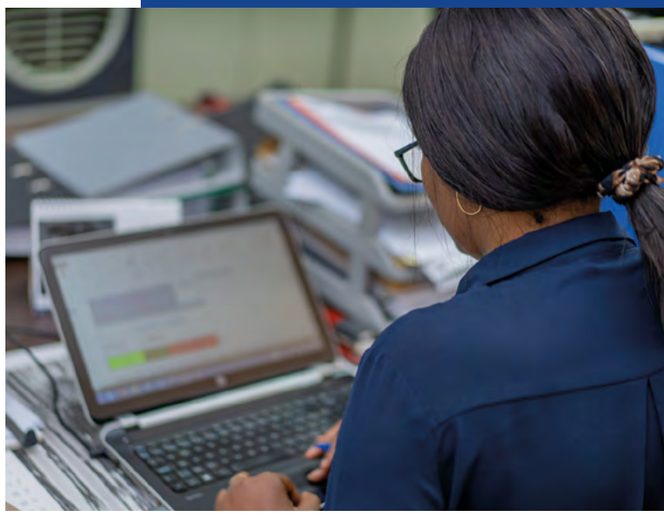
Est une entreprise 100% congolaise !

TIA WORKFORCE SOLUTION SAS est une société qui comprend les services de recrutement, de gestion du personnel local et expatrié et d'obtention des cartes de travail du personnel expatrié. Garantissant ainsi le bon fonctionnement de votre entreprise. Faites confiance à **TIAWFS** pour une assistance experte dans la gouvernance de vos besoins en main-d'œuvre. Améliorez l'organisation de votre entreprise grâce à nos solutions spécialisées dès aujourd'hui.

Les solutions de gestion des ressources humaines offertes de manière intégrée comprennent les éléments suivants :

- Programmes de formation sur mesure pour le personnel
- Services de conseil d'administration en matière de ressources humaines
- Services de recrutement
- Calcul de la paie
- Facilitation de l'obtention de visa et de permis de travail en RDC.

TIA WORKFORCE SOLUTION SAS fait partie du **GROUP TIA**, qui comprend aussi les sociétés **TIAFRICA SAS** (offre des services d'assistance juridique, des conformités juridiques, des gestions de projets et de



Notre expertise et notre engagement nous permettent de vous offrir une gamme complète de services pour optimiser la gestion de vos ressources humaines.

info@ti-africa.com
EN : + 243 820 456 947 +243 970 094 873
FR : +243 856 374 006 +243 851 000 067
group-tia.com

“Avec la TMB,
je suis toujours connectée”



#NetBank

BEST SME BANK AWARD 2025 GLOBAL FINANCE

BEST BANK AWARD 2025 GLOBAL FINANCE

THE BANKER BANK OF THE YEAR 2024 DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

The Banker Bank of the Year 2017 FINANCIAL INCLUSION

EUROMONEY AWARDS FOR EXCELLENCE 2024 DRC BEST DIGITAL BANK

emeafinance African Banking Awards 2024

Best Bank in the DR Congo
2011 to 2024

Financial Inclusion Award
2015, 2017, 2019

Corporate Social Responsibility
2021

TMB

BUSINESS BANKING - PERSONAL BANKING - MOBILE BANKING | www.tmb.cd